

Université de Montréal

(Re)penser l'économie

*Le travail relationnel des activistes climatiques*

*Par*

Louis Massé

Département de science politique, Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtrise (M. Sc.)

en Science politique, option Recherche

Mai 2023

© Massé, 2023

Université de Montréal

*Ce mémoire intitulé*

**(Re)penser l'économie**

***Le travail relationnel des activistes climatiques***

*Présenté par*

**Louis Massé**

*A été évalué par un jury composé des personnes suivantes*

**Frédéric Mérand**

Président-rapporteur

**Pascale Dufour**

Directrice de recherche

**Françoise Montambeault**

Membre du jury

## Résumé

Ce mémoire vise à approfondir un cadre théorique élaboré dans les années 2000 par la sociologue Viviana Zelizer pour comprendre comment l'activité économique (la consommation, la production, les échanges) prend forme à travers une pratique sociale qu'elle nomme *travail relationnel*. Ce concept reflète les conflits de correspondance entre transactions économiques, culture et relations sociales dans la vie économique. Depuis quelques années des chercheurs en sociologie économique et économie politique tentent d'élargir la portée de ce cadre théorique, construit à partir des relations intimes, afin de changer son niveau du micro vers le macro. J'adopte cette même problématique théorique en explorant comment le mouvement climatique étudiant à Montréal « travaille » la société québécoise pour répondre à la crise climatique. J'ai mené 10 entretiens semi-dirigés avec des activistes présentant un fort niveau d'engagement pour la lutte climatique dans plusieurs groupes militants participant à ce mouvement social au Québec. Mes résultats montrent plusieurs manières par lesquelles la culture et les relations sociales s'entremêlent aux activités économiques dans les discours des activistes concernant l'économie politique. Spécifiquement, les activistes climatiques misent sur la solidarité, le partage, l'interdépendance et la durabilité pour repenser l'économie et son architecture sociale. C'est ce que je rattache au concept de travail relationnel de Viviana Zelizer. Mon analyse m'amène à proposer le concept de *travail relationnel civil* pour représenter une pratique politique visant à transformer symboliquement l'« arrière-plan relationnel » de l'activité économique, c'est-à-dire l'appartenance à une communauté imaginée et des modèles normatifs d'échange.

**Mots-clés :** Viviana Zelizer, Travail relationnel, Sociologie économique, Économie politique, Mouvement climatique, Mouvements sociaux, Culture, Théorie sociale, Québec

## Abstract

This dissertation aims to develop a theoretical framework elaborated in the 2000s by sociologist Viviana Zelizer, meant to understand how economic activity (consumption, production, and exchange) takes shape through a social practice called *relational work*. This concept illustrates how conflicts of correspondence between economic transactions, meaning-making and social relations are central to economic life. In recent years, scholars in economic sociology and political economy have recognized the need to deepen the analytical scope of Zelizer's framework by scaling-up *relational work* from the micro-level to the macro-level. My research follows such a theoretical puzzle and explores how the student-climate movement in Montréal "works" Québec society in the context of a climate crisis and emergency. My findings reveal multiple ways in which culture and social relations are intermingled with economic activity in the activist's discourses of political economy. Specifically, the cultural repertoire of climate activists includes solidarity, sharing, interdependence and sustainability as tools for "rethinking" the economy and its social architecture. This cultural logic is similar to relational work as defined by Viviana Zelizer. Through my analysis I elaborate the notion of *civil relational work* to represent a political practice that aims to construct and transform the "relational background" of economic activity, that is, the identification with an imagined community and normative models of exchange.

**Keywords** : Viviana Zelizer, Relational Work, Economic Sociology, Political Economy, Social Movements, Climate Movement, Culture, Social Theory, Québec

# Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	vi
Liste des figures.....	vii
Liste des sigles et abréviations.....	viii
Remerciements.....	ix
Introduction.....	1
Chapitre 1 – L'économie et le social : une approche sociologique.....	8
1.1. Revue de littérature.....	9
1.1.1. L'encastrement politique.....	9
1.1.2. L'encastrement interpersonnel.....	10
1.1.3. La théorie des champs.....	12
1.1.4. L'approche performativiste.....	13
1.1.5. L'approche relationnelle et culturelle.....	16
1.1.6. Approfondir Zelizer et le travail relationnel.....	19
1.2. Cadre théorique.....	22
1.2.1 La mise en récit et les narratifs.....	23
1.2.2. Les émotions et l'affectivité de l'économie.....	25
1.2.3. Les codes binaires et les modèles normatifs d'échange.....	26
1.2.4. Le travail politique.....	28
1.2.5. La cognition contestataire.....	29

1.2.6. Les stratégies et le répertoire d'actions.....	30
Conclusion .....	32
Chapitre 2 – Méthodologie .....	34
2.1. Le mouvement climatique étudiant au Québec .....	34
2.2. Pourquoi faire des entrevues ? .....	37
2.3. Les répondants et le guide d'entretien .....	41
Conclusion .....	43
Chapitre 3 – Faire sens de l'économie .....	44
3.1. Un « futur présent » déjà là .....	45
3.1.1. S'adapter ou se transformer : des narratifs économiques qui diffèrent .....	46
3.1.1. L'urgence climatique et le futur .....	49
3.2. « On doit recommencer à avoir peur du noir » .....	53
3.2.2. Accepter les émotions dans la vie économique.....	53
3.2.2. La direction sociale des émotions .....	57
3.3. Imaginer une communauté solidaire .....	59
3.3.1. Critiquer la société de marché .....	60
3.3.2. Des alternatives.....	64
Conclusion .....	67
Chapitre 4 – La politique et le travail relationnel : culture et stratégies de la contestation .....	71
4.1. L'esprit contestataire .....	72
4.1.1. Deux acteurs politiques qui illustrent le rapport conflictuel aux institutions .....	74
4.1.2. Le militantisme et la société civile .....	78
4.2. Les dilemmes stratégiques et les tactiques .....	80
4.2.1. Se mobiliser pour agir .....	81

4.2.1.1. Faire évoluer le mouvement climatique .....	85
4.2.2. L'échelle des actions .....	87
4.2.3. Les logiques d'action .....	91
Conclusion .....	99
Chapitre 5 – « Scaling Up Relational Work » ? : Du travail relationnel intime au travail relationnel civil.....	101
5.1. Le travail relationnel et les niveaux d'interprétation .....	101
5.2. Résultats principaux de la recherche .....	104
5.3. Proposition conceptuelle : le travail relationnel civil.....	105
5.4. Contributions théoriques : l'encastrement politique et l'économie morale.....	108
Conclusion .....	112
Conclusion .....	114
Bibliographie .....	117
Annexe I – Guide d'entretien .....	131

## Liste des tableaux

Tableau 1. – Cadre théorique complet .....	33
--	----



## Liste des figures

Figure 1. – Photographie de la manifestation au Sommet Climat Montréal, visages floutés par l’auteur, source : CEVES 2022b. ....	75
--	----

## Liste des sigles et abréviations

CEVES : Coalition étudiante pour un virage environnemental et social

## Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier ma directrice de recherche, Pascale Dufour, pour son soutien et ses nombreuses relectures de chapitres et autres travaux ces dernières années. Je suis profondément reconnaissant du temps que tu as consacré à mes différents projets et à l'espace privilégié (et exigeant d'un point de vue intellectuel) que tu offres aux étudiant-e-s pour mener leur réflexion théorique (même si celle-ci n'est pas toujours claire dans ses formes préliminaires). Avoir une directrice de recherche aussi dévouée est une chance inouïe qui participe autant à ma réussite qu'à mon épanouissement dans cette première étape aux études supérieures. Merci pour tout Pascale !

De plus, au département de science politique de l'Université de Montréal, j'aimerais remercier Frédérick Bastien pour ses conseils et son aide à naviguer le monde universitaire en tant que jeune étudiant, ainsi que Françoise Montambeault pour ses commentaires et son intérêt au projet de mémoire déposé l'an dernier. Je remercie aussi Julie Levasseur, doctorante en science politique, pour nos productives années de collaboration. Au département de sociologie, je remercie Jean-François Bissonnette, dont le cours « Sociologie de l'économie » a très certainement nourri ma réflexion.

Je remercie aussi le Fonds de recherche du Québec – Culture et Société, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, la Faculté des Études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal et la Fondation J.A. Desève pour leur généreux soutien financier ces deux dernières années.

Un énorme merci pour leur temps aux 10 activistes qui ont accepté de me rencontrer, alors qu'ils et elles jonglent avec un horaire plus que chargé. Sans votre participation, ce mémoire n'aurait pas été possible.

À mes parents, merci de tout cœur pour votre soutien inconditionnel, malgré certaines incompréhensions mutuelles lorsque j'ai le nez plongé dans un livre. Sans votre aide, ma réussite serait beaucoup plus difficile et j'en suis profondément reconnaissant. Maman, courage, il reste maintenant que 4 ans (ok, peut-être 5, on verra).

Frédérique, Marie, Antoine, merci pour les moments qui me sortent des livres et des hauteurs de la recherche culturelle. J'ai hâte de vous voir tous et toutes à Vancouver dès que je dépose.

Enfin, un petit mot pour Juliette, évidemment. Je serais bref, car il faudra attendre 5 ans de plus, et la thèse donc, pour avoir les remerciements complets. Pouvoir compter sur toi au quotidien me fait réaliser à quel point j'ai tiré des dés chanceux. Nos moments d'amour, de rire, de complicité et de bienveillance, mais aussi de rigueur intellectuelle, m'apportent tellement et je veux te remercier pour toutes ces belles années (et toutes celles à venir). Je terminerais sur ces mots : As always, Juliette P. Gagné is a terrific partner. For your deep kindness and intelligence, thanks. La balle est dans ton camp.

## Introduction

[...] across a wide range of intimate relations, in the provision of personal care, and in the complexities of household life, people manage the mingling of economic activity and intimacy by creating, enforcing, and renegotiating extensive differentiation among social ties, their boundaries, and their appropriate marching with commercial media and transactions of production, consumption, and distribution. (Zelizer 2005, 41)

Economic history reveals that the emergence of national markets was in no way the result of the gradual and spontaneous emancipation of the economic sphere from the governmental control. On the contrary, the market has been the outcome of a conscious and often violent intervention on the part of government which imposed the market organization on society for noneconomic ends. (Polanyi 2001 [1946], 258)

Ces phrases, écrites par deux figures de la sociologie économique, contemporaine et historique, illustrent un constat simple : l'économie est un fait social. D'un côté, Viviana Zelizer nous enseigne que les relations interpersonnelles se construisent à travers et par les activités économiques. Ses travaux reconnus pour la finesse de l'analyse empirique (Lazarus 2020) montrent qu'au cœur de l'économie se trouve un « travail relationnel » où transaction et interaction sociale s'entremêlent pour donner sens à l'activité économique. Alors que l'assurance-vie devient une industrie florissante aux États-Unis au 19<sup>e</sup> siècle, le lien entre l'argent et la mort doit se transformer pour que l'évaluation monétaire de la vie humaine, profane, puisse devenir légitime, et même un devoir moral qui anticipe le deuil et les rituels funéraires (Zelizer 1979). Pour que des lois interdisent le travail des enfants, ils doivent acquérir une valeur sentimentale, devenir sans prix (*priceless*), et par le fait même sacré, impur au travail marchand (Zelizer 1985). De même, si l'argent semble fluide et libre d'être dépensé dans n'importe quelle finalité, il est en fait « marqué » par les liens sociaux de son obtention (comme le travail ou le don) et de son utilisation, *cash, but with string attached* (Zelizer 1994). L'ambition théorique de Zelizer prend toute son ampleur avec l'ouvrage *The Purchase of Intimacy* (2005), qui revient sur les conflits de correspondance (*matching*) entre une transaction économique et les relations sociales intimes (la famille, les relations amoureuses, le *care*, la sexualité), recherche qui conduit à l'élaboration du concept de travail relationnel.

Dans une autre perspective de recherche, Karl Polanyi insiste sur le rôle des institutions politiques dans l'organisation, à grande échelle, de l'activité économique, et du type de société qui est construit par l'intervention politique. Son ouvrage *La grande transformation* (1946) retrace comment les États européens vont, au 19<sup>e</sup> siècle, mettre en place une architecture institutionnelle qui donne une forme d'autonomie aux activités marchandes. Par ce travail institutionnel, Polanyi avance que le marché devient le principe d'organisation sociale qui régit les interactions à l'échelle de la société et que : « au lieu d'avoir une économie encastrée dans les relations sociales, les relations sociales sont dorénavant *encastrées* dans le système économique » (2001 [1946], 60, ma traduction). Ce concept d'encastrement a fait couler beaucoup d'encre<sup>1</sup>, mais comme l'écrit Fred Block (2001), il symbolise simplement le fait que les activités économiques, en l'occurrence marchandes, ne sont pas tout à fait autonomes, mais plutôt enchaînées aux choix politiques, aux croyances et aux relations sociales.

La mise en relation de ces deux auteurs n'est pas anodine. Elle participe en fait à un débat en sociologie économique dont l'article de Philippe Steiner est évocateur : *Who is right about the modern economy: Polanyi, Zelizer, or both ?* (2009). Viviana Zelizer et Karl Polanyi représentent deux tendances, une première que l'on peut qualifier de relationnelle (culturelle et *small-scale*) et une autre d'institutionnelle (politique et structurelle). Ce mémoire vise à poursuivre les efforts de recherche qui construisent des ponts entre ces courants, à l'instar des travaux de Fourcade sur la science économique (2009), Bandelj sur l'investissement direct à l'étranger (2008), Block sur le droit (2013), ou encore Healy sur l'industrie du sang et des organes humains (2006).

Par conséquent, mon objectif principal est d'ordre théorique et ce mémoire veut contribuer à la littérature qui propose de changer le niveau de l'approche de Viviana Zelizer<sup>2</sup> (Zelizer 2012 ; Bandelj 2020 ; Block 2012 ; Swader et Ross 2020 ; Bandelj 2020). La proposition que j'apporte dans le mémoire est l'idée qu'on peut rattacher conceptuellement le modèle de Zelizer à l'échelle politique de Polanyi en concevant que le travail relationnel s'exerce aussi sur

---

<sup>1</sup> Voir les interventions dans le « Polanyi Symposium » de la revue *Socio-Economic Review* (Krippner et al. 2004).

<sup>2</sup> Bandelj utilise la formulation « Scaling-up Relational Work » (2020), que je reprends à mon compte dans le chapitre 5.

les « communautés imaginées »<sup>3</sup> (Benedict Anderson 1983), c'est-à-dire « l'imaginaire social du marché » (Spillman 1999). Pour véritablement « scale-up » le cadre théorique de Zelizer (Bandelj 2020), je propose de sortir de l'échelle des transactions économiques, des échanges directs et des relations interpersonnelles ou inter-organisationnelles, pour concevoir une forme de travail relationnel qui « bricole » et « modèle » la culture davantage sur le plan institutionnel. Il s'agit plutôt d'observer les formes symboliques qui constituent, dans la culture publique, l'« arrière-plan » d'une communauté large d'échange (Lizardo 2017), ainsi que le travail politique mis en œuvre pour le modifier. Les questions suivantes guident la recherche présentée dans ce mémoire : Comment se construit l'encastrement politique de l'économie par la culture et les relations sociales ? Comment le travail relationnel s'exerce sous une forme politique ? Ce mémoire retrace la recherche que j'ai menée pour construire des ponts analytiques entre l'approche culturelle et relationnelle de Zelizer et l'approche institutionnelle et politique héritée de Polanyi.

Le choix du militantisme climatique s'est rapidement imposé comme terrain de recherche pour répondre à ces questions, au vu de ses finalités de modifier, en profondeur, les modes de production, d'échange, et de consommation (Doherty 2004). Lorsque Zelizer évoque son concept de « travail relationnel », c'est pour décrire la création, le maintien, la transformation ou la négociation des relations sociales et du sens qu'on leur attribue, à travers les activités économiques (2005). Le travail de critique, de dénonciation et de contestation de l'activisme climatique à l'égard des structures politiques et économiques se présente comme analogue à l'idée que se fait Zelizer du travail relationnel, mais de portée plus grande. Deux auteurs d'essai fréquemment nommés dans les entretiens menés pour ce mémoire montrent comment un regard écologiste produit un tel mécanisme relationnel et culturel. Yves-Marie Abraham invite, dans *Guérir du mal de l'infini*, à « sortir de l'économie » et à abolir les entreprises pour organiser les activités de production sous forme de « communs » (2019). Pour sa part, Alain Deneault et

---

<sup>3</sup> Anderson utilise la formule « communauté politique imaginée » pour faire référence aux nations dans une perspective anthropologique (1983). Il donne la définition suivante de ce qu'il entend par imaginé : « It is imagined because the members of even the smallest nation will never know most of their fellow-members, meet them, or even hear of them, yet in the minds of each lives the image of their communion » (6). Je m'inspire aussi du travail de Francesca Polletta et son concept de « relations imaginées » dans l'ouvrage *Inventing the Ties That Bind* (2020).

son ouvrage *L'économie de la nature* cherche à « reprendre l'économie aux économistes », pour retourner à une théorie économique qui « consiste en une pensée des relations au vivant » et qui « [relève] d'une appréhension des multiples relations qui font notre monde, nous constituant nous-mêmes et nous liant à un faisceau de relations extérieures » (2019, 18-20). Dans les deux cas, il est d'abord question d'une « communauté imaginée », plus qu'un travail de construction-transformation des relations interpersonnelles et intimes, comme chez Zelizer.

Ce mémoire part de l'hypothèse que le militantisme climatique produit un tel travail relationnel sur le plan politique dans ses actions et ses discours. Celui-ci exprime autant des constats sur l'état de la société actuelle, imaginent une société alternative et utopique, et projettent un après-transition souhaité. Ainsi, la recherche menée explore comment les activistes climatiques « travaillent » la société pour modifier l'arrière-plan symbolique à travers lequel une communauté d'échange locale et globale prend forme. Ce travail relationnel que je qualifie de *civil* dans le chapitre 5 vise à transformer les finalités de l'activité économique, les émotions guidant les rapports sociaux au sein de la communauté d'échange et les modèles normatifs qui encadrent l'encastrement de l'économie. En un sens, le travail relationnel des activistes climatiques cherche à modifier le « produit » social, environnemental et politique qui découle de l'activité économique. Deux dimensions de ce travail relationnel sont observées avec attention, d'une part, les catégories de pensées et les codes culturels qui permettent aux activistes de « faire sens » du monde social dans lequel ils vivent (Berger et Luckmann 1966). Et d'autre part, le travail politique (les stratégies et la culture de la contestation) par lequel les activistes tentent de mettre en œuvre une transformation de la culture et des relations sociales de l'économie (Mérand 2021). Ainsi, le regard que je porte sur l'activisme climatique se veut une approche *par* l'économie, ou plus précisément par le travail politique pour modifier les dimensions relationnelle et culturelle de l'économie.

L'économie se définit ici comme une « prise analytique » pour étudier comment se construit la réalité sociale des activistes. Mettre l'accent sur ce qui est économique dans les discours et les actions de groupes participant au mouvement climatique implique de porter une attention à des dimensions spécifiques de leur univers culturel. Avant de se lancer dans la

démarche empirique, il est donc nécessaire de spécifier ce qui sera entendu tout au long de ce mémoire par les termes « économie » ou « économique »<sup>4</sup>.

Le domaine de l'économie est aujourd'hui principalement visible sous la forme d'une économie de marché (Lie 1997 ; Fligstein et Dauter 2007), qu'elle soit libérale ou corporatiste (Hall et Soskice 2001). C'est pourquoi l'étude de l'économie se fait majoritairement à travers le modèle de « marché » (les dynamiques d'offre et de demande dans des sociétés largement libéralisées et l'architecture sociale qui permet à ces dynamiques de se mettre en place), autant en science économique qu'en sociologie économique (Krippner et Alvarez 2007 ; Steiner 2011 ; Fligstein 2001 ; Callon 1998). Or, les deux chercheurs sur lesquels ce mémoire prend appui, Karl Polanyi et Viviana Zelizer, abordent l'économie dans une autre perspective, anthropologique, où c'est davantage la « société » économique (dans un contexte de marché) que l'économie de marché qui est prise comme objet. Une telle approche vient déconstruire analytiquement ce qui fait qu'une société de marché prend forme (p. ex. la rationalité économique, Bourdieu 2000 ; Dobbin 1994 ; Callon 1998) et remet en question la prédominance du marché comme forme d'organisation sociale des transactions (Weber 2000 ; Polanyi 1977). De plus, dans cette perspective anthropologique, l'économie est sociale, autant que le social est économique, car il y a une imbrication de l'architecture sociale, des relations interpersonnelles, des institutions et des formes symboliques dans les activités économiques.

Ainsi, l'économie se comprend ici comme l'ensemble des activités sociales par lesquelles des transactions s'exercent, sans déterminer d'avance leur finalité (le marché, la réciprocité, la redistribution), ce qui comprend la production d'un bien ou un service qui fait l'objet d'une transaction, l'utilisation ou la consommation de ce produit, et la mise en échange ou en circulation de celui-ci. Il s'agit d'une définition à mi-chemin entre la définition substantielle de Polanyi (l'économie comme étude de la subsistance matérielle des sociétés humaines, 1977) et la définition formelle qui vise l'étude de la rareté et des dynamiques de marché. Néanmoins, dans le cas étudié, l'activisme climatique au Québec au XXI<sup>e</sup> siècle, les logiques de marché sont

---

<sup>4</sup> J'utilise le terme économiste pour faire référence à la science économique.



omniprésentes, s'agissant de la forme d'encastrement actuelle de l'économie canadienne et québécoise.

L'objectif théorique de cette recherche est donc d'explorer comment se construit l'univers culturel des activistes climatiques quant aux relations sociales, institutionnelles et interpersonnelles, qui structurent la société de marché dans laquelle ils vivent (la communauté imaginée) et le travail politique qu'ils poursuivent pour transformer ces relations sociales. La ligne directrice du mémoire est d'enrichir le cadre analytique de Viviana Zelizer en observant comment peut s'opérer une forme de travail relationnel dans l'activisme climatique, au niveau de l'encastrement institutionnel.

Le chapitre 1 présente les principaux courants théoriques en sociologie économique contemporaine, allant des concepts d'encastrement institutionnel, encastrement interpersonnel, champ, agencement et performativité, et mondes connectés. L'objectif est de spécifier l'apport et les spécificités de l'approche de Viviana Zelizer, qui est approfondie dans la deuxième section du chapitre. Le cadre théorique utilisé dans le mémoire est ensuite introduit, comportant une partie sur l'analyse des formes symboliques de l'économie qui mobilise la sociologie culturelle, et une autre sur le travail politique, inspirée des travaux en sociologie des mouvements sociaux sur la cognition<sup>5</sup> militante et les stratégies dans l'espace politique.

Dans le chapitre 2, je présente le choix méthodologique de réaliser des entrevues avec des activistes climatiques et le justifie en discutant les débats récents dans l'étude de la cognition et des formes symboliques en sociologie culturelle. J'y détaille aussi le cas étudié, le mouvement climatique étudiant au Québec, et l'évolution récente de cette mobilisation depuis son émergence en 2019, puis dresse un portrait des activistes ayant participé à la recherche.

Les deux chapitres suivants forment le cœur de la recherche empirique menée pour ce mémoire. Le chapitre 3 analyse l'univers culturel des activistes par rapport à la construction politique de l'économie : l'imagination du futur et la mise en récit du fonctionnement de

---

<sup>5</sup> Tout au long du mémoire, je reprends la définition de la cognition de Jasper: « the words we use, the beliefs we have about the world, the claims we make about how the world is, the distinctions we draw between one thing and another » (2014, 7).

l'économie, le rôle des émotions dans la vie sociale d'une communauté économique, et le répertoire culturel servant à construire des modèles normatifs d'échange. Pour sa part, le chapitre 4 étudie le travail politique des activistes pour transformer la société et l'économie en réponse à l'urgence climatique. Il s'agit notamment de voir comment ils interprètent la politique institutionnelle, les entreprises, les partis, la société civile, et la responsabilité d'agir attribuée à chacun. Dans un deuxième temps, ce chapitre explore le répertoire d'actions du mouvement climatique étudiant et certains dilemmes stratégiques auxquels il est confronté.

Le dernier chapitre revient sur le concept de travail relationnel de Zelizer. J'argumente que le changement de niveau proposé par la littérature est insuffisant pour comprendre comment un travail relationnel s'exerce sur les communautés imaginées constitutives des activités économiques, c'est-à-dire la dimension macro du lien entre activité économique, relations sociales, et culture. J'énonce ma propre conception du travail relationnel au niveau macro et présente la notion de « travail relationnel civil » comme une alternative théorique pour rapprocher l'approche culturelle\relationnelle et l'approche politique\institutionnelle.

# Chapitre 1 – L'économie et le social : une approche sociologique

Pour apprécier l'importance des travaux de Viviana Zelizer et l'intérêt théorique de poursuivre ses efforts de recherche, il est nécessaire de les situer dans le champ de la sociologie économique. Ce champ académique s'est développé dans les années 1980 aux États-Unis dans un dialogue conflictuel avec la science économique, discipline qui souhaitait appliquer ses modèles théoriques à un ensemble grandissant de phénomènes sociaux<sup>6</sup>. En opposition, des sociologues vont reprendre les objets de la science économique et tenter de les sociologiser (Swedberg 1991 ; Smelser et Swedberg 2005; Dobbin 2004). Le concept d'*encastrement*, exposé par Mark Granovetter dans un texte fondateur (1985) est l'outil théorique principal utilisé par ces sociologues pour expliquer, à leur façon, les activités économiques. Ce paradigme a permis au champ de gagner en cohérence externe vis-à-vis la science économique, mais le concept d'*encastrement* a subi son lot de critiques (Chantelat 2002; Krippner et Alvarez 2007; Krippner et al. 2004; This Saint-Jean 2005). En réalité, plusieurs débats internes au champ émergent à la fin des années 1990 sur la nature des explications sociologiques de l'économie, amenant Fourcade à écrire que « if everyone in the sociology of markets agrees that markets are socially constructed, then, everyone (partly based on their underlying theories of societies) disagrees on the main principle of this social construction » (2007, 1019).

Ce chapitre adopte la typologie que propose Fourcade (2007) des différentes conceptions du « social » dans le champ de la sociologie économique entre les théories structurelles (que je sépare entre deux définitions de l'*encastrement* et la théorie des champs), la théorie performativiste et l'approche relationnelle et culturelle. Par la suite, le concept de travail relationnel de Zelizer est approfondi et problématisé. La dernière partie du chapitre présente le

---

<sup>6</sup> Sur ce point, voir le projet scientifique de Gary Becker (1993), figure phare de ce mouvement en science économique et pour lequel il a reçu le prix Nobel.

cadre théorique utilisé dans ce mémoire pour répondre au changement de niveau du concept de travail relationnel (Bandelj 2020).

## **1.1. Revue de littérature**

La revue de littérature présente à la suite les cinq courants de la sociologie économique repris par Fourcade (2007) : l’encastrement politique, l’encastrement institutionnel, la théorie des champs, l’approche de la performativité, et l’approche culturelle de Viviana Zelizer. Ensuite, j’explore la littérature qui porte plus spécifiquement sur le cadre théorique de Zelizer, ses limites identifiées et ses pistes d’approfondissement sur les plans conceptuel et empirique.

### **1.1.1. L’encastrement politique**

L’ouvrage *La Grande Transformation* de Karl Polanyi (1946), présenté en introduction, est l’influence majeure du courant de l’encastrement politique ou de l’encastrement institutionnel (Bandelj 2012). De façon abrégée, la thèse de Polanyi comporte deux éléments. En premier, le sociologue-anthropologue conçoit l’État comme l’acteur central des activités économiques, étant l’entité qui les encadre, décide de leur marge d’autonomie et impose une logique d’« intégration sociale » de la production et des échanges à l’ensemble de la société (Polanyi 1977). Ainsi, si l’État privilégie une économie sous forme de « marché », une intervention politique est nécessaire pour rendre « marchandable » (*commodified*) les moyens de production (notamment le travail) et faire en sorte que les relations sociales se coordonnent selon le principe des échanges marchands. Cependant, et il s’agit de la deuxième partie de la thèse de Polanyi, un tel mouvement de marchandisation des relations sociales (au sens d’intégrer-encastrent ces relations dans le modèle du marché) produit un contre-mouvement de protection sociale (Polanyi 1946). L’État est donc aussi le lieu d’un conflit permanent entre ces deux mouvements, processus dynamique par lequel évolue l’économie entre période de libre marché et période d’intervention politique pour réduire le rôle du marché.

Les héritiers de Polanyi se rattachent aujourd’hui principalement à l’institutionnalisme historique, autant en sociologie qu’en science politique (Hall et Taylor 1996). Il s’agit pour ce courant de comprendre comment se constitue l’économie à travers le rôle actif de la sphère

politique et des décisions qui y sont prises (Dobbin 1994). En ce sens, l'objet de recherche « policy-making » ou l'élaboration des politiques publiques comportent tout un ensemble de travaux qui étudient les politiques économiques (Hall 1993 ; Campbell 1998 ; Béland 2019 ; Fourcade-Gourinchas et Babb 2002). Ces travaux centrent principalement leurs recherches sur l'État, pour voir comment les dynamiques sociales créent des conflits au sein de l'État, entité régissant l'économie. Ainsi, Mark Blyth, qui reprend le titre *Great Transformations* pour son ouvrage (2002), observe les acteurs et les coalitions politiques se mobilisant dans la sphère étatique pour et contre la transition d'un libéralisme « encadré » à un néolibéralisme désencadré sur la période qui suit les Trente Glorieuses. Cette première approche structurelle met donc davantage l'accent sur les institutions politiques pour expliquer comment l'économie est prise dans des dynamiques sociales et s'encadre à l'échelle macroscopique. Les théories qui suivent, sans être en opposition avec la notion d'encastrement politique, complexifient le rôle des relations sociales dans les activités économiques au-delà de l'État.

### **1.1.2. L'encastrement interpersonnel**

Si Polanyi donne une dimension institutionnelle et politique au concept d'encastrement, la manière dont celui-ci est mis en pratique dans la « nouvelle » sociologie économique est bien différente. Mark Granovetter, dans l'article *Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness* (1985), forge une nouvelle conception de l'encastrement, à l'échelle des relations interpersonnelles. Pour Granovetter, les explications de l'économie qui se veulent sociologiques présentent des faiblesses en raison de deux conceptions qu'il juge erronées de l'agentivité au sein de leurs modèles théoriques. En premier, il critique la conception atomisée et sous-socialisée (*undersocialized*) des acteurs au sein de la science économique, qui poursuivent leur intérêt personnel en suivant un utilitarisme qui serait naturel ou inné. Ensuite, il évoque une conception sursocialisée (*oversocialized*) de l'agentivité, où la socialisation crée des schémas comportementaux conduisant à une attitude mécanique lorsqu'il est question d'économie. Granovetter propose plutôt de regarder l'action économique comme « encadrée » dans les relations interpersonnelles et d'expliquer le comportement individuel par son positionnement dans un ensemble de réseaux qui forment l'environnement social dans lequel s'exercent les activités économiques (1985).

Le concept d'encastrement passe donc d'une définition institutionnelle à une conception interpersonnelle, qui s'inspire en grande partie de la théorie des réseaux (Chantelat 2002)<sup>7</sup>. Comprendre ces réseaux devient alors l'horizon de recherche que partagent les sociologues de l'économie, le parapluie conceptuel qui permet de formuler des explications sociologiques concurrentielles aux explications économicistes (Granovetter dans Krippner et al. 2004). Dans cette approche, l'encastrement joue un rôle causal à travers la diffusion d'information et la confiance accordée à cette information par les acteurs (Krippner et Alvarez 2007). Par exemple, dans son premier ouvrage, *Getting a Job*, Granovetter montre comment les contacts personnels et notamment ceux considérés comme des liens faibles (les connaissances, les personnes avec qui nous avons des relations occasionnelles, voire lointaines) sont essentiels à l'obtention d'un emploi (1974). Avec le temps, Granovetter va complexifier son cadre analytique (1992), jusqu'à la publication de *Society and Economy* (2017), son ouvrage synthèse. Il énonce que l'encastrement interpersonnel agit sur l'action économique par son rôle dans la diffusion des constructions mentales (valeurs et normes), la construction de la confiance (pour faire face à l'incertitude), l'exercice du pouvoir et l'édification des institutions (qui s'entremêlent avec les réseaux de ceux qui y participent).

Au final, la théorie de l'encastrement interpersonnel vise principalement à faire du niveau méso le terrain de recherche par excellence des activités économiques. Les relations sociales sont au centre de l'analyse proposée par cette conception de l'encastrement, mais c'est la théorie des réseaux et son vocabulaire analytique (nœuds, cliques, trous structurels, centralité, densité, cf. McLean 2017) qui prédominent dans les recherches sur cette forme d'encastrement (Barber 1995). Il s'en dégage des analyses qui mettent davantage l'accent sur la structure ou l'architecture des liens sociaux que sur l'agentivité et la culture qui s'exercent à l'intérieur des réseaux (voir Passy 2003). C'est pourquoi Bandelj critique ce courant pour son inattention aux mécanismes de formation, configuration, régulation, dissolution et réparation des relations économiques (2012).

---

<sup>7</sup> Krippner et Alvarez avancent qu'il n'y a pas d'opposition entre ces deux conceptions, car elles répondent à des questions théoriques différentes (2007). Le problème de Polanyi est l'autonomisation de l'économie comme sphère sociale (principalement le marché) et son intégration dans un système politique plus large. Chez Granovetter, il s'agit avant tout de critiquer l'atomisme des acteurs dans la théorie économique néoclassique et d'identifier les bases relationnelles de l'action économique.

### 1.1.3. La théorie des champs

L'approche de Pierre Bourdieu en sociologie économique (1997 ; 2000 ; 2003) répond à ces critiques formulées à l'encontre du paradigme de l'encastrement, par le fait qu'elle intègre plusieurs niveaux. Bourdieu met autant l'accent sur le comportement économique des individus, l'échelle micro, son ancrage dans des structures sociales, notamment de classes, l'échelle méso, et la construction du « champ économique », l'échelle macro. Dans *Les structures sociales de l'économie*, son travail vise à comprendre comment interagissent la position sociale des individus, leurs pratiques économiques et le rôle du politique dans l'organisation de l'économie (Bourdieu 2000). En ce sens, il critique l'approche par les réseaux de Granovetter, qui ne permet pas adéquatement selon lui de faire le lien entre les relations interpersonnelles propres à l'économie et l'ensemble des sphères sociales. C'est pourquoi Bourdieu rejette le concept d'encastrement, pour adopter le même vocabulaire conceptuel que dans l'ensemble de ses recherches (capital, habitus, champ), de manière à intégrer le champ économique dans sa théorie générale du social.

Ainsi, ce cadre d'analyse rassemble une théorie de l'action (Bourdieu 1980), qui décortique « la genèse des dispositions économiques de l'agent économique, et tout spécialement de ses goûts, de ses besoins, de ses propensions ou de ses aptitudes (au calcul, à l'épargne ou au travail lui-même) », puis une théorie des structures sociales (Bourdieu 1979 ; 2021) qui rend compte de « la genèse du champ économique lui-même, c'est-à-dire faire l'histoire du processus de différenciation et d'autonomisation qui aboutit à la constitution de ce jeu spécifique [l'intérêt économique] » (Bourdieu 2000, 18). Sur le plan empirique, Bourdieu étudie le marché de l'immobilier en France, pour montrer comment différents groupes sociaux développent des goûts spécifiques pour certains types de logement, et comment la production de maisons se constitue à l'échelle nationale par le pouvoir bureaucratique et à l'échelle locale par les logiques de concurrence entre firmes de construction et instances de régulation.

L'apport de Bourdieu à la sociologie économique est double. En premier, l'attention analytique est portée sur la construction des relations économiques, élément manquant à l'approche de Granovetter (Bandelj 2012). De plus, ce cadre analytique combine le rôle du champ politique dans la réglementation de l'économie (l'encastrement institutionnel) et la manière dont les liens sociaux forme un « système de relations objectives entre des positions qui sont

déterminées par la structure de la distribution des différentes espèces de capitaux » (Bourdieu 2021, 8) qui agit sur les goûts, les dispositions et la cognition des individus. Néanmoins, les deux concepts majeurs de l'analyse bourdieusienne, l'habitus et le champ, ont été longuement critiqués (voir Lahire 2013), et c'est davantage la démarche analytique de Bourdieu que sa théorie qui inspire aujourd'hui les sociologues économiques.

C'est le cas de Neil Fligstein dans son ouvrage *The Architecture of Markets* (2001). L'objectif de Fligstein est de conceptualiser les marchés comme des champs, donc des espaces sociaux qui s'organisent autour de principes de concurrence, et dont le problème fondamental est la construction de relations stables entre les participants (2001, 16). Un marché, défini comme un « monde social », devient alors stable lorsque les acteurs s'entendent sur la légitimité du produit qui est échangé, des participants à cet espace social, et les normes de concurrence. De fait, Fligstein adopte une approche qu'il qualifie de culturelle et politique, mettant au centre du problème analytique les luttes sociales des acteurs pour construire cette stabilité et l'intervention de l'État pour réglementer ces luttes (2001, 15). Quatre éléments sont au cœur de la stabilité sur les marchés pour Fligstein et font l'objet d'une concurrence (2001, 17-18): les droits de propriété (qui a droit aux profits), les règles d'échange (qui peut échanger, dans quelles conditions), les structures de gouvernance (les règles de concurrence et de coopération), et les conceptions du contrôle (les tactiques et stratégies acceptables dans le champ en fonction de la position des acteurs dans la hiérarchie sociale du marché). Cette manière de concevoir les marchés et la recherche de stabilité reprend les intuitions de Bourdieu sur l'alignement entre la position des acteurs, les logiques de concurrence propre à des espaces sociaux et la cognition des individus, tout en complexifiant comment cela s'applique à l'économie de marché. Toutefois, l'approche par les champs demeure ancrée dans une vision structurelle de la culture et de la cognition, dans la mesure où la position sociale détermine en grande partie comment les acteurs vont faire sens de leurs relations économiques et orienter leurs actions.

#### **1.1.4. L'approche performativiste**

L'approche « performativiste » (Fourcade 2007) poursuit les avancées théoriques sur la « genèse des dispositions économiques » (Bourdieu 2000), ou la cognition économique. À la différence de



Polanyi, Granovetter, et Bourdieu, qui misent principalement sur une critique du caractère naturalisé et sous-socialisé du comportement économique décrit par la science économique, Michel Callon reconnaît l'existence de l'*homo economicus* et s'intéresse à la « performativité » de ce type de comportement<sup>8</sup> (1998). Pour ce sociologue des sciences, des outils de cognition et de calcul sont mis en place pour amener les individus à agir en tant qu'« agents calculateurs » et ces outils proviennent en grande partie des cadres théoriques de la science économique. En ce sens, Callon avance que « l'économie n'est pas encadrée dans la société, mais est plutôt encadrée dans la science économique » (1998, 30). Par cette formule, Callon renverse la notion d'encastrement, pour indiquer que l'économie construit les relations sociales, par le biais de la science économique, au lieu d'être construite par des relations sociales (MacKenzie et Millo 2003). C'est-à-dire que cette discipline ne fait pas que décrire et expliquer des phénomènes économiques observables, mais a un pouvoir de les forger par la place qu'occupent ses outils théoriques dans la prise de décision au niveau de l'État et des activités de marché (Fourcade 2009).

Ainsi, les modèles economicistes contribuent à l'élaboration d'idées, de technologies, de plateformes de transaction, d'institutions (comme les marchés boursiers), qui construisent l'environnement social et les capacités de calcul des individus dans la sphère économique, processus que cherche à représenter le concept de performativité (Muniesa et Callon 2013)<sup>9</sup>. Cette performativité s'observe d'autant plus dans des sphères telles l'économie financière ou l'économie digitale, qui intègre directement les modèles théoriques de la science économique à la construction de leurs propres outils technologiques (MacKenzie et Millo 2003 ; Mackenzie 2021 ; Fourcade et Healy 2017). Par exemple, Fourcade et Healy montrent comment les cotes de crédit créent de nouvelles classifications sociales et des stratégies de comportement visant à maximiser cet indicateur de données financières, en raison de son influence sur les conditions de vie (2013).

---

<sup>8</sup> « Yes, homo economicus really does exist. Of course, he exists in the form of many species and his lineage is multiple and ramified. But if he exists, he is obviously not be found in a natural state – this expression has little meaning. He is formatted, framed, and equipped with prostheses which help him in his calculations, and which are, for the most part, produced by economics. » (Callon 1998, 51)

<sup>9</sup> Mais aussi les modèles d'autres professions comme la comptabilité (Chiapello 2005), le marketing (Cochoy 1998) et tous les « professionnels du marché » qui participent à l'encadrement des échanges commerciaux (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000).

Dans un regard plus politique, Fligstein et ses collègues (2017) ont étudié la manière dont la cognition des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine était informée par des théories macroéconomiques qui leur ont fait sous-estimer le risque de la crise financière en 2008. Ces travaux s'inscrivent dans une « sociologie de la connaissance économique » (Fourcade 2009) dont l'objectif est de retracer comment prennent forme les théories économiques et leurs conséquences dans différentes sphères économiques.

Mais l'approche de Callon va au-delà de la performativité et vise à examiner comment les transactions économiques se mettent en œuvre à travers des réseaux, rejoignant un regard analytique à la Granovetter. Dans l'ouvrage récent *Markets in the Making*, Callon développe sa conception du rôle des relations sociales et de la cognition dans les activités économiques (2021). Le sociologue y décrit des « agencements », soit des réseaux constitués de relations interpersonnelles et d'outils de cognition (théoriques et matériels) qui donnent les lignes directrices des actions individuelles et permettent l'action collective nécessaire aux transactions marchandes (2021, 49). Callon détaille sa conception des marchés comme la mise en séquence de cinq mécanismes : la fabrication de biens mobiles et aliénables, la construction des agents et des outils de calcul, l'organisation d'une rencontre entre vendeur et acheteur, l'attachement d'un acheteur à un bien, et la formulation de prix. À travers ces mécanismes, il avance que se forment des agencements qui expliquent comment le comportement individuel, les outils qui l'accompagnent et les liens interpersonnels créent l'action économique dans un contexte de marché.

Cela étant, les quatre approches présentées jusqu'à présent, l'encastrement institutionnel, l'encastrement interpersonnel, la théorie des champs, et la performativité, montrent toutes comment des relations sociales se trouvent au cœur de l'économie (société-politique, interpersonnelles, champ économique-champs sociaux, agencements). Néanmoins, ces approches tendent à objectiver les relations sociales, par une vision structuraliste chez Polanyi, Granovetter et Bourdieu, et par l'accent mis sur la technologie et les outils matériels chez Callon. Au contraire, les propositions théoriques qui suivent de la sociologue Viviana Zelizer partent de la richesse symbolique, pour les individus, de leurs relations sociales et offre un regard microsociologique sur comment se vivent et se mettent en œuvre les activités économiques.

### 1.1.5. L'approche relationnelle et culturelle

En effet, la conception que propose Zelizer du lien entre économie et société, ou entre les relations sociales et les activités économiques, est celle qui se démarque le plus dans le champ de la sociologie économique (2005 ; 2011 ; 2012). D'une part, sur le plan empirique, ses travaux portent sur des objets délaissés par les approches dominantes, qui tendent à être centrées sur le marché, les entreprises et l'État (Fourcade 2007). À l'inverse, Zelizer étudie comment, au plus près des individus, l'économie s'intègre à la vie sociale, à l'intérieur des foyers, des familles, des relations amoureuses ou des convenances sociales (2011). Sa démarche de recherche vise à étudier une période de l'histoire sociale et culturelle américaine, de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle au début du 20<sup>e</sup> siècle, qui voit la monétarisation et la marchandisation croissante de la vie sociale. Les premiers travaux qu'elle publie, *Moral and Markets* (1979) et *Pricing the Priceless Child* (1985), montrent que le développement de l'assurance-vie, du travail des enfants et de la consommation « des ménages » ne peut s'expliquer par des indicateurs économicistes, tels le pouvoir d'achat et la croissance économique. Il s'agit en fait de transformations dans des « variables non-économiques » (Zelizer 1979) comme l'univers culturel de la religion, que les vendeurs d'assurance-vie réinterprètent pour rendre moralement légitime l'évaluation monétaire de la vie humaine, alors considérée comme « sacrée ». De même, la valeur sentimentale des enfants gagne fortement en importance durant cette période, les transformant d'un acteur économique utile en des individus sacrés « impropres » au travail industriel (Zelizer 1985).

D'autre part, ces travaux amènent Zelizer à construire une théorie culturelle et relationnelle des activités économiques, qu'elle met au jour dans ses deux ouvrages suivants, *The Social Meaning of Money* (1994) et *The Purchase of Intimacy* (2005). La sociologue y améliore son vocabulaire analytique pour abandonner les concepts de valeurs et d'idéologie utilisés précédemment. Mais elle reste fidèle à son intuition de départ qui considère que l'économie se situe autant dans le quotidien des individus et leurs relations intimes que dans les entreprises, les industries et les marchés (Zelizer 2012). En premier, elle propose le concept de « marquage social de l'argent » (*earmarking*) pour décrire la manière dont les individus utilisent l'argent et lui assignent des significations en fonction du contexte interpersonnel dans lequel il est gagné,

distribué et dépensé (1994). Zelizer s'oppose à la conception de l'argent comme étant liquide, interchangeable à volonté et homogène, résumée dans la formule « a dollar is a dollar is a dollar » (1994, 1). Face à cela, elle avance que l'argent est lié à son contexte social, marqué par les relations interpersonnelles où il circule, de sorte qu'il devient *qualitativement* différent de l'argent échangé dans d'autres contextes relationnels concernant les usages qu'il est possible d'en faire et les contraintes qu'on lui attribue.

Cette approche qui allie significations sociales et liens interpersonnels permet à Zelizer de proposer une alternative théorique aux approches existantes en sociologie économique, notamment vis-à-vis du concept d'encastrement. Ainsi, elle présente le modèle théorique des « vies connectées » (*connected lives*), dont le terme de connexion fait référence à l'idée qu'il n'y a pas de séparation entre les activités économiques et les relations sociales (Zelizer 2005). En effet, pour Zelizer, la sociabilité comprend les activités économiques, puisque celles-ci aident à construire les relations sociales, à les marquer et à assurer leur reproduction et leur évolution dans la pratique<sup>10</sup>. Contrairement à l'encastrement où les réseaux interpersonnels aident à construire les activités de marché (qui auraient une certaine autonomie par rapport aux relations sociales), le modèle des vies connectées implique que les deux soient continuellement entremêlées et participent à une co-construction. Et contrairement au modèle de la performativité, où l'encastrement est théoriquement inversé dans la mesure où les activités de marché construisent les réseaux interpersonnels, la co-construction des vies connectées comporte des aller-retour constants entre le comportement économique et les liens sociaux, et non une relation à sens unique. De plus, ce modèle accorde un poids plus important à l'interprétation et à la connaissance du monde social que font les acteurs, alors que les autres approches en sociologie économique tendent à voir la cognition comme un calcul économique imposé par la science économique (Callon 1998) ou des stratégies déterminées par la position sociale (Bourdieu 2000; Fligstein 2001).

---

<sup>10</sup> « In the broadest terms, people created connected lives by differentiating their multiple social ties from each other, marking boundaries between those different ties by means of everyday practices, sustaining those ties through joint activities (including economic activities), but constantly negotiating the exact content of important social ties. » (Zelizer 2005, 32)

C'est là qu'intervient le concept de « travail relationnel », dont Zelizer donne la définition suivante :

In brief, in all economic action, I argue, people engage in the process of differentiating meaningful social relations. For each distinct category of social relations, people erect a boundary, mark the boundary by means of names and practices, establish a set of distinctive understandings that operate within that boundary, designate certain sorts of economic transactions as appropriate for the relation, bar other transactions as inappropriate, and adopt certain media for reckoning and facilitating economic transactions within the relation. I call that process relational work (Zelizer 2012, 146).

Ce concept représente la manière dont les individus créent des frontières entre différentes formes de relations sociales, renforcent, contestent et négocient ces frontières, notamment à l'aide de leur comportement économique (comme la consommation, leur travail, les dons, etc.). Bien que son livre se concentre sur les relations intimes, le travail relationnel cherche à décrire un mécanisme par lequel toute action économique, lorsque l'on prend le point de vue des individus, s'entremêle avec les significations attribuées à des relations spécifiques, qui peuvent aller du très personnel à des relations impersonnelles. Pour Zelizer, les pratiques économiques quotidiennes font interagir des médias d'échange (comme l'argent ou des biens utilisés comme tels), des transactions économiques (un échange), des relations interpersonnelles et des frontières mentales qui donnent le périmètre symbolique de ces relations, créant une toile sociale dense de « meaningful relationships » (2005 ; 2011).

Avec ce concept de travail relationnel, Zelizer montre que les échanges économiques portent des conflits ou des tensions de correspondance entre ces quatre composantes que sont les médias d'échange, les transactions, les relations et les frontières symboliques. Par exemple, dans *The Purchase of Intimacy*, elle présente le cas d'un homme héritier d'une grande fortune et d'une femme devenue sa maîtresse (2005, 97-98). Les transferts monétaires réguliers reçus par cette femme ont fait l'objet d'un conflit avec l'agence fiscale américaine sur la manière de les taxer. Il s'agissait de déterminer si ces transferts constituaient des compensations pour services intimes, impliquant un travail, ou des dons, en raison de l'affection et la confiance qui marquait la relation entre les deux personnes. Comme ils n'étaient pas mariés, statut légal qui définit clairement une relation interpersonnelle et ses droits, autant ces deux personnes que l'État devaient interpréter la nature de la transaction (ses frontières), donner des preuves pour appuyer

cette interprétation, et expliquer en quoi les transactions de don ou de compensation financière concordent davantage avec celle-ci. Le travail relationnel que produisent ces acteurs illustre, selon Zelizer, le fait que la gestion des conflits de correspondance est un mécanisme essentiel aux dynamiques économiques.

Au-delà de la sphère intime, un tel travail relationnel est aussi nécessaire à la mise en œuvre d'échanges économiques, comme dans le cas des investissements directs à l'étranger. Dans ses recherches sur la transition au capitalisme de marché dans les pays postsoviétiques, Bandelj (2008) observe que la nationalité des managers impliqués dans les négociations (la frontière symbolique) crée des conflits de correspondance entre pays hôte et firmes étrangères, comme l'exemplifient ces extraits d'entretien :

If AmeriCo hadn't involved the Italians in the negotiations, and the acquisition were led directly from the United States, perhaps the result would have been different. I dare say that it would have been – because we, the Slovenians, have this problem; we think of Italians differently. (138)

If the investors were Germans that would have been better. We trust Germans. And to have Italians involved had a negative influence. They should have kept the negotiations on the Slovan-U.S. relations. (139)

Cette approche met donc l'accent sur la profondeur sociale et culturelle du comportement économique, en explorant comment l'expérience du monde social que font les individus les amène à participer à certaines transactions, avec des formes monétaires plus ou moins contraintes. Mon mémoire a pour objectif de poursuivre cette approche, qui offre un regard microsociologique sur les significations sociales de l'économie. Comme nous le verrons dans la prochaine section, certaines dimensions du concept de travail relationnel restent encore à développer, notamment sur les plans politique, institutionnel et macroscopique.

### **1.1.6. Approfondir Zelizer et le travail relationnel**

Viviana Zelizer's focus on how people form, confirm, negotiate, repair, or dissolve economic relations comes as a breakthrough contribution to developing relationality in economic life as a process rather than structure, and for conjoining it with meaning-making. Zelizer reframes relationality as social interaction between economic actors that has to be accomplished—as relational work—rather than merely as systems of social relations congealed into networks. (Bandelj 2012, 177)

Comme l'indique Bandelj, une ancienne doctorante de Zelizer ayant participé à la diffusion du concept de travail relationnel (2012 ; 2015 ; 2020 ; Bandelj et al. 2015b), l'intérêt principal de l'approche de Zelizer est d'incorporer une vision relationnelle et culturelle et une perspective processuelle, là où les approches dominantes en sociologie économique tendent à être structurelles et plus objectivistes. Zelizer observe spécifiquement comment les individus s'engagent dans des processus de différenciation entre des relations sociales à travers leurs activités économiques et comment ces activités d'échange, de consommation et de production aident à construire les significations que l'on donne à nos interactions sociales.

La limite majeure de ses travaux est l'échelle d'observation qu'elle adopte, le niveau micro, et le fait que ses recherches portent principalement sur les relations intimes (Zelizer 2012). En effet, elle propose une analyse à forte teneur anthropologique des liens entre les sentiments interpersonnels et les *transactions* économiques. Généralement, l'étude des transactions vise à suivre, à l'échelle la plus proche des individus, comment un échange se réalise (avec ou sans monnaie) et comment le « calcul économique ordinaire » se met en œuvre, c'est-à-dire les raisonnements économiques des individus *au moment* de l'échange (Weber 2000 ; 2013). Les cas emblématiques qui illustrent le travail relationnel dans *The Purchase of Intimacy* sont des conflits de nature intime amenés dans la sphère légale, par exemple entre une famille et une nourrice sur la rémunération, ou encore la propriété des fonds disponibles dans un compte conjoint (Zelizer 2005, 195, 267).

C'est pourquoi une partie des propositions pour améliorer le concept de travail relationnel porte sur l'échelle d'observation et d'analyse dans les travaux de Zelizer et les types de relations qui y sont étudiées. Pour sa part, Bandelj avance que le concept pourrait être compatible avec une théorie institutionnelle comme les variétés de capitalisme (Hall et Soskice 2001) en regardant comment les interactions entre les acteurs se superposent aux structures qui encadrent à l'échelle macro la coopération et la concurrence (2012). De même, le travail relationnel des organisations et des institutions est mis de l'avant comme une piste de recherche à poursuivre (Bandelj 2020 ; Whitford 2012), comme le système légal (Zelizer 2012 ; Block 2013), la finance et les banques (Lazarus 2012), ou le monde de la gestion (Block 2012). L'objectif de ces propositions est de changer d'échelle pour observer d'autres formes de relations sociales que celles qui

relèvent de l'intimité, comme le reconnaît Zelizer : « We need to identify other forms of relational variation, for example by breadth, duration, or emotional weight » (2012, 164).

D'autres critiquent plutôt les faiblesses de l'approche de Zelizer au niveau de la dimension politique (Reyes 2023). Ces critiques se rattachent à celles sur le changement d'échelle, mais cherchent à mettre en exergue le fait que les conflits normatifs que Zelizer étudie à l'échelle interpersonnelle sur l'entremêlement des relations sociales et de l'économie peuvent aussi s'observer au niveau des forces politiques à l'échelle sociétale. Pour Steiner (2009), il faut davantage réfléchir aux liens théoriques entre les propositions qui relèvent du modèle des vies connectées et du travail relationnel et celles de la dynamique d'encastrement\déencastrement de Polanyi. De leur côté, Swader et Ross (2020) font appel au concept d'économie morale pour montrer comment des tensions normatives participent aux changements politiques dans l'organisation sociale à grande échelle de l'économie, par exemple dans les pays postsoviétiques qui ont adopté une économie de marché.

Un dernier bloc de critiques revient sur la dimension culturelle du travail relationnel de Zelizer. Il s'agit ici de mieux comprendre la manière dont le travail relationnel peut être utilisé comme cadre interprétatif par les individus pour faire sens de l'économie, c'est-à-dire comment ils voient la séparation, la frontière, entre les relations sociales et les activités économiques (Bandelj et al. 2015b). Dans l'élaboration du concept de travail relationnel, Zelizer fait référence à deux autres manières de voir la séparation entre le social et l'économie, les sphères séparées (et les mondes hostiles) et le *nothing-but*, mais elle se concentre sur les conceptions au sein des sciences sociales (2005). Ce premier modèle représente une vision qui sépare un monde social, qui serait solidaire et interpersonnel, d'un monde économique de calcul et d'efficacité et énonce qu'il y a des risques de contamination et de désordre en cas de contact entre ces deux sphères. Le deuxième modèle indique qu'à la place d'une dualité, se trouve plutôt une réduction de la sphère économique et de la sphère sociale à *nothing but* des relations de pouvoir, des dynamiques de marché, ou l'expression d'une idéologie. Mais des travaux comme l'étude de DePalma (2020) montrent que les individus utilisent des ressources culturelles différentes, en fonction de leur socialisation, pour séparer les sentiments interpersonnels et l'économie, par exemple la distinction aux États-Unis entre les évangélistes pratiquants et les personnes non



religieuses<sup>11</sup>. Cela amène à mieux prendre en compte les codes culturels de l'économie diffusés dans la sphère publique<sup>12</sup> (Spillman 2012a ; Bandelj et al. 2015a ; Fourcade et Healy 2007) et les schèmes cognitifs et normatifs que les individus utilisent pour réaliser un travail relationnel donnant sens aux relations sociales et aux activités économiques (Block 2012, 139).

Pour résumer, l'échelle d'observation et d'analyse, la dimension politique et la dimension culturelle du concept de travail relationnel sont avancés comme des pistes pour améliorer cet outil théorique forgé par Viviana Zelizer. Le puzzle théorique qui émerge est donc de répondre à la question : comment les individus connectent les relations sociales et l'économie sur le plan politique à un niveau macroscopique ? J'argumente qu'un tel changement de niveau d'interprétation sociologique par rapport au niveau micro-intime de Zelizer est possible en faisant appel aux notions de « communauté imaginée » de Benedict Anderson (1983) et de « relations imaginées » de Francesca Polletta (2020). Ces notions permettent de penser la dimension relationnelle de la vie sociale sans impliquer *a priori* que les relations étudiées soient interpersonnelles et intimes. Contrairement aux relations sociales étudiées par Zelizer et sa définition du travail relationnel qui insinue un lien interpersonnel direct entre les individus, une communauté imaginée fait référence à des relations plus indirectes, mais auxquelles participent tout de même les individus à l'échelle de la société, et se rattachant aux notions d'encastrement politique et d'intégration sociale (Polanyi 1977). Le cadre théorique qui suit présente les outils d'analyse utilisés pour interpréter comment les activistes interrogés pour cette recherche imaginent la communauté d'échange dans laquelle ils vivent et la projettent dans le futur, ainsi que les moyens d'agir pour changer sa manière d'être « encadrée » politiquement.

## 1.2. Cadre théorique

Pour réaliser cet objectif théorique, je mobilise une approche qui se veut culturelle et politique, suivant la formulation de Fligstein (2001). La première partie de l'analyse vise à examiner les

---

<sup>11</sup> Ses résultats montrent que les individus religieux séparent l'économie et le social sur une base verticale, avec une nette distinction morale entre les deux, alors que les individus non religieux voient une séparation horizontale, mais sans attribuer de hiérarchie morale.

<sup>12</sup> Ce que Bandelj et ses collègues nomment la culture économique, soit « the discursive and practical understandings of economic processes (both cognitive and evaluative), which are assumed or debated in the public sphere » (2015a).

formes symboliques dans le répertoire culturel des activistes lorsqu'ils imaginent la communauté dans laquelle s'encastre l'économie. Cette partie utilise certains concepts de la sociologie culturelle, champ de la sociologie américaine qui prend pour objet les processus de construction de sens (*meaning-making processes*) et élabore des outils théoriques rigoureux pour réaliser une analyse empirique des significations sociales et des formes symboliques (Spillman 2020). D'ailleurs, depuis les travaux de Viviana Zelizer, un courant à mi-chemin entre la sociologie économique et la sociologie culturelle s'est constitué (Spillman 2012a ; Tognato 2012 ; Levin 2008 ; Wherry 2012b). Comme Zelizer, j'ai tenté de partir de l'observation empirique pour voir comment se connectent la vie sociale et les activités économiques, en tenant compte principalement de la dimension politique. Par la suite, l'analyse a permis de dégager trois formes symboliques et qui, ensemble, permettent de faire sens du rapport qu'entretiennent les répondants avec la communauté imaginée de la société de marché dans laquelle ils vivent. Il s'agit de la *mise en récit* du monde social dans un contexte de crise climatique, des *émotions* dans les rapports sociaux à l'intérieur d'une communauté d'échange, et des *structures binaires* dans les modèles normatifs d'échange. Ces catégories analytiques mettent en évidence les dimensions cognitive, affective et normative (Jasper 1997) du répertoire culturel que mobilisent les répondants pour construire symboliquement une communauté imaginée (Swidler 2001).

Dans un deuxième temps, l'analyse utilise la sociologie des mouvements sociaux pour explorer le rapport à la politique institutionnelle des activistes climatiques (c'est-à-dire l'encastrement) et comment ils mettent en œuvre des actions contestataires qui visent à modifier cette communauté imaginée. Cette partie de l'analyse a donc pour objectif d'observer l'exercice d'un travail politique par lequel les activistes tentent de transformer les relations sociales à l'échelle sociétale. Les travaux sur la cognition contestataire et les dilemmes stratégiques sont mobilisés pour interpréter ce travail politique.

### **1.2.1 La mise en récit et les narratifs**

Les narratifs, ou la mise en récit, se sont dessinés lors de l'analyse comme une forme symbolique importante dans les discours des répondants. Le narratif est un concept central de la sociologie culturelle (Spillman 2020 ; Lamont et Small 2008 ; Bouchard 2014) et permet de comprendre les

histoires avec lesquelles les individus font sens de la réalité sociale, et ce à tous les niveaux (histoire biographique, histoire des groupes, histoire macrosociale, nationale, politique). Ce qui caractérise les narratifs comme forme symbolique est la simplification d'une relation de cause à effet (Tilly 2006) qui repose davantage sur les codes culturels que des standards de logiques et de preuve (Polletta 2006). D'un point de vue plus technique, un narratif représente une séquence d'évènements, organisée dans un scénario, le *plot*, qui relie causalement les évènements (Polletta 2006). Les narratifs comportent habituellement un début, qui met en place le temps, le lieu et les personnages (Jasper et al. 2018), un milieu, et une fin proposant une conclusion de nature normative sur la chaîne causale du scénario (Polletta et al. 2014). Les récits servent donc autant à expliquer comment le futur peut advenir qu'à projeter des futurs désirables ou indésirables (Polletta 2006).

Ce concept est repris en sociologie économique pour expliquer comment les acteurs outrepassent l'incertitude et l'instabilité qui caractérisent les relations sociales dans une économie de marché et construisent de la certitude par le biais de narratifs qui guident l'activité économique (Mützel 2022 ; Beckert 2016 ; Abolafia 2010 ; Velthuis 2005). Notamment, les transactions économiques dans un contexte capitaliste nécessitent une orientation vers le futur, qui doit être vu comme ouvert, contenant des opportunités et des risques (Beckert 2016). Mais l'incertitude caractérisant ce futur implique que les acteurs utilisent des outils cognitifs pour agir « comme si » le futur était connu, des fictions qui leur permet de faire sens de ce qu'ils attendent du futur (*Id.*). Beckert explique que ces anticipations du futur prennent la forme de récits, des attentes fictionnelles qui produisent des « futurs présents », c'est-à-dire des représentations mentales de ce à quoi le monde social devrait ressembler (2016). De même, Mützel (2022) utilise les narratifs pour expliquer comment l'action collective se forme dans les activités économiques et comment une diversité d'acteurs se lie dans leur interprétation cognitive du monde par la mise en récit. Rejoignant l'approche de la performativité, Alexander (2011) note que les narratifs sont des outils culturels par lesquels les partisans des marchés construisent le caractère moral de cette forme d'organisation sociale, par son orientation vers le « progrès ». En somme, ces travaux invitent à comprendre comment le monde social est mis en récit par mes répondants pour faire sens du futur imaginé d'une communauté imaginée sur le plan politique. Ils servent

principalement à explorer l'horizon temporel (Beckert 2016) dans lequel s'exerce le travail relationnel des activistes vis-à-vis d'une communauté imaginée qui vit dans une économie de marché capitaliste.

### **1.2.2. Les émotions et l'affectivité de l'économie**

Comme énoncé plus haut, le cadre théorique adopte une approche multidimensionnelle de la culture qui inclut la cognition (la mise en récit), les émotions et la normativité (Jasper 1997). Les émotions font partie intégrante des entretiens avec les activistes rencontrés et il est d'autant plus pertinent de les intégrer à l'analyse que l'étude des narratifs (Polletta 2006 ; Jasper 2018) et certains travaux en sociologie économique conçoivent la dimension affective comme aussi importante que la cognition. En ce sens, la deuxième partie de l'analyse cherche à comprendre le travail émotionnel que produisent les activistes dans le cadre de leur militantisme pour transformer l'affectivité associée aux relations sociales dans la communauté imaginée de la société de marché (Polletta 2020).

Notamment, pour perfectionner le tournant relationnel et culturel en sociologie économique, Bandelj propose de rajouter l'« encastrement émotionnel » aux modèles d'analyse (2009). C'était déjà une dimension présente dans les travaux de Zelizer sur la commercialisation des enfants et leur valeur sentimentale (1985), mais les travaux récents tentent d'avoir une vision plus holistique du rôle des émotions dans les dynamiques sociales d'une économie de marché capitaliste. Par exemple, la sociologue Eva Illouz parle d'un « capitalisme émotionnel », représentant un univers culturel où les discours affectifs et économiques s'entremêlent pour donner des impératifs de comportement (2007). Cette dimension émotionnelle était déjà présente dans les travaux de Albert Hirschman sur les racines philosophes du libéralisme de marché, où une séparation entre les « passions et les intérêts » (1977), ou plutôt un contrôle des sentiments pour mieux réfléchir à son intérêt, s'impose dans le développement de la pensée libérale. Au niveau contemporain, Illouz parle d'une culture thérapeutique du *management* de soi (2007) pour stimuler des comportements jugés adéquats dans la sphère économique<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> L'on peut penser par exemple aux travaux sur le management émotionnel dans les métiers de gestion (Bandelj 2009), les processus d'embauche dans les industries au cœur du capitalisme (Rivera 2015), la pratique du *coaching* (Salman 2021), et la socialisation dans certains établissements d'élite (Khan 2011).

(Bandelj 2009). Ces impératifs émotionnels invitent à mieux contrôler ses sentiments lorsque l'on participe à la sphère économique, mais aussi à cultiver son développement personnel (Illouz 2007) et la réalisation de soi (Lamont 2019) par son investissement sur le marché.

Par rapport à l'activisme et à son travail émotionnel sur l'économie, Tad Skotnicki a observé que les campagnes militantes qui portent sur la consommation ont pour finalité de modifier le rapport affectif que les consommateurs ont avec leur communauté imaginée d'échange<sup>14</sup> (2021). Selon lui, les activistes élargissent la manière dont les consommateurs imaginent les relations de production et d'échange qui mènent à leur achat, en produisant de la sympathie vis-à-vis des travailleurs, souvent éloignés des lieux de consommation. Skotnicki nomme ce mécanisme émotionnel du *feeling with*, qu'il rattache à la notion de fétichisme des marchandises, qui tend à anonymiser la production de biens. Deux dimensions du lien entre le capitalisme, le marché et l'affectivité, la **gestion des émotions** et la **direction sociale des émotions** (entre le développement personnel et le *feeling with*), sont au cœur des résultats obtenus dans les entretiens menés pour ce mémoire.

### 1.2.3. Les codes binaires et les modèles normatifs d'échange

Pour terminer cette première étape de l'analyse qui vise l'interprétation des formes symboliques à partir desquelles les répondants font sens des « relations imaginées » de l'économie, il est question de la manière dont ils imaginent une communauté politique idéale et la projettent dans le futur. Cette section de l'analyse nous fait rentrer plus en profondeur dans le travail relationnel, dans la mesure où il s'agit d'étudier comment les activistes pensent la transformation, la reconstruction et la réparation de la communauté imaginée, notamment en contexte d'urgence climatique. Je mobilise le concept de « codes binaires » élaboré par Alexander et Smith (1991) et spécifiquement son application par Spillman, qui met au jour deux modèles normatifs d'échange structurant l'univers discursif du capitalisme contemporain (2012b).

---

<sup>14</sup> « In these campaigns, the activists invited consumers to imagine the people, places, and things that made ordinary, everyday commodities possible [...] This feeling with, or sympathy resonated through the process of commodity-exchange. By looking through commodity-exchange to the labor behind it, consumers could make inferences about these hidden workers' feelings and thoughts – whether sorrow, dignity, outrage, or others. » (Skotnicki 2021, 6)

Ce concept de *codes binaires* provient d'une recherche qu'ont menée les sociologues Jeffrey Alexander et Philip Smith sur le champ discursif de la société civile aux États-Unis<sup>15</sup> (1991). Ils affirment qu'à la racine de ces discours se trouvent des structures binaires, des codes culturels analogues, dont le sens peut seulement se comprendre par la mise en relation avec le code contraire. Par exemple, lorsqu'ils abordent les codes binaires des relations sociales civiles, ils font état d'une binarité entre les codes démocratiques (ouverture, confiance, critique, honnêteté, justice) et non démocratiques (secret, suspect, soumis, trompeur, calculateur, adversaires) et ils trouvent une homologie dans cette structure discursive avec les discours sur les institutions et les acteurs (1991). Pour les deux sociologues, les codes binaires se rattachent à des pôles positifs et négatifs, qui ont une dimension profane\sacrée dans une société donnée et qui présentent des conflits de pollution, transgression et purification morale. De manière plus technique, Spillman (2020) affirme que ces codes forment une grammaire qui structure les possibilités d'énonciations des discours, relativement institutionnalisée et diffusée, faisant partie de la culture publique (Lizardo 2017) et du répertoire culturel (Swidler 2001).

La démarche qu'adopte Spillman dans son ouvrage *Solidarity in Strategy* (2012b) est précisément d'explorer la grammaire discursive et les structures binaires qu'il est possible de dégager lorsqu'on analyse les discours sur l'intérêt économique. Ses résultats montrent que dans les discours des associations industrielles et commerciales américaines, les discours « stratégiques » orientés vers l'intérêt et le profit des entreprises ne sont qu'une facette de leur production culturelle. En fait, Spillman observe une binarité entre l'univers discursif de la solidarité et celui de la stratégie, et que ces deux dimensions des discours forment une grammaire à l'image des codes binaires dans le répertoire culturel de la moralité économique. Par exemple, les associations corporatives formulent des discours qui mettent de l'avant l'intérêt particulier de leurs membres, les intérêts collectifs d'une industrie spécifique, le professionnalisme et l'expertise technique au sein de la société, l'intérêt des industries comme secteur économique, et une défense du bien commun pour l'ensemble des citoyens (Spillman 2012b). Selon Spillman,

---

<sup>15</sup> Le concept participe à un projet scientifique plus large que les auteurs nomment le « programme fort de la sociologie culturelle » (Alexander et Smith 2003). Leur approche est structurelle et s'inspire grandement de l'anthropologie de Clifford Geertz (voir le chapitre traduit de *The Interpretation of Cultures* dans la revue *Enquête*, Geertz 1998), c'est-à-dire de voir la culture comme un texte à interpréter.

il y a là une opposition sémantique entre deux modèles normatifs d'échange que sont l'intérêt personnel et la recherche de profit de manière stratégique, et la solidarité désintéressée. Ma propre analyse montre qu'une telle binarité s'observe dans les entrevues menées avec des activistes climatiques. En ce sens, le vocabulaire analytiques des codes binaires et des modèles normatifs d'échange sert à mieux interpréter comment les activistes critiquent l'état du monde social au niveau moral et lui imaginent des alternatives qui s'inscrivent dans le code de la solidarité.

Cette première étape du cadre théorique, avec les narratifs, les émotions et les codes binaires, rend donc compte des formes symboliques qui ont émergé lors de l'analyse interprétative de comment les répondants font sens d'une communauté imaginée de leur société de marché. Ces catégories conceptuelles permettent d'analyser comment un travail relationnel s'exerce sur le plan politique à partir des significations que donnent les activistes à cette communauté imaginée.

#### **1.2.4. Le travail politique**

La deuxième étape du cadre théorique, mis en pratique dans le chapitre 4, vise à approfondir d'une part les mécanismes de cognition des répondants lorsqu'il est question de politique et d'autre part comment se construisent les actions militantes qui « travaillent » les relations sociales de l'économie à l'échelle des communautés imaginées. Ce terme de « travail » fait référence à l'agentivité dans le concept de travail relationnel chez Zelizer, soit la création, le maintien, la renégociation, et la modification active de liens sociaux importants (2005, 3). De plus, cela renvoie au concept de « travail politique » de Mérand pour décrire l'appropriation des questions politiques par les acteurs et la création d'une forme d'autonomie pour agir sur ces questions par le cabinet d'un commissaire européen (2021). Les deux dimensions de la cognition politique explorées dans cette étape du cadre d'analyse montrent comment les activistes s'approprient le monde politique (Péchu 2007) et se donnent les moyens pour y agir de façon transformatrice.

Le cadre théorique mobilise donc la sociologie des mouvements sociaux (della Porta et Diani 2020) et son courant culturel (Cefaï 2007) pour analyser la dimension cognitive de

l'activisme. Dans la littérature, plusieurs formes de cognition militante sont étudiées, comme les revendications, le cadrage, et la libération cognitive (Benford et Snow 2000; McAdam 1982; Simmons 2014), l'identité collective et l'appartenance au groupe militant (Flesher Fominaya 2010 ; Melucci 1996 ; Polletta et Jasper 2001), les émotions et les processus de *feeling-thinking* (Jasper 2018) ; et les mécanismes de socialisation, de carrière militante et de synchronisation cognitive (Passy 2003 ; Passy et Monsch 2020; Fillieule 2001). Pour ma part, je reprends deux approches théoriques qui permettent d'aborder les perceptions qu'ont les activistes du monde politique : les travaux de Passy et Monsch (2020) sur l'esprit de la contestation et les dilemmes stratégiques auxquels ils sont confrontés dans leur militantisme pour lutter politiquement (Jasper 2006).

### **1.2.5. La cognition contestataire**

Dans *Contentious Minds*, Passy et Monsch (2020) élaborent une théorie qui explique comment, à travers leurs liens sociaux, les activistes créent une même compréhension au sein de leurs groupes du bien commun (les finalités de l'action militante) et de la politique (les moyens de l'action), mécanisme nommé « synchronisation cognitive ». Le bien commun tel que le définissent les auteurs se rattache au travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées dont la première étape de mon cadre théorique fait la description. En effet, Passy et Monsch avancent que le bien commun dans la cognition des activistes peut se décomposer en deux dimensions : ce qui est commun (le *commonness*), qui fait référence aux frontières symboliques entre des groupes sociaux, la relation à l'ensemble de la communauté, le rapport des individus à la société, et ce qui est bon (le *goodness*), soit les critères moraux comme les modèles normatifs d'échange (2020). Ces deux dimensions présentant des similarités avec la première étape de mon cadre théorique, c'est principalement l'analyse présentée par les deux politologues de la perception du monde politique et de ses conflits que je mobilise.

Ainsi, dans leur analyse de la cognition politique des activistes, les deux chercheurs distinguent entre la responsabilité (*accountability*) pour le bien commun attribuée aux acteurs étatiques, et la légitimité donnée à ces acteurs selon l'évaluation qui est faite de leurs réalisations. De plus, Passy et Monsch observent la conception que les activistes ont de la société civile et de sa responsabilité à participer à la sphère politique. Par exemple, la société civile peut être



comprise dans une vision plus passive, se substituant à l'État dans la production du bien commun, ou dans une vision plus contestataire, en affrontement avec l'État pour le forcer à produire davantage de bien commun. La dernière dimension que les auteurs présentent de la cognition politique est la conception de la citoyenneté politique ou la culture démocratique, qu'ils définissent comme le fait de se sentir concerné, de se soucier, d'une multitude de biens communs ou non, et le fait de se sentir concerné par la politique (2020, 22). Ils distinguent une opposition entre une démocratie représentative où la politique est l'affaire de l'État et une démocratie plus participative où les citoyens s'impliquent de façon continue. Cependant, là où Passy et Monsch mettent l'accent sur les acteurs étatiques en raison de leur centralité dans l'espace politique (2020, 18), j'intègre aussi à mon analyse la perception des entreprises compte tenu de leur centralité dans l'espace économique (Bereni et Dubuisson-Quellier 2020 ; Fligstein et McAdam 2019).

Cette partie du cadre théorique interroge donc comment les répondants interprètent la politique institutionnelle, notamment le rôle des partis politiques et de l'État, dans les actions climatiques et les transformations sociales à mettre en œuvre. L'analyse porte aussi sur la responsabilité de la société civile à se mobiliser pour la cause climatique et notamment la propre conception qu'ont les militants de leur travail politique. Enfin, j'explore la responsabilité attribuée aux entreprises dans les conséquences actuelles des changements climatiques et les changements nécessaires pour y faire face.

### **1.2.6. Les stratégies et le répertoire d'actions**

Pour compléter le cadre théorique, j'utilise le concept de répertoire d'actions de Charles Tilly (1993) et les travaux de James Jasper sur les stratégies (2006) pour analyser la dimension concrète du travail politique des activistes interrogés. Ces outils d'analyse permettent d'interpréter comment les activistes tentent de transformer activement le monde social, après avoir étudié leur manière de voir la communauté imaginée de l'économie dans la première étape de l'analyse et leur rapport plus général à la politique dans la précédente section.

En ce sens, le concept de répertoire d'actions de Tilly représente les formes d'action que les mouvements sociaux adoptent dans leur lutte politique (1993). Ces formes d'action

constituent une boîte à outils (Swidler 1986), soit un ensemble de ressources que peuvent mobiliser les activistes. Toutefois, le répertoire d'actions est limité par les formes d'actions apprises et partagées à l'échelle d'un mouvement spécifique, de l'espace des mouvements sociaux de manière large (Mathieu 2007), ou de la sphère politique dans son ensemble (Tilly et Tarrow 2015). Ce répertoire est aussi routinisé, c'est-à-dire pris pour acquis, reproduit de manière plus ou moins automatique, et institutionnalisé, dans la mesure où les formes d'actions routinisées s'encastrent dans une histoire politique donnée et des conflits qui précèdent une mobilisation particulière (Tilly 2020). Les activistes ont donc un choix limité d'actions, mais à l'image d'un musicien qui interprète les pièces de son répertoire comme il l'entend et choisit d'exécuter celles qu'il souhaite (Swidler 2001), les militants « bricolent » (Carstensen 2011) leur propre répertoire, réinterprètent les possibilités d'actions existantes avec créativité et flexibilité (Jasper 1997).

C'est là où la notion de stratégie devient pertinente. Jasper l'utilise pour problématiser les choix que réalisent les activistes pour orienter leurs actions et interagir avec les autres acteurs présents dans l'environnement politique (l'arène) où ils luttent (2006). Avec les stratégies, il met l'accent sur la dimension cognitive de l'agentivité et la complexité des choix que doivent faire les acteurs, qui impliquent toujours des compromis et de l'incertitude selon le contexte d'interaction dans lequel ils se trouvent (Jasper 2014). Jasper décrit 5 dimensions qui composent les stratégies : des objectifs, des moyens d'atteindre ces objectifs (des ressources comme le répertoire), une résistance attendue des autres participants à l'environnement politique, des interactions sociales avec des alliés, adversaires et tiers partis, et une orientation vers le futur (2006, 5). Les stratégies représentent donc les « pratiques de certains individus ou groupes qui cherchent à maintenir, reproduire, et idéalement améliorer leur position dans un champ de lutte politique » (Mérand et Forget 2012, 101). L'intérêt principal de la théorie de Jasper pour ma propre analyse est d'énumérer plusieurs dizaines de dilemmes stratégiques auxquels sont confrontés les acteurs dans la vie politique (2006). Ces dilemmes permettent d'interpréter quels problèmes sont perçus comme importants par les acteurs à l'intérieur de leurs actions et comment ils tentent de répondre à ces difficultés stratégiques qui émergent de leurs interactions sociales. Notamment, Jasper distingue entre les dilemmes qui portent sur l'engagement, les menaces, les objectifs et

les finalités de l'action, les capacités et les ressources, la communication et les discours, et les arènes d'action (2006).

En somme, le répertoire d'actions et les dilemmes stratégiques font passer l'analyse de la cognition politique avec Passy et Monsch, à sa mise en application dans des actions concrètes qui sont posées et des problèmes d'ordre plus pratique qui contraignent les activistes. La dernière partie du chapitre 4 analyse ainsi les principales actions des activistes rencontrés et les dilemmes stratégiques qui s'observent dans les entrevues. Trois dilemmes principaux se sont dégagés de l'analyse, soit l'organisation du mouvement, l'échelle de l'activisme, et la logique des actions militantes, qui contiennent tous trois des problèmes pratiques propres à ces dimensions stratégiques.

## **Conclusion**

Le tableau 1 résume le cadre théorique mis en pratique dans les chapitres 3 et 4. J'argumente que ces cinq outils conceptuels permettent de montrer comment un travail relationnel s'exerce par les activistes climatiques sur la communauté imaginée de leur société de marché. La mise en récit du monde social et de la société de marché forme la dimension cognitive de cette communauté imaginée. Les émotions et les modèles normatifs d'échange constituent les dimensions affective et morale de l'interprétation que font les répondants des relations sociales de l'économie à l'échelle sociétale. Ensemble, ces trois concepts illustrent un mécanisme culturel, analysé au chapitre 3, par lequel les individus attribuent des significations à l'arrière-plan culturel et relationnel de la société de marché et cherchent à le modifier sur le plan symbolique. Ces tentatives de transformation de la communauté imaginée se mettent en œuvre par un travail politique, analysé dans le chapitre 4, informé par l'interprétation de l'État, les entreprises et la société civile. Ce travail politique s'observe notamment à travers le répertoire d'actions des groupes militants et leurs dilemmes stratégiques dans l'environnement de lutte politique québécois et canadien, qui composent la deuxième partie du chapitre 4.

Tableau 1. – Cadre théorique complet

<b>Cadre théorique</b>				
	Concepts	Définition	Auteurs	Composante du répertoire culturel
Formes symboliques associées à la communauté imaginée	Narratifs	Récit qui met en séquence des évènements dans un scénario causal pour expliquer et juger d'une situation sociale	Polletta (2006), Beckert (2016), Mützel (2022)	Finalités et lignes directrices de l'activité économique
	Émotions	Rapport affectif au monde social, qui relève du ressenti	Bandelj (2009), Illouz (2007), Zelizer (2005), Skotnicki (2021)	Manières d'être au sein d'une communauté sociale, direction sociale des émotions et gestion des émotions
	Codes binaires	Structure discursive montrant une opposition entre un pôle positif et un pôle négatif	Alexander et Smith (1991), Spillman (2012b)	Modèles normatifs qui encadrent les activités économiques, opposition entre la solidarité désintéressée et la stratégie\l'intérêt personnel
Formes symboliques associées au travail politique	Cognition contestataire	Conception du bien commun et de la politique qui oriente l'intentionnalité des activistes	Passy et Monsch (2020)	Interprétation du rôle et de la responsabilité de l'État, les entreprises et la société civile à agir pour des transformations sociales
	Stratégies et dilemmes	Pratiques menant à se positionner de façon avantageuse dans un environnement de conflit	Jasper (2006)	Formes d'actions militantes mises en œuvre et problèmes d'ordre pratique sur la lutte politique pour atteindre les transformations sociales souhaitées

## Chapitre 2 – Méthodologie

Pour comprendre la manière dont les individus réalisent un travail relationnel sur des communautés imaginées, je mobilise un cadre théorique inspiré de la sociologie culturelle américaine et de la sociologie des mouvements sociaux. Dans ce chapitre, j'explique la démarche méthodologique m'ayant permis de récolter les données analysées aux chapitres 3 et 4, qui mettent en pratique ce cadre théorique. La première section présente le cas d'étude choisi, le mouvement climatique étudiant à Montréal. Ce cas est intéressant, car il montre un exemple « extrême » (Rubin 2021) de travail relationnel, par ses objectifs de transformer en profondeur la société. Dans un second temps, je développe le choix de faire des entrevues en lien avec les débats méthodologiques récents en sociologie culturelle. Le chapitre se termine par un portrait des répondants ayant participé aux entrevues et une description de mon guide d'entretien. En bref, ce chapitre répond aux questions : Pourquoi étudier le mouvement climatique étudiant ? Pourquoi faire des entrevues ? Qui sont mes répondants ? Comment se sont déroulées les entrevues ?

### 2.1. Le mouvement climatique étudiant au Québec

Depuis 2019, des étudiants et des jeunes se mobilisent à l'échelle mondiale pour revendiquer des actions politiques plus ambitieuses dans la lutte aux changements climatiques. Les groupes *Fridays for Future*, *Extinction Rebellion*, et la militante suédoise Greta Thunberg sont les figures de ce mouvement qui gagne en ampleur et en visibilité dans l'espace public (De Moor et al. 2020 ; Almeida 2019 ; Martínez García 2020). Par exemple, en 2019, quatre journées de manifestations mondiales se sont tenues, réunissant notamment 7,6 millions de participants le 27 septembre (De Moor et al. 2020). Le Québec, et spécifiquement Montréal, se démarque avec la plus importante participation à la manifestation du 27 septembre 2019, en plus de la présence de Greta Thunberg et des principales forces politiques provinciales et fédérales à l'évènement de Montréal (Dupuis-Déri 2021 ; Dufour 2019). Cependant, la mobilisation a été freinée par la pandémie de COVID-19 et les contraintes sanitaires mises en place au Québec. Depuis 2021, l'objectif des activistes québécois est de remobiliser le mouvement climatique étudiant pour poursuivre leurs efforts

visant à transformer la société vers plus de « justice climatique » (Levasseur et Massé, soumis). Mais en quoi ce mouvement est-il pertinent et utile à mon objectif de recherche ?

Historiquement, le mouvement environnemental (Rootes 2004), ou mouvement vert (Vaillancourt 2015), est constitué de plusieurs tendances qui incluent à des degrés divers des luttes sociales à la défense de l'environnement, et ces tendances sont souvent représentées par des acteurs politiques distincts, comme les partis verts, les ONG environnementales ou les groupes d'actions directes (Doherty 2002). Pour sa part, le mouvement climatique étudiant rejoint davantage la tendance *écologiste*, qui milite autant pour des enjeux sociaux comme les inégalités et la démocratie, que le réchauffement climatique et la protection de l'environnement<sup>16</sup>. En effet, les revendications de ce mouvement ne portent pas seulement sur le climat, mais visent aussi à imaginer et construire un monde social différent, qui allie justice climatique et justice sociale, et proposer des changements en profondeur pour y parvenir (Pickard et al. 2022). Déjà en 2013, Della Porta et Parks voyaient une amplification du « cadre radical » dans l'activisme climatique, qui mise sur des transformations dans les modes de vie et une sortie du capitalisme, et s'opposant à un cadre modéré où les solutions sont davantage techniques et négociées avec les gouvernements et les entreprises. Le mouvement climatique étudiant participe à cette amplification (Levasseur et Massé, soumis) et c'est justement cette dimension transformatrice-radical qui le rend pertinent comme cas d'étude.

En effet, le travail relationnel dans la définition qu'en fait Zelizer représente comment les individus construisent, créent, confirment, négocient, réparent ou mettent fin à leurs relations sociales à partir d'une activité économique (2005 ; Bandelj 2012). Les activistes climatiques ont des objectifs similaires, dans la mesure où ils souhaitent modifier la société, par exemple les manières de décider dans la sphère politique, et de distribuer, échanger et produire des ressources sur le plan économique (Doherty 2002 ; Bowman 2020). C'est ce que j'ai défini plus haut comme un travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées. De plus, l'activisme climatique se présente comme un cas « extrême » de travail relationnel (Rubin 2021), car les

---

<sup>16</sup> On peut aussi penser aux termes *deep ecology* (Rootes 2004), écologie politique (Giugni et Grasso 2015), écologie sociale (Audet 2017) ou idéologie verte (Doherty 2002) pour parler de cette tendance au sein du mouvement environnemental.

changements qui sont revendiqués sont larges et touchent des éléments structurels des sociétés de marché capitaliste, comme le marché dans l'organisation des échanges, les chaînes de production et les circuits de consommation, ou les institutions politiques qui coordonnent l'économie. Pour Rubin, les cas extrêmes ont « the most of whatever we are interested in » et rendent visibles plus facilement les logiques qui sous-tendent des mécanismes sociaux, par leurs effets disproportionnés dans le cas étudié (2021, 122). Ainsi, si mon intérêt est de comprendre comment les individus pensent à l'économie à partir des « communautés imaginées », l'activisme climatique est un cas extrême par le fait que son objectif soit de changer drastiquement l'organisation sociale des activités économiques.

Cela étant, je choisis spécifiquement Montréal comme cas empirique, métropole du Québec, en raison de l'ampleur de la mobilisation qu'on y observait avant la pandémie de COVID-19 (Dupuis-Déri 2021). Cette mobilisation s'inscrit aussi dans la riche histoire du mouvement environnemental au Québec et du poids important de la tendance écologiste depuis les années 1960-1970 (Barr 1995). Au Québec, les discours environnementalistes tendent à intégrer la protection de l'environnement à un « projet de société » qui défend le développement humain, la démocratie participative et la justice sociale (Vaillancourt 2015). Le mouvement climatique étudiant de 2019 est dans une lignée similaire, tout en se distinguant par le poids discursif du futur, de l'urgence et de la mort dans les manifestations climatiques (Van de Velde 2022).

Au Québec, ce mouvement prend différentes formes, avec la mobilisation de groupes étudiants écologistes affiliés ou non à une institution scolaire, comme la Coalition étudiante pour un virage et social (CEVES)<sup>17</sup> ou Envieuxronnement<sup>18</sup>, la participation d'étudiants à des groupes d'actions directes comme Extinction Rebellion, et celle d'associations étudiantes universitaires et collégiales aux grèves et manifestations mondiales. Dans ma recherche, je me suis concentré sur les deux premières catégories, en questionnant des activistes qui sont membres ou étaient membres de la CEVES, Envieuxronnement, Le Hub pour la justice climatique et Extinction

---

<sup>17</sup> Ce groupe est la mise en commun dans une même structure organisationnelle de groupes représentant les trois niveaux d'éducation, *Pour le Futur* au secondaire, *Devoir environnemental collectif* au collégial et *La planète s'invite à l'université* (voir Dupuis-Déri 2021).

<sup>18</sup> Au Cégep du Vieux-Montréal.

Rebellion Québec, bien que plusieurs des répondants soient aussi impliqués dans leur association étudiante. Ces groupes sont représentatifs de la mobilisation mondiale depuis 2019 et participent à l'organisation des grèves et manifestations climatiques à Montréal. Une attention particulière est portée à la CEVES, groupe qui incarne *Fridays for Future* dans la province et qui coordonne les manifestations mondiales au Québec. Le groupe a des sections locales dans les principales villes universitaires de la province (Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières), mais ma recherche se concentre sur Montréal, car c'est là que la mobilisation était la plus forte en 2019, ce qui demeure le cas dans les manifestations récentes<sup>19</sup>.

Il faut tenir compte du contexte sanitaire dans lequel se tient ma recherche, puisqu'un défi particulier de démobilisation-remobilisation s'observe dans le mouvement climatique étudiant avec la pandémie de COVID-19 (Levasseur et Massé, soumis). Au sein de la CEVES, on peut observer une diminution conséquente du nombre de militants, passé de 350 militants actifs en 2019 et une présence sur 29 campus, à une trentaine de membres deux ans plus tard (CEVES 2019; CEVES 2021b). Ce contexte, nous le verrons dans le chapitre 4, influence la structure organisationnelle et la construction interne du groupe, ainsi que les stratégies considérées par les activistes. Les deux prochaines sections expliquent comment j'ai utilisé les entrevues pour étudier empiriquement ce mouvement et comprendre la manière dont les activistes réalisent un travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées.

## **2.2. Pourquoi faire des entrevues ?**

Plusieurs débats méthodologiques sont en cours dans la sociologie culturelle américaine et il est nécessaire de justifier théoriquement mon choix de faire des entrevues vis-à-vis de ceux-ci pour étudier le mouvement climatique étudiant (voir l'ouvrage collectif *Measuring Culture*, Mohr et al. 2020). Ces débats portent principalement sur une comparaison entre les entrevues et d'autres méthodes de recherche pour l'étude de la cognition et de la construction de sens. Les critiques

---

<sup>19</sup> Avec des chiffres qui vont jusqu'à 500 000 manifestants le 27 septembre 2019, mobilisation amplifiée par la participation des centrales syndicales, des partis politiques, du secteur communautaire et la fermeture du Centre de services scolaires de Montréal et de nombreuses grandes entreprises (Dupuis-Déri 2021). En septembre 2021 et 2022, les manifestations de Montréal regroupent 15 000 participants, loin du niveau observé en 2019 (Dussault 2021; Blais 2022).



principales qui sont formulées à l'encontre des entrevues sont le regard individuel et artificiel qu'offre cette méthode sur la culture (Lamont et Swidler 2014) et la difficulté à atteindre la cognition automatique des individus, soit les schémas cognitifs et l'inconscient<sup>20</sup> (Martin 2010). Ainsi, plusieurs chercheurs avancent que les sondages (Vaisey 2009 ; 2014), l'ethnographie (Jerolmack et Khan 2014), ou encore les méthodes « productives<sup>21</sup> » (McDonnell 2014) sont préférables. Pour ces chercheurs, ces méthodes sont davantage pertinentes, car elles amènent à mieux observer comment les individus répondent intuitivement aux situations sociales. Elles offriraient un regard plus proche de la cognition automatique par des questions rapides à choix fermés ou l'observation des individus en cours d'action. Face à cela, les entrevues ne seraient que des situations sociales artificielles qui n'atteignent pas suffisamment les « véritables » manières dont les individus pensent au quotidien, car les enquêteurs imposent leurs propres représentations à travers un guide d'entretien<sup>22</sup> (McDonnell 2014). D'autres vont aussi critiquer les entrevues par le manque d'attention portée aux dynamiques de groupe qui modèlent comment les personnes comprennent le monde social. Encore une fois, ces chercheurs tendent à prioriser l'ethnographie comme méthode principale pour atteindre les *group styles* (Eliasoph et Lichterman 2003), la *meso-level public culture* (Rinaldo et Guhin 2022), ou l'*idioculture* (Fine 2012), concepts qui représentent ces dynamiques de groupe. En somme, sur le plan théorique, ces débats portent sur ce qui est le plus important dans l'analyse de la culture entre les actions que posent les individus et la manière dont ils en rendent compte verbalement dans le contexte d'une entrevue, entre *saying and doing* (Lamont et Swidler 2014).

Alors, pourquoi faire des entrevues ? Dans mon cas, l'objectif est de comprendre comment les individus réfléchissent à l'organisation sociale lorsqu'on leur parle de l'économie à l'échelle macro, celle de l'encastrement politique. Il s'agit d'observer comment ils pensent aux

---

<sup>20</sup> Dans l'étude de la cognition, le paradigme généralement accepté en sociologie, psychologie ou neurosciences, est la théorie du *Dual Process*. Cette théorie avance que la cognition humaine se divise en deux processus, une cognition délibérative (lente, réfléchie, consciente) qui justifie et planifie les actions, et une cognition automatique (rapide, instinctive, schématique, inconsciente) qui oriente les actions au moment de les mettre en pratique (voir Vaisey 2009; DiMaggio 1997; Cerulo 2010; Lizardo et Strand 2010; Boutyline et Soter 2021).

<sup>21</sup> Méthode qui demande aux individus de produire quelque chose, souvent dans un contexte de groupe de discussion ou d'entretien.

<sup>22</sup> L'article de Jerolmack et Khan (2014) est assez évocateur de ce type de critique, avec son titre *Talk is Cheap*. Ils affirment qu'il y a un problème à inférer que « what people say is coherent with what they do », problème qu'ils nomment l'*attitudinal fallacy* et dont l'ethnographie serait la solution.

« relations imaginées » (Polletta 2020) qui forment leur communauté économique, ou leur communauté d'échange. Je suis donc à la recherche des formes symboliques à partir desquelles les individus imaginent la société de marché et les frontières qu'ils construisent pour la délimiter<sup>23</sup>, à l'image des frontières qui donnent sens aux relations intimes dans le travail relationnel de Zelizer (2005). C'est précisément ce que permettent de faire les entretiens : comprendre les idéaux, les narratifs collectifs et les catégories avec lesquels les individus font sens du monde social (Mohr et al. 2020, 37 ; Tavory 2020). Par exemple, Lareau décrit les apports des entretiens comme étant « best at showing individuals' perspectives regarding their key life events, hopes and dreams, and situations that have shaped their lives [...] a valuable tool for exploring subjective meaning » (2021, 64-96). De manière similaire, Lamont et Swidler mettent de l'avant les entretiens pour comprendre les systèmes de classification, les frontières symboliques, l'identité, les réalités imaginées, les idéaux culturels et les états émotionnels (2014). Ainsi, c'est la culture personnelle déclarative qui m'intéresse (Lizardo 2017<sup>24</sup>), c'est-à-dire comment les individus parlent de leur façon d'imaginer les relations sociales à grande échelle.

Au niveau plus concret, les entretiens donnent accès à quatre types d'information : 1) ce qui est considéré un comportement honorable (en raison des impératifs de présentation de soi) 2) le langage, le vocabulaire et les innovations discursives pour parler du monde social 3) le paysage émotionnel avec les désirs, les réactions, les attentes, et 4) la dimension méta-émotionnelle, la réflexivité sur comment on se sent par rapport à comment on se sent (Pugh 2013). Ces quatre éléments font directement référence à mon cadre théorique et justifient amplement le choix d'utiliser les entretiens comme méthode de récolte de données. De plus, c'est une méthode relativement peu coûteuse, accessible et qui donne accès à un bassin de répondants plus varié que l'ethnographie (Lamont et Swidler 2014).

---

<sup>23</sup> Je rejoins Polletta lorsqu'elle écrit : « My interest, though, was in how people imagine, in often creative ways, the relationships joining self and others, and in the cultural materials they use to do so. » (2020, 13).

<sup>24</sup> Récemment, Lizardo a construit une séparation analytique entre trois types de culture, dont le premier est la culture publique, qui se compose des représentations, symboles et discours externalisés à une échelle plus macro (2017). Les autres types sont la culture personnelle déclarative, constituée du *know-that* et des connaissances sémantiques des individus, et la culture personnelle non déclarative, autrement dit, le *know-how* des individus et les représentations implicites et internalisées forgées par l'expérience.

Pour revenir à l'objectif du mémoire, les travaux de Viviana Zelizer comportent un angle mort dans sa démarche méthodologique qui utilise principalement des documents écrits pour rendre compte du travail relationnel (retranscriptions de procès, documents personnels, rapports d'organisation, études de budget, manuels d'instruction) (1994 ; 2005). Comme le concept de travail relationnel représente un mécanisme par lequel les individus attribuent des significations à leurs relations sociales, intimes ou à l'échelle des communautés imaginées dans mon cas, il semble d'autant plus pertinent de les questionner directement sur ces relations sociales (Bandelj et al. 2015b). Ainsi, j'utilise les entrevues pour comprendre la manière dont les activistes climatiques se représentent la société et la politique lorsqu'il est question d'économie. Les entrevues ont pour objectif de me donner accès au répertoire culturel des militants rencontrés (Swidler 2001), c'est-à-dire les idées, les connaissances, les ressentis, les outils conceptuels, les catégories de pensée, le vocabulaire et les images symboliques avec lesquels les militants se représentent la communauté imaginée d'une société de marché.

Seulement, comme l'indique Lareau, les entrevues servent à faire appel à l'expertise sociale de participants sur l'objet de recherche que l'on étudie (2021). La connaissance du monde social qu'ont les participants et les activités qu'ils exercent doivent être en mesure de nous en apprendre sur les mécanismes sociaux pertinents pour la recherche menée. J'argumente que les activistes climatiques possèdent une telle expertise dans le cas du travail relationnel, car ils souhaitent modifier la société pour répondre à l'urgence climatique. De plus, participant à une lutte militante dans un environnement politique donné (au Québec et au Canada), leur activisme permet de mieux comprendre les conflits qui portent sur l'encastrement de l'économie et les significations associées aux communautés imaginées, en fonction de leur position dans cet environnement, les actions militantes qu'ils mettent en place et les problèmes auxquels ils sont confrontés. Dans la section suivante, je présente les informateurs que j'ai rencontrés pour ce mémoire et le guide d'entretien utilisé pour appréhender un travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées.

### 2.3. Les répondants et le guide d'entretien

De manière plus précise, j'ai mené dix entretiens semi-dirigés avec des activistes présentant un fort niveau d'engagement dans les groupes Extinction Rebellion Québec, la CEVES, Envieuxronnement et le Hub pour la justice climatique<sup>25</sup>. Les entretiens ont duré entre 50 minutes et 1 heure 28, avec quatre entretiens virtuels via la plateforme Zoom et six entretiens dans des cafés à proximité des lieux de résidence, d'étude ou de travail des activistes rencontrés<sup>26</sup>. J'ai utilisé une méthode de recrutement par boule-de-neige, commençant avec des contacts personnels au sein du mouvement climatique étudiant et en recrutant sur les médias sociaux de ces groupes. Parmi les répondants de la CEVES, plusieurs sont d'anciens porte-paroles du groupe et ont participé activement à sa création et à l'organisation directe des manifestations climatiques depuis 2019. Les questionner est donc pertinent pour comprendre les orientations stratégiques et politiques du mouvement climatique étudiant, car ils ont une bonne connaissance de l'espace de protestation au Québec (Dufour 2013). Neuf entretiens sur dix ont été enregistrés et retranscrits<sup>27</sup>, pour être codés une première fois de manière inductive, puis une deuxième fois à partir des cinq dimensions du cadre théorique expliqué plus haut, analyse qui fait l'objet des chapitres 3 et 4.

Je donne aux répondants les noms E1-E10 pour garantir leur anonymat, puisque certains groupes au sein du mouvement climatique étudiant ont mené par le passé des actions de désobéissance civile ayant des conséquences légales. C'est aussi pourquoi je ne tiens pas compte des caractéristiques sociales des répondants dans mon analyse. Néanmoins, au niveau agrégé, mes répondants reflètent le portrait réalisé par De Moor et ses collègues (2020) sur les manifestations mondiales pour le climat en 2019. Les répondants ont entre 19 et 24 ans<sup>28</sup>, s'auto-identifient comme appartenant à la classe moyenne ou la classe moyenne supérieure, et étudient majoritairement en sciences sociales, sciences humaines ou en arts (psychologie, science

---

<sup>25</sup> La recherche a été approuvée par le Comité d'éthique de la recherche en arts et humanités de l'Université de Montréal sous le numéro CERAH-2022-047-D.

<sup>26</sup> Je n'ai pas observé de différence entre les entrevues virtuelles et présentielles. Plusieurs répondants avaient déjà participé à des entrevues dans le cadre d'une recherche.

<sup>27</sup> Une personne a préféré décliner l'enregistrement pour des raisons confidentielles.

<sup>28</sup> 4 personnes utilisent le pronom il, 3 personnes le pronom elle, et 3 personnes les deux et\ou iel, they ou them.

politique, sociologie, science économique, études féministes, philosophie, écologie). Huit répondants ont commencé à militer en 2018-2019 dans la foulée de *Fridays for Future*, principalement au secondaire avec les grèves hebdomadaires (Dupuis-Déri 2021) ou à l'université avec les manifestations mondiales. Les deux autres répondants ont un engagement plus récent (les plus jeunes), bien qu'ils aient été impliqués d'une certaine manière au secondaire. La plupart ont un parcours militant avec de multiples affiliations dans l'espace des mouvements sociaux (associations étudiantes, groupes autochtones, droits humains, ONG) ou avec des partis politiques (Québec solidaire, Nouveau parti démocratique), et plusieurs ont aussi un emploi en lien à la lutte environnementale et climatique.

Le guide d'entretien utilisé lors des entrevues contient six parties (voir l'annexe I). En premier, je questionnais les répondants sur leur parcours de vie et leur carrière militante (cf. Fillieule 2001). Ensuite, il était question de leur rapport individuel à l'économie sur des sujets comme la consommation et le travail, pour comprendre comment les activités économiques se connectent à leur vie personnelle. Cette partie débutait aussi avec une question large « Si je te dis le mot économie, c'est quoi les mots ou les images qui te viennent spontanément en tête ? », qui permettait d'observer les catégories avec lesquelles les répondants font sens de ce qu'est l'économie. Les troisième et quatrième parties questionnaient les transformations sociales nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique, les freins politiques à ces changements et la responsabilité de plusieurs (États, entreprises, société civile). L'objectif était de faire un changement d'échelle par rapport à la vie personnelle des répondants pour aller vers l'échelle macro de l'économie. La partie suivante portait sur les thèmes de l'anticapitalisme et la décroissance, idées importantes au sein des mouvements écologistes (Doherty 2002), mais qui font l'objet de dissension entre les groupes militants (della Porta et Parks 2013 ; Rootes 2004). Il s'agissait de situer les répondants sur ces questions et de gagner en abstraction par rapport à celles plus concrètes qui précédaient sur les banques et le définancement, l'industrie pétrolière, et le pouvoir des institutions parlementaires au Canada. En dernier, le guide se terminait par des questions sur les alternatives et les solutions envisagées par les activistes, en interrogeant la manière dont ils se projettent et projettent la société dans le futur (Emirbayer et Mische 1998 ; Pruvost 2013). Cette partie visait à observer l'imagination des activistes avec des questions telles

que « ton monde idéal ressemble à quoi ? » ou « dans quel genre de communauté voudrais-tu vivre ? ». La dimension affective était aussi plus présente dans cette dernière partie, avec les questions « comment est-ce que tu te sens par rapport au futur ? », « qu'est-ce qui te donne de l'espoir ? ».

Pour terminer, les entretiens ont aussi été une opportunité pour approfondir ma recherche d'une manière imprévue. Un répondant m'a proposé d'avoir accès aux rapports annuels de la CEVES produits depuis 2019, que j'utilise aussi comme données pour l'analyse du chapitre 4. Notamment, ces documents sont utiles dans les informations qu'ils offrent sur l'organisation du groupe, son évolution depuis qu'il a été créé, les actions menées (à l'interne et sur le plan politique), le travail militant derrière ces actions, les stratégies et les cibles, ainsi que les relations que la CEVES entretient avec d'autres groupes dans l'espace de protestation environnementale au Québec (Dufour 2013). À l'aide de ces rapports, j'ai été en mesure de construire le répertoire d'actions de la CEVES depuis 2019 et de mieux comprendre l'influence du contexte sanitaire sur la mobilisation, les discours et les efforts de remobilisation du groupe.

## **Conclusion**

Le mouvement climatique est un cas particulièrement pertinent pour observer comment les individus imaginent les relations sociales qui s'observent dans l'économie sur le plan politique. Ses objectifs de transformer en profondeur la société pour sortir d'une société de marché capitaliste en font un cas extrême de travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées. C'est pourquoi ce mémoire prend pour objet empirique le mouvement climatique étudiant montréalais, qui depuis 2019 montre une mobilisation particulièrement forte. En ce sens, j'ai rencontré 10 activistes participant activement à ce mouvement et ces entretiens semi-dirigés apportent les données qui sont analysées dans les deux chapitres suivants. Dans le prochain chapitre, précisément, j'analyse l'imagination sociale des activistes rencontrés et les transformations qu'ils souhaitent voir dans la société.

## Chapitre 3 – Faire sens de l'économie

La coalition croit en la nécessité de lutter pour conserver les acquis passés, ainsi que pour assurer de nouveaux gains à l'aide d'un rapport de force. Considérant la vie, la sûreté, la dignité et l'accès à l'éducation et à un environnement sain comme des droits et des devoirs envers la société civile, l'organisation vise les objectifs suivants :

- 1) En préconisant le principe de décroissance, la mise sur pied rapide d'une *transition profonde porteuse de justice environnementale et sociale* ;
- 2) En préconisant le principe de décroissance, la création d'une société où le bien-être et la dignité de la vie en général sont prioritaires au profit et à la croissance économique ;
- 3) L'autodétermination vis-à-vis des élites économiques et politiques plus particulièrement au sein des lieux de travail, des résidences, des écoles et des communautés. (CEVES 2019)

Cet énoncé figure dans les « Buts et principes de base » de la *Coalition étudiante pour un virage environnemental et social*, adoptés lors du congrès de l'été 2019 menant à la formation du groupe. La CEVES montre une volonté de transformer la société dans les finalités et les lignes directrices de l'activité économique, les manières d'être au sein d'une communauté sociale et les modèles normatifs qui encadrent le futur qui est imaginé comme désirable. Dans l'élaboration de tels objectifs, les activistes mobilisent un répertoire culturel (Swidler 2001) composé de narratifs, d'émotions et d'une grammaire normative, leur permettant de diagnostiquer des problèmes dans l'architecture sociale actuelle de la société de marché et d'imaginer un monde alternatif qu'ils souhaiteraient voir se réaliser. Dans ce chapitre, j'explore et analyse *ce que veut dire* pour les activistes la notion d'une « transition profonde porteuse de justice environnementale et sociale ». Précisément, les objectifs officiels de la CEVES s'assimilent à une forme de travail relationnel, soit des efforts créatifs pour modifier, créer, confirmer et négocier les relations sociales au cœur de la vie économique (Zelizer 2005). L'analyse réalisée dans ce chapitre vise donc à démêler les formes symboliques qui permettent aux individus de faire sens (*making sense*) des liens entre économie et société lorsqu'ils cherchent à transformer le monde social (Mützel 2022).

Dans cet ordre d'idées, j'observe que les propositions des activistes climatiques visent avant tout une transformation des principes d'action, des cadres cognitifs, des futurs imaginés, des émotions et des idées d'arrière-plan, qui constituent la culture de l'économie politique, plutôt

qu'un programme de politiques publiques et économiques pour lutter contre les changements climatiques. C'est pourquoi la sociologie culturelle est mobilisée comme outil d'analyse dans ce chapitre. L'argument au centre de ce chapitre est qu'il est possible d'observer un « travail relationnel » dans les efforts des activistes climatiques pour modifier la manière dont on se projette narrativement et affectivement dans le monde social, ainsi que le modèle normatif qui doit primer dans l'organisation des échanges (la culture économique dans la sphère publique cf. Bandelj et al. 2015a).

Une telle analyse est d'autant plus pertinente que le sociologue Doug McAdam a fait la description en 2017 de quatre limites culturelles pour l'émergence d'une mobilisation de grande échelle sur le climat. Celles-ci sont l'identification des individus aux changements climatiques ; mobiliser les émotions notamment la peur, la colère et l'espoir ; mettre l'accent sur les conséquences à court terme et immédiates du réchauffement ; et aider à transformer les événements catastrophes et les phénomènes extrêmes en « choc moral » (McAdam 2017). Ce chapitre montre que les activistes climatiques rencontrés participent à tels efforts culturels et que ces formes symboliques (l'identification aux changements climatiques, les émotions, la temporalité et les catastrophes) sont au centre de leur répertoire culturel lorsqu'ils imaginent la société et l'économie dans un contexte de crise écologique. La première partie du chapitre porte sur la mise en récit du futur dans une période d'urgence climatique, la deuxième partie revient sur les émotions et la dernière partie approfondit comment les activistes utilisent le vocabulaire de la solidarité pour repenser l'économie.

### **3.1. Un « futur présent » déjà là**

La création de la coalition ainsi que sa résonance auprès des différentes sphères de la société démontrent l'intérêt et de la préoccupation de la jeunesse québécoise pour les enjeux climatiques et soci[aux] ainsi que le *futur instable* auxquels elle est confrontée. (CEVES 2019)

Le futur, l'urgence et la mort sont des catégories de pensée omniprésentes au sein de la mobilisation climatique (Van de Velde 2022) et cette première section se penche sur ce que veut dire le futur pour les activistes rencontrés. Il s'agit de comprendre comment les activistes construisent un récit, un narratif, qui leur permet d'interpréter comment pourrait évoluer le



monde social dans le futur. De fait, les récits occupent une place centrale dans la vie économique, car ils donnent sens aux finalités de l'activité économique (Mützel 2022).

Contrairement aux récits de l'économie de marché qui mettent l'accent sur le progrès, la croissance, l'innovation et la réduction de l'incertitude (Beckert 2016 ; Mützel 2022 ; Aspers 2016 ; Fligstein 2001), le récit des activistes climatiques relève davantage du genre apocalyptique (Smith et Howe 2015). De plus, les activistes ne font pas que proposer des récits alternatifs de ce que pourrait et devrait être le futur de l'économie, mais les narratifs qu'ils formulent montrent aussi une contraction temporelle dans la séquence causale qui constitue ces récits. Le futur tel qu'il est perçu actuellement et imaginé comme vrai, le « futur présent » (Beckert 2016), est représenté comme déjà là, donc pas seulement anticipé, mais déjà réel, ce qui tend à augmenter l'incertitude plutôt que la réduire. En effet, alors que les récits de l'économie de marché présentent des anticipations ouvertes de l'avenir pour mieux s'y projeter, le futur perçu par les activistes climatiques est fermé et difficile à changer, car en partie déjà réalisé.

### **3.1.1. S'adapter ou se transformer : des narratifs économiques qui diffèrent**

Pour débiter, j'observe une dualité entre deux logiques dans l'anticipation du futur des activistes climatiques concernant ce que pourrait devenir la société de marché. Contre le cadre interprétatif qui avance que l'activité économique a comme finalité la croissance et le progrès, les narratifs que mobilisent les activistes mettent davantage l'accent sur les risques de déclin et d'effondrement des sociétés humaines. C'est dans cette mesure que Smith et Howe font référence à la tragédie et au genre apocalyptique dans leur étude sur la narration des changements climatiques dans l'espace public (2015). Ces thèmes impliquent un futur dangereux causé autant par des causes hors de contrôle que des mauvais choix réalisés par un assemblage complexe d'individus et de structures politiques. Le vocabulaire apocalyptique est d'ailleurs très présent dans la lettre ouverte de la CEVES suivant la publication du 6<sup>e</sup> rapport du GIEC :

Tel un véritable *film d'horreur*, les sécheresses historiques dans l'Ouest canadien, les incendies de forêt *apocalyptiques* en Colombie-Britannique et les vagues de chaleur *mortelles* dans les villes n'en sont que quelques effets ressentis près de chez nous. (CEVES 2021b)

Le thème de la mort est aussi un élément central aux anticipations du futur que font les activistes, ce qui contraste avec les récits de l'économie de marché qui tendent à renforcer la confiance dans l'avenir (Mützel 2022) :

Pis je pense que c'est vraiment quelque chose qu'on doit entendre qu'en ce moment, c'est un *suicide collectif*, à moins que notre économie soit basée sur les conditions de vie, pis ça c'est quelque chose qu'on va devoir... On doit prendre en compte en tout temps la réalité. C'est weird de dire ça, on doit prendre en compte la réalité quand on vit nos vies, parce qu'en ce moment c'est une illusion de penser qu'on est plus fort que la nature. (E-5)

Cette illusion à laquelle fait référence cet activiste renvoie à l'idée que l'environnement naturel surpasse les capacités humaines, et par conséquent est à même de produire un futur dangereux si les activités économiques ne le prennent pas suffisamment en compte. Pour les activistes, dans la situation actuelle, cette hiérarchisation entre la nature et les humains est insuffisamment reconnue et acceptée, et l'incertitude que cette « illusion » fait poser à la société a une incidence sur leurs narratifs économiques. C'est pourquoi le slogan « relance juste et verte » mis de l'avant pendant la pandémie de COVID-19 est critiqué par cet activiste : « Je pense que ça aurait nécessité une reprogrammation de l'économie totale pour viser justement de la décroissance choisie et planifiée, plutôt que la décroissance brutale vers laquelle on s'enlène la » (E-7). La notion de relance retenue dans le slogan « relance juste et verte » diffère de celle d'une « reprogrammation » et n'impliquent pas le même niveau de transformation sociale dans le narratif qui projette l'économie dans l'après-crise. Ainsi, les activistes tendent à mettre de côté la notion de relance dans leur propre exercice d'imagination du futur postpandémique, notion jugée insuffisante pour représenter les transformations sociales nécessaires pour éviter un monde apocalyptique.

C'est aussi le cas pour la notion d'adaptation, très présente dans les discours relatifs au climat et au changement social. Encore une fois, s'adapter et transformer la société impliquent deux narratifs sensiblement différents du futur. L'adaptation renvoie à un changement politique d'échelle inférieur, une modification des paramètres des institutions actuelles, alors que la transformation à laquelle font référence les activistes fait davantage état d'un changement de paradigme (les paramètres, les finalités de l'activité économique, et la responsabilité des acteurs,

voir Hall 1993 sur ces niveaux de changement en politiques économiques). C'est pourquoi cet activiste utilise les pansements pour représenter les projets d'adaptation :

Tsé pour revenir aux cibles 2050, [elles] sont vraiment basées là-dessus [l'innovation], pis y sont basées sur des technologies qui existent pas maintenant, pis c'est juste pas là que ça se situe. Aussi comme, ça va peut-être paraître un peu idéologique, mais on peut pas dire... tsé si la racine du problème est plus profonde que juste on va mettre un *plaster*. (E-6)

Les activistes sont généralement peu convaincus par les solutions politiques et économiques qui se rattachent à une « adaptation ». Au contraire, ils préfèrent changer fondamentalement le narratif qui sert à anticiper et guider le chemin menant au futur (Beckert 2016), de façon à éviter les conséquences catastrophiques qu'ils anticipent. C'est le concept de décroissance qui représente cette alternative au narratif de l'adaptation, notion en opposition avec un récit de progrès infini :

C'est un mode de vie, un mode d'économie [le capitalisme], qui est régi sur une idée de droite de la vie, tandis que je pense que l'idée pour changer c'est de voir ça de manière circulaire... Un gros problème du capitalisme c'est que tout est vu de manière linéaire. On va vers l'avant et on progresse, mais à un moment donné, je pense que le progrès a ses limites et c'est ça le plus gros problème du capitalisme... La décroissance c'est vraiment juste arrêter la notion de progrès. Le progrès je pense que l'humain l'a déjà beaucoup atteint et c'est de réinvestir ce progrès-là dans des choses qui peuvent être beaucoup circulaires et durables pour notre économie. (E-4)

Et à l'échelle sociétale, cela implique notamment de :

[V]raiment casser des modèles culturels et imposer un autre imaginaire dans le sens... casser un peu le mythe de genre dans ta vie ton but c'est de faire l'argent, avoir ton jet privé, une belle femme, une grosse maison dans un quartier bien aisé avec ton gros VUS ou ton char de luxe. Ce mythe-là il est pas soutenable, pourtant on voit encore ce mythe-là, on pense que ça peut durer encore longtemps alors que c'est complètement une aberration. (E-8)

La dualité entre les risques d'effondrement et la décroissance comme solution pour y faire face, d'un côté, et le progrès comme horizon social et la croissance comme outil d'y parvenir, de l'autre, est donc capitale pour comprendre comment les activistes mettent en récit le futur et projettent la société et l'économie dans le futur. Ces narratifs expliquent pourquoi, chez les activistes, la société doit faire l'objet d'un travail relationnel et pourquoi il est nécessaire de transformer les

récits qui guident et orientent les choix dans l'organisation de l'économie. Mais, de manière plus précise, j'observe aussi une contraction temporelle lorsque les activistes imaginent le futur.

### **3.1.1. L'urgence climatique et le futur**

Moi j'ai l'impression que 2010 c'était hier et que *2030 c'est demain*. On a 10 ans pour devenir carbone neutre et chaque plan contre les changements climatiques proposé par nos gouvernements est déterminant pour le reste du siècle. (CEVES 2021a)

Pour le sociologue Jens Beckert (2016), dont les travaux portent sur les mécanismes sociaux par lesquels l'imagination du futur impacte les structures et les activités économiques, l'interprétation sociologique doit se pencher sur la structure narrative et sur l'*horizon temporel* dans lequel se tiennent les récits. Ainsi, dans l'anticipation du futur des activistes rencontrés, j'observe autant une modification des finalités ou des lignes directrices qui guident la société de marché (la décroissance), qu'une transformation de l'horizon temporel des récits. Dans l'extrait ci-dessus, reprenant le discours d'une militante lors de la manifestation *Zone rouge pour le climat*, coorganisée par la CEVES, on voit que la fenêtre temporelle pour changer le chemin qu'emprunte la société est restreinte par la proximité des dates énoncées et les marqueurs « hier » et « demain ». Une grande partie des efforts créatifs des activistes pour transformer la société (le travail relationnel) vise à réduire cette fenêtre temporelle dans laquelle se construisent les récits par rapport au futur de la société, pour intégrer à la mise en récit un caractère « urgent ».

Sur le plan technique, une telle modification temporelle veut dire que la fin des récits, le dénouement, ce qui conclut les séquences narratives, arrive plus tôt (voir Polletta et al. 2011 sur les séquences). Par exemple, les travaux sur l'accélération du temps (Rosa 2013) montrent qu'un changement de rythme social change aussi les représentations que l'on se fait de la temporalité, avec une multiplication et une rapidité des péripéties dans le cas d'une accélération, c'est-à-dire l'action dans les séquences narratives. Mais ce que j'observe chez les activistes va au-delà d'une simple accélération et représente davantage une contraction du temps, car ce n'est pas seulement le chemin pour se rendre au futur qui devient plus rapide (s'accélère), mais c'est surtout que le futur est perçu comme déjà présent (le dénouement dans les narratifs). De son côté, Beckert parle de « futurs présents » comme des représentations du futur que font les individus lorsqu'ils imaginent ce qui pourrait arriver, un futur anticipé, mais auquel on attribue

une certaine véracité (2016). Cependant, ces anticipations demandent que le futur soit vu de manière ouverte, il faut une certaine ouverture pour être en mesure de projeter et de prédire l'avenir (p. ex. le *forecasting* économique, Beckert 2016). La contraction temporelle observée montre plutôt un futur fermé, un dénouement en partie déjà présent dans la mise en récit du futur, rendant particulièrement vraie la notion de « crise » climatique.

Ainsi, lorsque les activistes imaginent l'avenir de la société dans laquelle ils vivent, c'est un tel horizon temporel « contracté » qui marque leur anticipation du futur et les possibilités de le modifier. Dans la lettre ouverte de la CEVES en réponse au 6<sup>e</sup> rapport du GIEC, c'est exactement ce qui transparaît:

Bien que les jeunes et les prochaines générations seront témoins et victimes des scénarios funestes dont est synonyme le statu quo pour 2050 ou 2070, *ce nouveau rapport nous ramène dans le présent ; nous rappelant à quel point nous avons déjà les deux pieds dans la catastrophe du réchauffement planétaire.* (CEVES 2021b)

Les activistes cherchent à faire reconnaître que les anticipations catastrophiques sur le réchauffement climatique montrent en fait une réalité déjà très présente, qui va s'amplifier dans le futur. Un activiste porte d'ailleurs toujours avec lui un symbole fort représentant cette contraction temporelle et le « présentisme » des futurs imaginés (Hartog 2003):

Ça c'est une montre brisée que j'ai depuis des années, en fait c'est comme un symbole de [Nom de groupe]. C'est une montre brisée qui est à minuit moins une. Pis peu importe à quel point t'es en retard, peu importe c'est quoi l'heure réelle, ce qui est pertinent c'est qu'il est minuit moins une et qu'on est vraiment dans la merde. Faque c'est un symbole pour se rappeler qu'on est constamment dans une urgence. (E-5)

La prédominance du thème de l'urgence demande d'autant plus des réponses rapides sur les plans politique et social que les conséquences actuellement vécues du réchauffement climatique vont s'aggraver (IPCC 2023), nécessitant de suivre le rythme soutenu de cette aggravation:

On a pu le temps de faire des moves politiques et faire du mieux que rien, *il faut agir maintenant.* (E-2)

À un moment donné comme il faut agir parce que là on est dans un moment où si on agit pas maintenant ben la survie de notre planète est impossible et la survie de l'humanité en soi est impossible. Parce que notre planète va se remettre de ça, mais l'humanité peut-être pas. (E-4)

C'est ce qui amène les activistes à rejeter le terme de « transition » lorsqu'il est question de l'avenir, celui-ci impliquant une certaine lenteur et gradualité comme horizon temporel dans la narration du futur. Au contraire, les activistes ont plutôt l'impression que la société va « foncer dans le mur écologique et social bientôt là » (E-8). Voir le futur à partir d'une telle contraction temporelle (où la crise est déjà réelle) rend plus difficile le fait de concevoir que le changement de trajectoire nécessaire pour amoindrir le réchauffement climatique puisse être mis en œuvre et que la société ne va pas foncer dans un tel mur. Dans mon guide d'entretien, plusieurs questions faisaient référence explicitement à la notion de transition écologique ou énergétique et à plusieurs reprises les répondants se sont prononcés sur leur opposition à cet horizon temporel. Les extraits suivants illustrent comment cette notion est comprise :

La transition d'ailleurs, je pense que ça va être une rupture vis-à-vis du système capitaliste. La transition c'est un mot qu'on a inventé pour faire comme si ça allait être une pente douce, mais ce sera pas le cas, du moins on a de bonnes raisons de croire que ce sera pas le cas. (E-7)

Pis même le terme transition c'est un terme qui est comme soft. S'il est pour arriver quelque chose, ce sera pas une transition, pis ce sera difficile, pis faut qu'on l'accepte et on doit le faire. (E-5)

Encore une fois, les activistes tendent à préférer le terme d'effondrement dans leur anticipation de l'évolution de la société, comme cet activiste dans un moment de réflexivité par rapport à son engagement militant :

Je pense pas que ça s'en va vers une transition énergétique ou quoi que ce soit, je crois que ça va finir par un *effondrement*, mais euh, je me disais que, le moindre degré qu'on pouvait sauver, ça sera déjà ça de gagner et ça va permettre à plein d'espèces animales de pas être, disparu la, pis pleins d'humains de sauver la. (E-2)

La notion d'effondrement est d'ailleurs importante sur le plan personnel pour les activistes et teinte comment ils se projettent dans le futur. En fait, il semble que l'horizon temporel « pèse » sur leur propre projection, au sens où ils présentent des difficultés, voire des incapacités, à discerner clairement le chemin que prendra leur vie future. Les activistes intègrent donc un futur social imaginé comme fermé à leur récit personnel lorsqu'ils se projettent dans le futur. Cela s'observe d'une part quand les activistes incluent les risques de déclin et d'effondrement à leur manière de penser, comme ce répondant qui voudrait travailler dans la sphère agricole : « Je réfléchis aussi en termes de... des *potentiels d'effondrements* avec la crise climatique et *le meilleur*

*endroit pour traverser ça. Faque il va falloir que je pense à ça, mais ouais je sais pas où » (E-2).*  
D'autre part, c'est aussi une impossibilité à s'imaginer dans un avenir lointain qui s'observe, comme cette ancienne porte-parole de le CEVES dans un discours :

*Il m'est impossible de me projeter à plus ou moins long terme, de par l'instabilité de l'avenir qui nous est promis. Je suis spectatrice d'injustices exacerbées par les changements climatiques. Je vois nos écosystèmes déstabilisés alors que, depuis plus de 40 ans, on nous prédit ce qui se déroule sous nos yeux sans qu'aucun engagement majeur n'ait été pris pour enrayer ce phénomène. (CEVES 2019)*

Et cet activiste qui peut seulement imaginer de façon abstraite à quoi son avenir pourrait ressembler :

*On en parle avec les gens de XR et les gens de la CEVES et j'ai de la difficulté à m'imaginer dans 5 ans, je le vois vraiment comme un mur. ... pis j'ai de la difficulté à m'imaginer après cette espèce de mur là naturel, pis je pense pas que c'est quelque chose qui est nécessaire pour que j'agisse maintenant. C'est ça, je pense que ça me bloque. J'ai une incapacité à me voir dans 5 ans, dans 10 ans, dans 20 ans. Pis c'est vraiment juste des idées abstraites, genre je peux être berger dans les Alpes, mais je peux pas m'imaginer concrètement, je peux juste imaginer en tant que concept de genre je suis ailleurs. (E-5)*

Les activistes voient donc le futur comme « déjà là », « contracté » et fermé, autant lorsqu'ils imaginent le futur de la société de marché et les possibilités qu'elle change suffisamment vite dans le contexte d'urgence climatique, et dans la projection de leur vie personnelle dans le futur (Cerulo et Ruane 2022).

Pour résumer, à travers la mise en récit, les activistes formulent des diagnostics sur l'état de la société de marché et la direction que prend l'économie dans son architecture sociale actuelle. Contre cela, les récits alternatifs proposés par les activistes, notamment ceux associés aux notions de relance, d'adaptation, de transition et de décroissance, participent à leurs efforts pour changer la société au niveau culturel. Dans le cas du militantisme climatique, exercer un travail relationnel implique de modifier les outils cognitifs et les cadres interprétatifs qui orientent et guident l'économie vers le futur. De ce point de vue, les narratifs constituent un arrière-plan cognitif-interprétatif qui aide à faire sens de la société de marché, et chez les activistes climatiques à mettre en œuvre des efforts créatifs pour « travailler » symboliquement l'organisation sociale de l'économie dans leur société. Cette manière d'imaginer le futur et mon

analyse des narratifs économiques concordent avec les idées politiques ouvertement anticapitalistes (auto-identifiées comme telles lors des entrevues) que partagent l'entièreté de mes répondants. Leur travail relationnel vise à faire reconnaître l'urgence et le caractère critique de l'incertitude que pose le changement climatique, qui peut rapidement mener à une « rupture » dans la société. Sortir des narratifs économiques propres à une société de marché capitaliste et à son horizon temporel ouvert sur le progrès forment alors les issues de secours qu'entrevoient les activistes à la « crise » climatique déjà en cours. Pour continuer l'analyse, la section suivante intègre les émotions à cette dimension cognitive pour comprendre comment l'affectivité nourrit le travail relationnel tel que je l'observe chez les activistes climatiques.

### **3.2. « On doit recommencer à avoir peur du noir »**

La dimension affective était aussi très présente dans les entretiens menés avec les activistes climatiques. Dans le cadre théorique, j'ai dégagé deux dimensions (non exhaustives) dans le rôle que peuvent jouer les émotions dans les activités économiques : la gestion des émotions et la direction sociale des émotions. Cette section analyse ces deux dimensions à la suite, ce qui poursuit l'interprétation de la « construction de la réalité sociale » des activistes climatiques, soit comment ils comprennent l'architecture sociale de la société de marché et leurs efforts pour la transformer sur les plans symbolique et politique. Comme l'a observé Zelizer, les sentiments sont essentiels au travail relationnel qu'exercent les individus dans leurs activités économiques, notamment pour attribuer des significations aux relations sociales et pour juger de la correspondance entre une transaction et une relation donnée (1985 ; 2005). Mon analyse révèle une dynamique semblable lorsqu'il est question de travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées, les émotions étant entremêlées à la mise en récit du futur social dans un contexte d'urgence climatique.

#### **3.2.2. Accepter les émotions dans la vie économique**

Les activistes rencontrés s'opposent à la gestion des émotions mise de l'avant dans la culture du capitalisme, qui demande une séparation entre le monde économique et le monde des sentiments (DePalma 2020 ; Bandelj 2009). Ils ont plutôt tendance à reconnaître l'affectivité comme une composante fondamentale de la prise de conscience de l'urgence dans laquelle se



trouve la situation climatique. À l'encontre d'une « culture thérapeutique » (Illouz 2007) qui promeut le contrôle des émotions, les activistes proposent à chacun de réaliser un travail de réflexivité à partir de leurs émotions :

Mais je pense que c'est une question qui est intérieure, la question écologiste, c'est une question qui est intérieure, qui est philosophique, qui est collective, ça nous demande vraiment un exercice profond de réflexion vis-à-vis de l'humanité, le rapport avec le reste de la nature, les émotions aussi, ça nous demande un travail émotif vraiment important. (E-7)

Pis faut vraiment se poser *des questions à la racine de chacun de nous en tant qu'individu* pis chaque prise de conscience et chaque geste, je pense que c'est ça le plus important. Pis quand je dis chaque geste c'est comme autant nous individuellement en tant que société, que les gouvernements, chaque palier de la société humaine doit se poser les bonnes questions parce que sinon je sais pas comment on va y arriver. (E-4)

C'est ce que Hochschild qualifie de travail émotionnel, soit « the act of trying to change in degree or quality an emotion or feeling » (1979, 561). Dans le cas présent, les activistes climatiques préconisent un tel travail émotionnel pour adopter une posture anticapitaliste plus en concordance avec l'urgence climatique :

C'est que c'est enfoncé au fond de nous le concept d'économie, de travail, c'est pas facile s'en détacher. Être anticapitaliste, c'est quand même un gros *statement* pis ça prend beaucoup de déconstruction. (E-2)

Et réaliser dans quelle mesure le capitalisme est expansif sur le plan personnel :

On est rendu à un point où j'ai l'impression qu'on a tellement intégré le capitalisme à notre propre mentalité, on l'a tellement internalisé que même nos propres plaisirs finissent par être infinis. C'est ça, je pense que les Premières Nations sont vraiment un exemple de peuple qui a réussi à vivre en commun, aligné avec les conditions de vie de la planète, pis qui sont pas fixés sur un principe inventé par l'humain qui est le plaisir infini, parce que ça arrivera pas tsé. *Si on est éternellement insatisfait, on sera éternellement malheureux et on va exploiter éternellement. Donc on se doit de comme calmer nos attentes et de respirer.* (E-5)

C'est particulièrement intéressant d'observer que les émotions ne servent pas ici à mieux s'engager dans le capitalisme, comme c'est le cas dans la culture thérapeutique (Illouz 2007), mais plutôt à reconnaître ses limites et accepter des modèles de consommation alternatifs. En ce sens, les émotions s'intègrent à une forme de travail relationnel pour modifier la manière dont on fait

sens des échanges économiques et spécifiquement du rapport individuel et affectif que les gens entretiennent avec l'économie.

Notamment, les activistes climatiques critiquent la confiance et le sentiment de puissance qui occupent les individus dans la culture d'une société de marché capitaliste. Il s'agit pour eux de remettre en question les émotions positives associées à l'innovation et aux idéaux de progrès, c'est-à-dire un rapport au futur enthousiaste (voir Dujarier 2006). Ils tendent à opposer à ces sentiments un registre plus négatif (Jasper 2018) qui vise à faire accepter la vulnérabilité et la fragilité de l'état dans lequel se trouve le monde social. Par exemple cet activiste invite les humains à arrêter de nourrir une supériorité « fictionnelle » :

Beaucoup de gens qui mettent de l'avant l'innovation et la technologie voient l'humain comme supérieur à la nature, mais je crois qu'il faut se rappeler que l'humain et la nature c'est des gens qui sont très très à parts égales. L'humain est pas au-dessus de tout, pis les gens qui mettent de l'avant l'innovation et la technologie ont tendance à se dire bon ben on va sauver notre planète en étant toujours au-dessus, mais c'est pas vrai. Si on veut espérer un vrai changement, il va falloir qu'on se dise qu'on est peut-être pas autant au-dessus de toute comme on le pensait. (E-4)

En réalité, pour les activistes, le danger que posent les changements climatiques est en partie causé par ces sentiments de supériorité qu'ont les humains vis-à-vis de la planète. C'est donc pourquoi il serait préférable de développer davantage des émotions inverses, notamment une peur, ou une crainte de notre infériorité par rapport à la planète :

La nature, le jour qu'elle est tannée de nous, elle nous *shake off*. On est pas si fort que ça, on est pas capable de passer par-dessus. On devrait avoir peur. On devrait retourner à un moment où on a peur de la nature, qu'on réalise que c'est une force incontrôlable qui est plus forte que nous pis ouais... Pis le jour où on va recommencer à voir la nature comme un monstre des histoires de [H. P.] Lovecraft, et pas comme une ressource qu'on peut exploiter, nous savants êtres humains, qui connaissons la situation. *On doit recommencer à avoir peur du noir.* (E-5)

L'économie de marché libérale contemporaine est plutôt construite sur des représentations d'accomplissement et de réussite personnelle, et le fait d'être supérieur dans la sphère économique est un critère de valorisation morale important (Lamont 1992 ; Lamont 2019). La peur que cherchent à mettre de l'avant les activistes climatiques s'attaque directement à ces représentations de l'individu associées à l'imaginaire social néolibéral (Evans et Sewell 2013), de

façon à modifier la manière dont on voit les acteurs lorsque l'on pense à l'organisation à grande échelle de l'économie.

Cette peur vient aussi avec une critique du sentiment de se sentir protégé par les institutions politiques contre les conséquences des changements climatiques – protégé par la mise en place de solutions éventuelles pour atténuer leurs effets et s'y adapter. En fait, lorsque les activistes parlent d'un espoir de solutions, c'est principalement en référence à l'action collective et au militantisme. Un activiste en particulier illustre bien cet élément, dénonçant « cette illusion de se faire sauver par le politique », qui « rend esclave de ces structures-là » (E-7). Ce même activiste poursuit sa réflexion en mettant en relation le « mythe » du sauvetage par la sphère politique avec la détermination que doivent se donner les groupes militants dans leur lutte sociale :

Quand tu milites pis que tu fais face à ces chiffres-là qui annoncent les difficultés du monde dans lequel on se rend, je pense que ça nécessite le développement d'une philosophie forte. Je pense que tu peux pas poursuivre là-dedans en ayant la naïveté que le monde va changer pour le mieux. Moi je pense pas que le monde va changer pour le mieux. Je pense qu'on peut rendre les choses moins pires [...] Donc je me sens je disais résolu, parce que je pense que c'est des choses auxquelles ma conscience s'habitue ou en quelque sorte, je me donne le devoir d'avoir ce deuil-là vis-à-vis de l'avenir, de faire le deuil des visions erronées du futur dans lequel tout était beau, c'était un monde de paix. (E-7)

Ainsi, la peur reliée à l'infériorité des humains vis-à-vis de la nature et le rejet d'un espoir d'être sauvé par la sphère politique, ou du moins de voir la situation s'améliorer significativement à partir de celle-ci, aident à faire le pont avec l'engagement militant, comme l'exprime cet autre activiste :

Et de mon expérience, que ce soit à travers les vieux, les jeunes, les moins vieux, tout le monde on se rend à une étape où c'est pu de l'écoanxiété, de mon expérience en ce moment c'est un peu dépassé l'écoanxiété. C'est plus de l'écolère, de l'écoindignation, de l'écofrustration, de l'écofurie genre, parce que l'écoanxiété c'était dans le monde où on était comme shaké et on voyait juste les problèmes et on avait peur. (E-5)

La peur que nourrissent les activistes par rapport au futur de la planète et aux capacités des sociétés d'y faire face – peur qu'ils cherchent à faire reconnaître chez davantage de personnes et à transformer en colère – les amène ainsi à entrevoir des possibilités de changer le monde social.

Dans ce cas, la peur que les activistes souhaitent voir se diffuser à plus grande échelle s'éloigne des « paniques paralysantes » et se rapproche d'une peur mobilisatrice, une disposition anxieuse porteuse d'énergie émotionnelle (Jasper 2018), comme le montre cet activiste:

Je suis pessimiste, mais en même temps, je pense que ça va être une transition qui va être terrible, mais ça va nous permettre de quitter le système capitaliste [...] Ça va juste pas nous donner le choix de faire autre chose et *ça va nous donner l'opportunité d'avoir un immense bac à sable* où on va pouvoir essayer plein de nouvelles formes de société et au final il y aura pas que du négatif là-dedans. (E-2)

Dans la section 3, *Imaginer une communauté solidaire*, j'analyse plus précisément les formes normatives que pourrait prendre cet « immense bac à sable » et l'image que se font les activistes d'une société idéale.

### **3.2.2. La direction sociale des émotions**

Avant cela, une manière dont les activistes tentent de transformer la société est de promouvoir un changement, à grande échelle, dans la direction sociale des émotions (Hochschild 1979). L'imaginaire social néolibéral (Evans et Sewell 2013) met davantage l'accent sur l'individualisme, la promotion du développement personnel et la réalisation de soi (Lamont 2019). Inversement, les activistes rencontrés montrent une même attitude de *feeling with* qu'observe Skotnicki (2021) dans son travail sur le militantisme de la consommation. Rappelons que le *feeling with* implique un engagement affectif avec des « general others » (Jasper 2018), un sentiment de sympathie et de solidarité avec les travailleurs qui participent aux circuits de production et de consommation (Skotnicki 2021). C'est aussi ce que j'observe chez les activistes climatiques. Notamment, ils cherchent à promouvoir une plus grande prise en compte de l'interdépendance, contre l'individualisme, ainsi qu'un instinct de solidarité et de responsabilité vis-à-vis de sa communauté. Cela s'explique à partir du diagnostic qu'ils font de la société :

Je trouve que la banlieue [de Montréal] c'est comme le symbole de la consommation, pis de la propriété privée. Je me promène dans mon quartier et ça me rend vraiment *mal à l'aise de voir toutes les clôtures et le manque de communauté*. (E-9)

Pour moi l'aliénation c'est un grand problème, qu'on ne soit pas capable d'avoir des discussions entre nous, la polarisation, que les gens soient isolés vis-à-vis de leur communauté, que les communautés aussi soient genre, que malgré le fait qu'on partage des espaces géographiques on se connaisse pas du tout, qu'on n'ait pas de

concertation autre que les élections aux 4 ans et qu'on délègue ce pouvoir-là à des personnes avec qui on a très peu de contact. (E-3)

Contre cela, les activistes offrent à voir un travail relationnel qui vise à revendiquer l'interdépendance sociale, à réparer les relations endommagées par l'organisation actuelle de l'économie et à associer des émotions positives à la solidarité.

Par exemple cet activiste, lorsque questionné sur son travail de rêve explique qu'il s'agit de participer à la construction d'une interdépendance plus forte entre les individus, où la solidarité et le « feeling with » occupent une place centrale sur le plan affectif :

Mon travail de rêve c'est d'aider les gens, à un niveau psychologique et collectif à faire face aux conséquences de la crise climatique, faire en sorte que les gens puissent trouver de la sérénité et se sentir moins aliénés, qu'on puisse avoir une force, une plus grande force de communauté. (E-7)

Pour créer une plus grande interdépendance, une solidarité plus forte, les activistes mettent aussi de l'avant le fait de mieux connaître et comprendre les autres, soit prendre le temps et nourrir une ouverture devant un tel effort, spécialement à l'encontre des populations les plus touchées par le réchauffement climatique, comme les Nations autochtones :

Je pense qu'il faut ouvrir le dialogue, qu'est-ce que ces communautés-là veulent, parce que c'est vraiment pas uniforme. Parce que des fois on est portés en tant que descendants coloniaux qui sont dans ces dynamiques-là, de toutes les mettre dans le même panier, mais je pense que juste ouvrir le dialogue de qu'est-ce que vous voulez, avec vos connaissances, qu'est-ce que vous considérez qui est le mieux ? [...] Faque vraiment être en relation avec toute l'ensemble des communautés, quels savoir on peut, de les écouter davantage. (E-9)

Ainsi qu'avec les communautés du Sud global :

Redonner c'est pas juste de redonner des ressources qu'on a acquises, mais c'est quoi les ressources que vous voulez conserver, c'est plus avoir un échange pis une écoute active avec ces pays-là et ce qu'ils ont besoin. Je pense que c'est la meilleure façon de redonner au sens large. (E-4)

Et au niveau national, au Canada, cela implique aussi de comprendre la réalité des provinces pétrolières :

Vu que c'est l'Alberta le nœud du problème, c'est là-bas où il faut aller, il faut focaliser notre attention, pour comprendre, ne serait-ce que pour comprendre les choses sur cette province-là, pour la connaître. Parce que là on parle théoriquement d'une transition juste, on va aider les travailleurs à avoir de meilleurs emplois qui soient

écologiques, mais il faut aller sur le terrain pour connaître cette réalité-là, pour comprendre le lien presque affectif et identitaire entre ces travailleurs et le pétrole... (E-10)

Tous ces extraits illustrent l'objectif affiché par les activistes de créer du « feeling with », des sentiments de solidarité au sein de leur communauté imaginée rapprochée (la société de marché au Québec et au Canada) et à l'échelle mondiale dans les relations entre les pays. J'interprète cette attitude de « feeling with » comme une manière par laquelle les activistes font du travail relationnel et imaginent une architecture sociale différente pour exercer les activités économiques.

En somme, à travers les émotions associées à l'état du monde social et sa projection dans le futur (notamment la peur) et l'accent mis sur l'interdépendance et la solidarité, l'affectivité permet de préciser la manière dont les activistes imaginent le monde social lorsqu'il est question d'économie. Autant sur le plan du diagnostic (la peur des conséquences climatiques sur la société) que sur la proposition de solutions et d'alternatives (travailler sur son rapport affectif à la société économique, se mobiliser, et ressentir l'interdépendance), les émotions participent à un travail relationnel par lequel les activistes souhaitent transformer les significations dans lesquelles s'encastrent la société de marché. Les émotions illustrent un arrière-plan affectif dans les communautés imaginées, des manières d'être et de ressentir des *liens qui nous unissent* dans une société qui est profondément économique (Polletta 2020). La section suivante revient sur cette volonté de changer la société et analyse la grammaire normative qu'utilisent les activistes pour critiquer l'économie actuelle et imaginer des alternatives dans son organisation à grande échelle.

### **3.3. Imaginer une communauté solidaire**

Pas de relance vers un productivisme acharné qui nous fait perdre le sens de la réalité tellement on est travaillé à survivre et consommer du bonheur matériel pour surmonter burnouts et dépressions. Je n'en veux pas de relance économique parce que ce système néoclassique désuet est construit sur de fausses hypothèses menant l'*homoeconomicus* vers son autodestruction. L'*homoeconomicus* préfère toujours plus : c'est la fausse hypothèse fondamentale à l'économie que j'étudiais hier pour mon examen et c'est ce qu'ont étudié les décideurs politiques. C'est vrai qu'on veut toujours plus. Mais ce qu'on veut toujours plus c'est de l'amour, on veut toujours plus de support entre les uns et les autres. On veut plus d'entraide, plus de compréhension, plus de liens dans nos communautés, plus d'éducation, plus d'empathie, toujours plus.

Parce que c'est ce dont on a besoin pour être bien. Mobilisons-nous et profitons de la crise économique dans laquelle on s'enfonce pour reconstruire un système qui respecte les limites de la planète et les limites de l'humain. (CEVES 2021a)

Cet extrait du discours d'une militante de la CEVES prononcé à la manifestation « Zone rouge pour le climat » abordée plus haut illustre bien comment une structure binaire entre deux modèles d'échange marque l'univers discursif des activistes lorsqu'ils imaginent la société actuelle et une société idéalisée. D'une part, le productivisme, la relance économique, la théorie économique néoclassique et son *homoeconomicus* (le modèle de l'acteur en science économique) renvoient au champ discursif de la stratégie et de l'intérêt économique (Spillman 2012b). D'autre part, l'amour, le support, les liens communautaires, l'empathie et le respect renvoient au champ discursif de la solidarité désintéressée (Spillman 2012b). En ce sens, la solidarité que souhaitent construire les activistes à l'échelle de la société n'est pas qu'affective, du « feeling with », mais s'inscrit surtout dans une grammaire normative où s'opposent la stratégie et la solidarité dans le répertoire culturel du capitalisme contemporain (Spillman 2012b). L'objectif de cette dernière section est d'explorer l'usage d'une telle grammaire par les activistes rencontrés, qui leur permet de juger le monde actuel tel qu'ils l'imaginent, mais aussi d'envisager des alternatives. De fait, la binarité entre la stratégie et la solidarité offre aux activistes les codes culturels, les oppositions sémantiques, les ressources symboliques pour critiquer l'architecture sociale de l'économie et en proposer une nouvelle : c'est-à-dire *Repenser l'économie*. C'est ici que se trouve le cœur du travail relationnel tel que je l'observe chez les activistes climatiques, car à partir de la grammaire normative, ils tentent de transformer, renégocier et corriger les principes normatifs qui donnent sens aux relations sociales au sein de l'économie.

### **3.3.1. Critiquer la société de marché**

Plus précisément, la binarité entre la stratégie et la solidarité s'observe dans les discours des activistes à travers les couples sémantiques suivants : le profit et le partage, l'impersonnel et le personnel, le système et l'échelle humaine, la compétition et la communauté, la rapidité du temps marchand et la lenteur du temps social. Tous les extraits présentés dans cette section montrent un ou plusieurs de ces couples sémantiques, représentant la grammaire normative mise au jour par Spillman (2012b). Par exemple, lorsque je demandais aux activistes de répondre à la question « Si je te dis le mot économie, quels sont les mots ou les images qui te viennent

spontanément en tête ? », c'était souvent par une binarité ou une dualité que s'exprimaient les répondants, comme chez celui-ci :

Quand je pense économie, je pense vraiment à deux branches. D'un côté je vois l'économie en ce moment comme un système capitaliste, productiviste, qui se base sur l'oppression de la majorité de la population pour permettre un profit et une illusion de progrès à une minorité de gens. Mais quand je pense à économie, je pense aussi au principe de... dans ma tête l'économie c'est quasiment une science naturelle, ça reste une chose qui a toujours été présente sous différente forme. J'ai l'impression qu'on se doit de reprendre un peu le concept qui a été coopté par l'économie capitaliste et de se dire que l'économie un peu comme les Premières nations le font, l'économie circulaire où il y a plein de façons de concevoir les échanges de biens et de services entre les humains. Pis je pense que c'est un terme qu'on se doit de se réapproprié en tant que mouvement qui travaille en accordance avec les conditions d'habitabilité de la planète. (E-5)

Contre l'idée d'un modèle d'échange marchand qui mettrait l'accent seulement sur la stratégie en vue d'obtenir des profits, c'est la valeur de la vie humaine qui est l'élément le plus important par les activistes, à travers les notions de survie et d'habitabilité :

Je pense que c'est vraiment important de réfléchir aux conditions d'habitabilité de la planète, si on garde ça en tête tout le temps, si on est comme peu importe ce qui se passe, la priorité n'est pas le profit, la priorité ça devrait être jamais combien de profit je peux faire, mais *est-ce que je respecte les conditions qui permettent la vie sur terre*. (E-5)

À place de focuser sur le progrès, l'innovation, la technologie, on devrait plus focuser sur *comment on peut revenir à des savoirs qui sont beaucoup plus bons pour notre planète et notre environnement*. Comment qu'on peut donner à l'environnement, à la nature, aux choses qui nous entourent. (E-4)

Les activistes tendent à présenter une vision similaire à celle du « marché destructeur », qui s'oppose à la « thèse du doux commerce » par le fait que la société marchande n'est pas vue comme créatrice de richesse, mais produit plutôt à la longue une autodestruction des relations sociales et de l'environnement de vie (Fourcade et Healy 2007).

C'est pourquoi mes questions portant sur les professions qui œuvrent à la construction de la société marchande, comme les économistes, menaient à une évaluation sensiblement négative de la part des répondants, dont ils reconnaissent le côté performatif: « dans ma tête l'économie en ce moment c'est intéressant de le voir comme de la philosophie appliquée, parce que c'est des valeurs, des normes, qu'on a mises en application, mis en pratique » (E-5). Dans la perception



qu'en ont les activistes, ces valeurs et normes sont d'ailleurs incorporées profondément au sein des économistes :

Les clichés des économistes formatés, des étudiants en économie aussi j'ai des clichés sur eux, sur les formations en économie comme quoi c'est très, c'est un peu la bible et y'a des règles et ça formate le langage et après la manière de voir le monde. (E-10)

En ce sens, un autre activiste préconise de décroquer l'étude de l'économie de la seule « science économique », qui étudie principalement les modèles d'échange et de production comme des marchés d'offre et de demande (Callon 1998 ; Alexander 2011), pour y inclure les sciences sociales. Par ailleurs, chez cet activiste qui étudie en sociologie, il est intéressant de voir la référence qu'il fait à l'encastrement et à Polanyi, le répertoire théorique de sa discipline informant son évaluation des économistes :

Je pense qu'un économiste doit avoir une formation beaucoup plus, oui les théories économiques, mais beaucoup en sciences humaines, sociologie, anthropologie, science politique, beaucoup de formation là-dedans, et en science naturelle aussi, en climatologie, en écologie générale, comprendre comment fonctionne les écosystèmes. Parce que c'est primordial quand tu fais de l'économie, y faut comprendre comment fonctionne la nature, comment fonctionne les sociétés aussi, parce que c'est comme l'économie doit rentrer là-dedans, doit aussi être, pour dire comme Polanyi doit être encastéré là-dedans, l'économie peut pas être séparée de ça et être son propre champ indépendant, c'est complètement ridicule, pis l'économie néoclassique ne fait pas ça. (E-8)

L'évaluation négative que font les activistes des économistes ou de la pratique de la science économique dans ses canaux (néo-)classiques s'explique par la différence entre le modèle d'échange qui s'y trouve, tenant compte *que* de la production, les échanges et la consommation. Au contraire, comme l'illustre le dernier extrait, les activistes priorisent un modèle normatif d'échange ouvert sur les liens sociaux de l'activité économique, soit les interrelations entre les individus participant à la vie économique et leurs besoins respectifs.

L'importance de cette dimension sociale des échanges économiques chez les activistes s'observe notamment dans les discours qu'ils portent sur les relations interpersonnelles. Une critique qu'ils font au modèle d'échange marchand actuel est le manque d'opportunités de socialiser, d'être en communauté et de mener des activités où la proximité avec les autres est l'élément central. Dans cette optique, le travail dans une société de marché capitaliste est vu

comme une activité qui empêche d'arriver à de telles relations interpersonnelles, comme sur le plan familial :

Juste avoir du temps pour être en famille, avoir du temps pour être bien, avoir du temps pour jardiner, être un individu dans une communauté, ben ça je crois que c'est vécu comme un luxe. (E-3)

Pis si on s'inscrit dans une dynamique de décroissance, ben ultimement on travaillerait moins, donc on passerait plus de temps à, à *s'occuper de notre famille* là, investir dans l'économie vernaculaire, donc à ce moment-là il y aurait plus de travail disponible, ouais, c'est moi qui pense de manière utopique. (E-9)

C'est l'échelle humaine des liens interpersonnels qui prime ici et c'est d'autant plus saillant chez cet activiste lorsque je le questionne sur la communauté idéale dans laquelle il voudrait vivre et qu'il en vient à parler de la mobilisation climatique :

Une communauté qui se tient, où les gens se tiennent entre eux pis qui est beaucoup moins polluée que tu as la place pour vivre pour te reposer pour voir tes amis, pour socialiser, c'est important de socialiser ... *La lutte aux changements climatiques c'est un moment pour apprendre à re-socialiser*, à chiller avec tes amis en faisant la révolution, c'est un peu idéaliste et un peu grano-hippie, mais avoir des communautés qui se tiennent, où est-ce que les gens se connaissent bien, vivent ensemble, apprennent à discuter, mais ont aussi leur espace de solitude, leur petit espace personnel, parce que c'est important je pense... sans nuire à l'autre. (E-8)

Réinvestir les liens sociaux de proximité est une manière par laquelle les activistes imaginent un modèle d'échange alternatif et c'est justement le fait d'opposer ce principe à celui de l'impersonnalité de la société marchande et de l'organisation à grande échelle du travail qui leur permet d'élaborer de tels discours sur l'interdépendance et la solidarité.

De plus, avoir une approche plus axée sur la communauté et les relations interpersonnelles est essentiel dans la vision des activistes pour s'épanouir et se construire en tant qu'individu – choses que les relations sociales dans une société marchande ne permettent pas véritablement d'offrir selon eux :

C'est des valeurs [celles du marché] ... qui sont propagées avec le capitalisme, le travail, l'accumulation, la consommation, *c'est comme des valeurs qui sont, qui rendent pas particulièrement heureux*, mais qui sont comme portés comme des valeurs suprêmes, comme mon objectif dans la vie c'est de faire de l'argent... il y a tu de quoi de plus triste que ça comme objectif [...] C'est pas avec ces valeurs là qu'on va arriver à créer une société meilleure pour les hommes pis pour la nature, l'écosystème. (E-2)

Ce malheur perçu comme inhérent à l'organisation actuelle de l'économie contraste avec ce que les individus pourraient obtenir et gagner dans un changement de modèle normatif d'échange, comme dans la communauté idéale de cet activiste :

[Au] niveau économique ce serait de travailler moins, passer plus de temps avec la communauté, plus de temps à entretenir un potager, réparer ses objets, *passer du temps à se développer en tant que personne au lieu de développer son identité à travers la consommation, définir son identité par la culture, la relation avec les autres, par l'entraide.* (E-9)

Le fait de définir son identité par la relation avec les autres et l'entraide – la solidarité en somme – occupe une place importante dans la justification que font les activistes d'un tel changement de modèle d'échange :

Je pense qu'une bonne façon de partager ce serait *de ravoir la liberté qui vient avec l'interdépendance*, à la fois entre êtres humains et entre l'humain et la nature. Parce que dans les faits, on est dans un écosystème complexe, si on peut réfléchir à ça, si on peut changer la culture pour que ce soit ça comme le rêve, ce serait une bonne façon de penser [...] Genre de sentir que tu interagis avec ton environnement et que ton environnement interagis avec toi, *ça permettrait de créer comme un sentiment que tu fais partie de l'écosystème, tu es pas juste un parasite là-dedans.* (E-5)

Ainsi, sur le plan normatif, les activistes argumentent qu'organiser l'économie suivant des principes de solidarité et d'interdépendance conduit à une situation intrinsèquement meilleure à l'échelle individuelle.

### **3.3.2. Des alternatives**

Mais en quoi exactement consiste un changement de modèle d'échange qui s'éloigne de la stratégie et l'intérêt économique ? Pour les activistes, il s'agit avant tout de créer des lieux de partage et d'échange à petite échelle, principalement celle des quartiers, par exemple avec le « petit commerce du coin » qui s'oppose aux « stars de banlieue laitte comme Costco ou Wal-Mart » (E-8). Généralement, les activistes rencontrés s'accordent sur le fait de repenser l'espace des échanges pour « briser l'individualisme », de façon à encourager la mise en commun de ressources au sein de communautés de proximité, favoriser la réparation par l'entraide et le partage de connaissances, et le fait de se rendre des services essentiels comme la cuisine ou la garde des enfants (E-6 ; E-9). Accepter l'interdépendance et la solidarité comme modèle d'échange plutôt que la stratégie et l'intérêt économique implique donc de donner et redonner

aux autres, notamment en développant de nouveaux réflexes sociaux, de nouveaux rites d'interaction pour reprendre Goffman (1974) :

*Je reviens souvent là-dessus, mais c'est aussi une question de valeur et de culture, si on valorise le partage, tsé il y a plein de culture que dès qu'ils ont quelque chose leur premier réflexe c'est de partager. Pis je pense que c'est plus ça qui permettrait de mieux partager, ce serait un changement de culture, quitter un peu l'individualisme qu'on a appris. (E-2)*

Ces réflexions donnent sens au slogan « Les gens avant les profits », qui était le mot d'ordre de la manifestation climatique du 25 mars 2022, organisée par la CEVES. Ce même activiste questionné sur ce slogan explique que :

*[Ç]a implique une vision... un autre cadre de valeur plus socialiste, dans le sens que souvent les politiques sont très axées sur le pouvoir d'achat, les profits, créer de l'emploi, mais pas la qualité de vie, les services sociaux, aider les gens les plus démunis, c'est plutôt à ça que ça renvoie. Des comportements politiques plus axés sur le bien-être de la collectivité plutôt que la production de PIB. (E-2)*

L'objectif affiché par les activistes est donc de repenser comment les gens interagissent entre eux à travers les activités économiques, en utilisant la solidarité et la reconnaissance mutuelle (Lamont 2018) comme principes normatifs d'échange et de participation à la vie économique.

Ainsi, les activistes sont à la recherche d'une meilleure correspondance entre les relations sociales et les activités économiques comme la production, la consommation et la distribution, à l'image des conflits de correspondance décrits par Zelizer entre les transactions, les relations intimes et les frontières symboliques (2005). Dans le cas de l'activisme climatique, l'objectif est davantage de réparer l'architecture sociale de la société de marché, en transformant le modèle normatif d'échange vers un monde plus solidaire et soutenable sur le plan écologique. La lettre ouverte publiée par la CEVES après le 6<sup>e</sup> rapport du GIEC synthétise ce travail relationnel pour mieux connecter le monde social et les activités économiques :

*Au lieu de nous laisser emporter dans ce film d'horreur, pouvons-nous plutôt en réécrire le synopsis ? Adieu énergies fossiles, pillage incessant d'un or noir nourrissant l'avarice. Au revoir, monocultures décimant la biodiversité protectrice des cycles climatiques. Finis ce système économique basé sur l'exploitation et l'extractivisme... Choisissons plutôt un retour à des communautés résilientes tissées serré et le rétablissement réel des souverainetés autochtones sur les territoires... Surtout, reconnectons-nous avec les écosystèmes millénaires qui nous permettent simplement*

de respirer, d'admirer et de ressentir. Ralentissons. Réapproprions-nous les rues, les villes et les champs. Ensemble. (CEVES 2021b)

Un tel travail relationnel sur l'architecture sociale de l'économie s'inspire grandement de modèles sociaux alternatifs que les activistes ont intégré au répertoire culturel qu'ils mobilisent pour imaginer la société (Swidler 2001), comme cet activiste avec l'anthropologie :

Je pense que l'anthropologie ça ouvre vraiment les portes de l'imaginaire. En ce moment, la grande majorité des cultures ont été vraiment influencées et modelées par le capitalisme, vu que c'est quelque chose de globalisé. Mais revenir à des sociétés pis des groupes d'humain qui avaient des façons de vivre totalement différents, c'est des exemples vraiment frappants pis ça déconstruit la légitimité du capitalisme et sa position naturelle et obligatoire et ça ouvre les possibles sur plein de façons de vivre. (E-2)

Ou encore celui-ci qui fait référence aux Nations autochtones pour contrebalancer le poids des solutions technologiques et techniques dans la lutte climatique :

C'est la question de quels savoirs et quelle épistémologie est-ce qu'on valorise. Je pense que les épistémologies autochtones et les savoirs autochtones de différents peuples du monde entier doivent être réhabilités parce qu'ils sont en phase et en lien avec l'environnement. (E-3)

Ces inspirations culturelles contribuent à forger le modèle d'échange plus solidaire et interdépendant que les activistes souhaiteraient voir se mettre en place à l'échelle sociétale.

De plus, ce qui est particulièrement pertinent d'observer chez les activistes climatiques est une frontière très bien délimitée entre les deux côtés de la structure binaire et une imperméabilité morale forte entre une économie solidaire et désintéressée et une autre qui est stratégique et orientée par l'intérêt personnel (DePalma 2020). En effet, les activistes perçoivent rapidement des risques de contamination entre les deux modèles :

Le risque de mal-adaptation aussi quand il y a la motivation du profit, qui est au moins concurrente aux besoins des communautés s'il y a des entreprises qui sont impliquées faque le risque d'avoir des mesures qui empirent les situations des communautés qui accroissent ou exacerbent les changements climatiques ou exacerbent des inégalités sociales qui créent ensuite des vulnérabilités face au changement climatique. (E-3)

C'est là une différence avec l'étude de Spillman (2012b) sur les associations industrielles et commerciales américaines, acteurs qui tendent à voir des possibilités de réconcilier la stratégie et la solidarité dans leurs activités, du moins dans les discours qui décrivent et justifient comment

les entreprises membres de ces associations participent à la vie économique et sociale. De fait, les entreprises tendent à jouer avec les deux facettes de la structure binaire entre la stratégie et la solidarité pour élaborer leurs discours normatifs et prescrire un environnement d'échange qui laisse une grande place à la liberté au sein du marché. Au contraire, les activistes climatiques montrent une séparation claire qui délimite ces deux modèles normatifs d'échange, et ils souhaitent réduire ce qui est perçu comme une contamination d'un modèle sacré (l'interdépendance dans les sociétés humaines) par un modèle profane, impur, associé aux pratiques corporatives et marchandes. C'est pourquoi cet activiste rejette l'idée que les entreprises soient des partenaires dans une transition écologique :

Non parce que leur schème de pensée va toujours être associé au fait de conserver leurs profits pis de se maintenir dans une stabilité économique. Je pense que si on commence à trop ouvrir la porte et à dire que ces entreprises-là devraient gérer notre transition écologique, on va se faire passer du greenwashing de manière complètement absurde. (E-7)

Pour résumer, cette section précise la manière dont les activistes pensent et repensent la société et l'économie. La grammaire normative de la stratégie et la solidarité les aide à juger de la société telle qu'ils la perçoivent dans son état actuel et surtout à imaginer des alternatives. Celles-ci utilisent un vocabulaire normatif qui s'inscrit dans l'univers discursif de la solidarité, pour proposer et imaginer une transformation de la société qui mêle l'indépendance, le partage, les liens interpersonnels, le soutien mutuel et la construction de soi. Dans l'interprétation que j'en fais, et à partir de mes outils théoriques, ces changements de modèle d'échange correspondent exactement à un travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées.

## **Conclusion**

Que nous apprend l'analyse menée dans ce chapitre par rapport à un travail relationnel chez les activistes climatiques rencontrés ? Les trois sections illustrent chacune une facette des significations qu'ils attribuent aux relations sociales au sein de l'économie, bien que celles-ci ne soient pas exhaustives. Étudier l'imagination et la mise en récit du futur, avec les narratifs à teneur apocalyptique et la contraction temporelle, permet d'illustrer leurs critiques des finalités actuelles de l'économie dans une société de marché et leur projection de futurs alternatifs qui mènent à une transformation de cette société plutôt qu'à une adaptation. Pour sa part, l'analyse

des émotions témoigne du rôle de l'affectivité dans le travail relationnel des activistes pour modifier les manières de ressentir l'état du monde social, ce qu'incarnent la peur et la colère, et créer des relations sociales nourries d'un sentiment de solidarité. Enfin, la grammaire normative aide à préciser le répertoire culturel que mobilisent les activistes pour imaginer une société qui ferait réellement preuve de solidarité et d'interdépendance.

L'argument principal que propose ce chapitre est que les trois formes symboliques qui font l'objet d'une analyse – la mise en récit du futur, l'affectivité, et la binarité stratégie\solidarité – sont l'illustration d'un travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées. Autant dans leur manière de faire sens de la société et de l'économie, que dans leurs objectifs de transformer le monde social, les activistes tentent de renégocier les significations qui forgent la communauté d'échange dans l'économie de marché capitaliste qui est la leur – celle du Québec, du Canada, qui s'inscrit dans un espace économique mondialisé. En quelque sorte, les formes symboliques analysées montrent une volonté de transformer *les liens qui nous unissent* (Polletta 2020) à travers les activités économiques. Sur les plans affectif et normatif, il s'agit de construire une société plus solidaire, où les individus sont portés spontanément vers les autres pour partager, mettre en commun et produire ensemble, plutôt que dans une optique de compétition sur les marchés. Ces transformations visent principalement à s'assurer que les finalités de l'activité économique soient soutenables et donnent l'occasion de produire, consommer et échanger dans un cadre social où s'exerce une correspondance entre les transactions économiques, l'interdépendance de la communauté et des frontières symboliques ouvertes sur la reconnaissance mutuelle au lieu de l'exclusion (Lamont 2017).

À noter qu'à travers mon analyse, j'ai observé un fort degré de consensus entre les activistes rencontrés<sup>29</sup>. Les formes symboliques que j'ai décortiqué analytiquement dans ce chapitre apparaissaient souvent de manière similaire dans les discours des enquêtés et peu de différences étaient visibles dans les idées des activistes sur les thèmes abordés en entrevue (le

---

<sup>29</sup> Lorsque je codais les données d'entrevue, j'accordais une plus grande importance à ce qui était semblable dans les mots de mes enquêtés, pour voir ce qui est commun dans l'expression de leur « travail relationnel ». Néanmoins, la population étudiée montre aussi un fort degré de similarité sociale, menant à davantage de consensus dans leurs discours.

comportement économique personnel, les banques, l'industrie des énergies fossiles, la décroissance et l'anticapitalisme, la transition écologique). Ce consensus s'explique notamment par mon bassin de répondants qui est limité à 10 activistes, provenant pour la plupart des mêmes groupes ou des mêmes types de groupe (groupes écologistes étudiants ou groupes écologistes de campus) et gravitant dans la même communauté de mouvement social. Comme expliqué au chapitre précédent, le mouvement climatique étudiant prend différentes formes et une analyse élargie qui inclurait des représentants d'associations étudiantes<sup>30</sup> conduiraient probablement à plus de variété dans la manière dont les activistes font sens des transformations sociales souhaitées pour répondre à la crise climatique. De plus, les caractéristiques socio-démographiques de mes répondants (jeunes, très éduqués, très politisés) et leur rôle dans les groupes militants (activisme très actif, rôles stratégiques) leur donnaient une certaine facilité à mettre en mots l'échelle des « communautés imaginées » (Anderson 1983).

Dans ce chapitre, j'ai principalement mis l'accent sur l'imagination des activistes climatiques lorsqu'ils pensent et repensent comment s'organise l'économie à l'échelle sociétale, participant ainsi à un travail relationnel (Zelizer 2005). L'analyse (tout comme mes discussions avec les activistes lors des entrevues) comporte un certain niveau d'abstraction pour atteindre l'échelle des « communautés imaginées », qui relèvent d'une appartenance partagée à un ensemble social. Je me suis donc concentré sur l'image que se font les activistes de leur appartenance à la communauté imaginée de la société de marché capitaliste dans laquelle ils vivent (Anderson 1983) et aux représentations symboliques institutionnalisées à plus grande échelle qui rendent compte de cette communauté (Zubrzycki 2022). Cela permet d'interpréter comment les activistes pensent à l'architecture sociale qui régit les activités économiques, formulent des jugements, des évaluations et des projections, soit comment ils travaillent symboliquement cette architecture sociale. Le chapitre suivant quitte le niveau des « relations

---

<sup>30</sup> J'ai été observateur au congrès de la Coalition de résistance pour l'unité syndicale (CRUES) les 28-29 avril 2023 à Sherbrooke. Cette nouvelle structure étudiante cherche à remplacer l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) en tant que fédération étudiante combative, dissoute en 2019. Lors du congrès, les associations présentes ont débattu entre deux campagnes pour la première année de la CRUES, la précarité étudiante (avec comme revendication la salarisation des stages) et la justice climatique. Le thème de la précarité étudiante a pris le pas sur la justice climatique, montrant une priorisation différente que chez les groupes que j'ai rencontré entre la condition étudiante et la justice climatique et sociale de manière plus large.



imaginées » (Polletta 2020) pour observer plus précisément et concrètement comment se met en pratique le travail militant des activistes rencontrés. De fait, l'analyse présentée dans le chapitre 4 porte sur les tactiques des activistes pour transformer la société et les dilemmes stratégiques qu'ils rencontrent dans leurs efforts politiques pour accomplir un travail relationnel sur l'économie à l'échelle des communautés imaginées.

## Chapitre 4 – La politique et le travail relationnel : culture et stratégies de la contestation

Le militantisme est une forme spécifique d'action politique, définie par son rapport conflictuel avec les multiples logiques institutionnelles qui régissent une société donnée (Armstrong et Bernstein 2008 ; Ancelocivi et Rousseau 2009). Ce chapitre poursuit l'analyse culturelle entamée au chapitre précédent, en tenant compte des spécificités politiques de la « démocratie de la protestation » (Dufour 2013 ; Tilly 2020). J'ai notamment montré que les transformations sociales souhaitées et revendiquées par les activistes climatiques constituent une forme de travail relationnel (Zelizer 2005). Celui-ci exprime une modification des significations *des liens qui nous unissent* dans les échanges économiques (Polletta 2020), c'est-à-dire la communauté imaginée d'échange dans une société de marché. Dans ce chapitre, j'analyse les tactiques, les stratégies, les actions militantes et le positionnement dans l'espace politique observé chez les personnes rencontrées. Il s'agit d'étudier comment les transformations sociales prescrites par les activistes climatiques se transcrivent au niveau politique.

Les sociologues de l'économie ont mis en lumière comment une communauté d'échange (marchande ou non) est aussi une communauté politique dans laquelle les institutions étatiques jouent un rôle de premier plan pour encadrer les relations sociales et encadrer l'activité économique par des règles, des lignes directrices ou des cadres cognitifs (Fligstein 2001, Dobbin 1994, Fourcade 2009, Bandelj 2008, Polanyi 1946 ; Hall 1993 ; Blyth 2002). Concernant le militantisme climatique, mon analyse porte plus spécifiquement sur la manière dont les activistes, en tant que membre de la société civile, comprennent leur rôle politique pour transformer, modeler, bricoler le monde social (Campbell 2004) et créer davantage de solidarité collective (Alexander 1997).

Ainsi, il s'agit d'observer et d'interpréter une dimension plus concrète du travail relationnel, celle du militantisme en action. L'échelle qui est analysée ici est celle de la société dans son ensemble : j'étudie comment les activistes s'approprient le monde politique (Péchu

2007) et se donnent les moyens d’agir pour transformer la communauté imaginée (d’échange et politique). C’est ce que Mérand (2021) qualifie de *travail politique*, soit la manière dont les acteurs naviguent la sphère politique pour y construire une forme d’autonomie pour agir dans et sur la politique. Le cadre théorique que je mobilise vise à analyser comment les activistes rencontrés pensent à leur propre autonomie dans la sphère politique et j’analyse les choix qu’ils font pour participer au conflit politique qui porte sur l’encastrement de l’économie. En somme, j’analyse comment la politique se lie aux efforts des activistes pour mettre en place un modèle d’échange basé sur la solidarité et la durabilité, se voulant une alternative à la société libérale de marché dans laquelle ils vivent. La première section utilise les travaux de Passy et Monsch (2020) sur la cognition militante pour comprendre l’appropriation du monde politique que font les activistes. La deuxième section mobilise les travaux de Jasper (2006) concernant les dilemmes stratégiques et présente comment les activistes agissent concrètement pour mener une lutte climatique dont une des finalités est de modifier l’architecture sociale de l’économie.

#### **4.1. L’esprit contestataire**

Dans leur travail sur la cognition des activistes, Passy et Monsch (2020) expliquent que le militantisme dévoile un rapport conflictuel avec la sphère politique et un « esprit contestataire » (*contentious mind*), qui ensemble forment l’intentionnalité chez les activistes d’agir contre et au-delà des institutions. Les chercheurs expliquent que l’interprétation que font les activistes des institutions politiques, de la société civile et de la démocratie les porte à s’engager dans des actions protestataires et des groupes militants, plutôt que de participer à la politique à travers des mécanismes institutionnels comme les élections, les partis et le parlement (Passy et Monsch 2020). D’une part, la responsabilité que les activistes attribuent à l’État pour produire du bien commun et la légitimité qui en découle selon ce que réalisent les acteurs étatiques influencent cet esprit contestataire. D’autre part, deux éléments relatifs à la démocratie sociale complètent ce rapport conflictuel aux institutions politiques : la responsabilité de la société civile (dans son ensemble) à se mobiliser pour forcer l’État à remplir son rôle de producteur de bien commun et la conception que les activistes ont de la citoyenneté (se faire représenter ou s’engager). Dans cette section, je mobilise ces outils pour comprendre la marge de manœuvre que se donnent les

activistes climatiques, en tant que mouvement social participant à la politique québécoise et canadienne, pour agir sur la société et l'économie.

J'observe un tel rapport conflictuel aux structures politiques chez les activistes climatiques. Les répondants tendent à considérer les institutions étatiques comme des adversaires et envisagent très peu de possibilités pour changer en profondeur la société à travers celles-ci. C'est ce que Passy et Monsch (2020, 63) décrivent comme un rapport conflictuel à l'État (*conflictual state relatedness*), soit une perception des acteurs étatiques comme manquant à leur responsabilité et étant par conséquent délégitimés en tant que représentants politiques. D'ailleurs, les deux chercheurs retrouvent une même interprétation conflictuelle de l'État chez les activistes écologistes de Greenpeace Suisse (Passy et Monsch 2020, 201). Dans mon cas, le rapport produit par la CEVES pour l'évaluation du projet de gaz naturel GNL Québec par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) illustre cette évaluation conflictuelle de la politique que font les activistes climatiques :

Tant de promesses et de devoirs manqués par le monde politique poussent de nombreux groupes citoyens, dont le nôtre, à revendiquer constamment qu'il n'est plus acceptable de jouer avec la qualité de la vie sur Terre, de notre futur. [...]

Il est terrifiant qu'en 2020, on doive encore se battre contre des projets de cette ampleur. Nous n'avons tout simplement pas l'impression que le gouvernement de la CAQ vit dans le même monde que nous alors qu'il est censé œuvrer pour le bien de sa population. Il serait illusoire de croire que nous allons encore très longtemps conserver une attitude d'enfants de chœur face à nos gouvernements qui s'obstinent à enfoncer les derniers clous de notre cercueil en toute connaissance de cause et contre l'avis général. (CEVES 2020b)

C'est aussi ce que je retrouve dans les entretiens, comme chez cet activiste qui critique les instances gouvernementales :

Les gouvernements pour moi, on dirait qu'on est toujours dans des dynamiques où on les félicite parce qu'ils mettent des plâtres sur des problèmes qu'ils créent eux-mêmes par leur refus de faire ce qu'il faudrait faire pis je pense que c'est particulièrement aigu en environnement donc, je suis quand même très cynique par rapport à ça. (E-3)

Les acteurs étatiques sont autant jugés responsable de la situation climatique que de mettre en place des solutions, et ce que les activistes perçoivent comme un manque d'actions concrètes et d'une ampleur suffisante les motivent à s'engager dans un conflit avec l'État. Passy

et Monsch (2020, 21) nomment cette forme d'action une intervention politique pour la responsabilité de l'État dans la production de bien commun (*intervention for accountability*), ici correspondant à des actions pour lutter contre le réchauffement climatique (et pour la justice climatique) et modifier la société en conséquence. Ainsi, l'engagement militant se justifie chez les activistes, car les acteurs étatiques ne prennent pas les dispositions nécessaires pour réaliser un travail relationnel à grande échelle et orienter la société vers un modèle plus durable et solidaire. Par exemple, cet activiste appelé à réfléchir sur les raisons de son engagement fait état d'un tel rapport conflictuel à la politique :

De voir un peu l'inaction gouvernementale pis de voir à quel point il y avait une sorte de contradiction forte entre la réalité scientifique et les actions posées concrètement par les gens qui sont censés nous diriger. Ça a vraiment créé un espèce de sentiment de faut que je le fasse, de faut vraiment commencer à faire quelque chose. Et avec le temps c'est juste devenu un mode de vie. (E-5)

#### **4.1.1. Deux acteurs politiques qui illustrent le rapport conflictuel aux institutions**

Pour que l'analyse gagne en précision, je mobilise les cas de Steven Guilbeault, ancien militant de Greenpeace devenu ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, et celui de Québec solidaire (QS), parti de gauche représenté à l'Assemblée nationale du Québec depuis 2008 (Dufour 2009). Je me suis servi de ces deux exemples pour faire parler les activistes durant les entretiens sur les institutions fédérales et provinciales et explorer plus en profondeur leur interprétation de l'environnement politique local. Ces exemples permettent aussi de contraster l'héritage militant à l'échelle individuelle pour Steven Guilbeault et comme mouvement pour Québec solidaire, et leur position actuelle dans les institutions étatiques. Dans les deux cas, j'observe que les activistes s'accordent dans leur évaluation du travail politique à l'intérieur des institutions comme étant insuffisant et trop contraignant pour mener la lutte climatique et transformer la société pour répondre à l'urgence climatique.

En évaluant Steven Guilbeault, les activistes font souvent des références à son choix de parti (le Parti libéral du Canada) et le rôle du « système » politique pour catégoriser négativement son action en tant que ministre dont la responsabilité est la lutte climatique. On peut voir dans quelle mesure les activistes viennent délégitimer le ministre avec cet « accueil sarcastique » dans

une « thématique clownesque » que les activistes de la CEVES lui ont réservé au Sommet Climat Montréal le 3 mai 2022 (CEVES 2022b). La figure 4.1 tirée du compte-rendu de l'évènement illustre comment les activistes conçoivent le passage à l'intérieur des institutions d'un militant reconnu pour ses actions de désobéissance civile.

Figure 1. – Photographie de la manifestation au Sommet Climat Montréal, visages floutés par l'auteur, source : CEVES 2022b.



Dans les entretiens, les activistes reviennent souvent sur les contraintes que posent les institutions sur la liberté et l'autonomie de Steven Guilbeault au sein du Cabinet et du Parlement. Son choix de participer à ces institutions fait l'objet de critique précisément en raison de cet espace restreint pour agir avec autonomie sur les questions politiques liées à l'urgence climatique:

Il est pris dans un système politique et il est entouré par plein de gens qui le poussent comme ça. Pis moi ce que je trouve dommage, c'est qu'il ait pas démissionné, ça aurait

pu être un symbole... mais il a décidé de perdre de la crédibilité aux yeux des citoyens, c'est son choix. (E-2)

Et notamment le fait que les institutions étatiques tendent à enfermer le ministre dans les logiques propres à la sphère politique :

Je crois que ce serait une erreur des mouvements grassroot, de la CEVES, XR, ce serait une erreur de considérer ces gens-là comme des ennemis, c'est juste que malheureusement on perçoit au Canada, au Québec, partout que, par exemple Steven Guilbeault aurait pu être un réformiste pertinent. Mais le problème de la plupart des gens qui vont en politique pis qui deviennent dans ces instances de pouvoir, c'est que ces gens-là finissent par penser qu'ils sont la seule solution... Donc ça fait qu'au final ces gens-là deviennent pas des leaders ou des alliés, ça devient des gens qui se font cooptés par le système actuel et qui permettent de justifier que nous on se fasse pas écouter... *on les appelle les activistes corporatifs*. (E-5)

Cette évaluation de Steven Guilbeault est celle que je retrouve chez la majorité des activistes rencontrés, bien que deux répondants aient une opinion un peu plus contrastée. Ceux-ci concèdent qu'il y a de la pertinence et de la cohérence à nommer un ministre responsable de la lutte climatique étant issu du monde militant, mais reconnaissent néanmoins le poids des contraintes institutionnelles qui pèsent sur ce ministre pour agir :

Je me dis que c'est peut-être mieux que ce soit Steven Guilbeault que ce soit une autre personne qui est aucunement sensible et après on voit qu'ya de la misère à tirer la couverture de son bord... Mais je sais pas, on dirait que c'est un peu un pion j'ai l'impression, qu'il a pas grand pouvoir là-dedans, tout le monde le critique dont moi, je me dis, je sais pas si quelqu'un ferait mieux dans sa position. À force d'être influencé par tout le monde, je crois pas qu'il ait un grand pouvoir. (E-9)

Pour ça je donne du crédit à Steven Guilbeault [...] parce qu'au moins il s'est lancé dedans, pis je pense qu'il se rend compte à quel point il est isolé et je pense que ce sera bien qu'il y en ait de plus en plus comme ça s'ils se rendent au conseil des ministres, bah il y a pas juste une voix, mais plusieurs et un rapport de force qui se déclenche ça. (E-10)

En règle générale, le ministre Guilbeault reste délégitimé aux yeux des activistes, malgré son passé de militant écologiste, car il est entré dans la sphère politique institutionnelle en appartenant à un parti éloigné des idées d'écologie sociale et politique. Ce rapport aux partis politiques est notamment mis en lumière par cet activiste à partir d'une discussion sur Steven Guilbeault:

J'ai l'impression que si on veut un vrai gouvernement écologiste, y faut que le parti au complet soit écolo, ce qui est pas le cas du PLC. Pis encore là, je pense que c'est, si un

parti veut vraiment être écolo, il faut qu'il y ait une lutte qui doit être menée parce que même QS, même un QS au pouvoir pourrait pas tout faire, pis contrer une réaction massive des capitalistes en général, de protéger leurs intérêts économiques. (E-8)

Dans ce dernier extrait, l'activiste explique que même un parti-mouvement de gauche, à l'image de Québec solidaire, est confronté à des limites importantes pour mener une lutte climatique qui s'inscrit dans un rapport conflictuel avec l'État et le capitalisme. Québec solidaire est néanmoins le parti politique dont les activistes sont le plus proches, et plusieurs s'impliquent ou se sont impliqués pour le parti, notamment en période électorale (4 répondants sur 10), comme l'explique ce répondant :

Grosso modo, dans la CEVES, au niveau du vote, t'as les gens qui votent QS pis t'as les gens qui votent pas, parce qu'y sont anarchistes, faque c'est comme, c'est les deux possibilités, y'a pas d'autres cas. (E-8)

Mais les activistes tendent à voir dans la forme « parti » et son rôle en tant qu'acteur dans une institution parlementaire des contraintes plus fortes que la volonté de QS de transformer la société :

[...] je pense pas que c'est le parti qui va tout changer là. J'ai beaucoup de misère à croire ça. C'est comme les premiers de quelque chose qui pourrait arriver après tsé. J'ai de la misère à croire que ce soit le parti qui va nous amener à sauver la planète, disons ça comme ça. (E-4)

D'autant que la forme spécifique d'un parti-mouvement et les transformations récentes de la sphère politique québécoise avec le poids que prennent les débats sur l'immigration et l'identité culturelle (Bélanger et al. 2022) sont vus comme des défis propres à Québec solidaire pour véhiculer ses idées de changement social :

L : Tu penses quoi de QS ?

R : Je les aime bien. Je pense qu'ils remplissent leur espace. Alors qu'au fédéral il y a un espace qui est pas vraiment rempli. Alors qu'eux au moins le font de manière à peu près cohérente. Je pense qu'y traversent les défis de la croissance d'un parti politique et d'un parti militant, vis-à-vis de la base la plus radicale. Mais je les plains un peu parce qu'ils sont tiraillés entre la société qui se droitise pis la base qui se radicalise vers la gauche. (E-10)

Par ailleurs, plusieurs répondants ont relaté des expériences de conflits avec Québec solidaire dans leur engagement militant, qui viennent réduire la légitimité qu'ils attribuent au parti. Par exemple, ce militant détaille comment il vit la relation entre son groupe et QS :



J'ai milité avec QS comme au début de mon adolescence, j'étais dans mon asso de circonscription, c'est un parti qui m'a beaucoup intéressé et dans lequel j'ai cru. [...] D'abord, je crois qu'il y a une brèche de confiance parce que, juste la façon dont QS a essayé de récupérer toutes les mobilisations pour lesquelles j'ai ever travaillé de façon genre sans gêne [...] QS qui essaie toujours de se positionner du côté de la vertu, mais qui est jamais capable de prendre de vrais engagements [...] pis QS, je crois que c'est tous les partis progressistes qui sont forcés par ces dynamiques-là, de se positionner par rapport au mainstream au lieu de le faire évoluer dans une direction. (E-3)

Ces conflits entre la sphère de la démocratie institutionnelle et la sphère militante renforcent chez les activistes leur esprit contestataire et leur évaluation négative de l'État comme espace de participation pour transformer la société. Ainsi, les exemples de Québec solidaire et de Steven Guilbeault illustrent le rapport conflictuel aux institutions étatiques des activistes climatiques et comment leur appropriation du monde politique sur le plan cognitif les amène surtout à envisager la sphère extra-institutionnelle comme espace pour y agir. C'est pourquoi la société civile, en tant qu'acteur politique, est évaluée par les activistes comme la forme d'engagement la plus appropriée pour exercer un travail politique (Mérand 2021).

#### **4.1.2. Le militantisme et la société civile**

C'est davantage à travers un engagement politique hors des institutions que les activistes conçoivent leur rôle pour porter dans l'espace public des propositions de changement social. J'observe chez les répondants ce que Passy et Monsch (2020, 23) décrivent comme une conception forte de la citoyenneté politique (*strong citizens*). Celle-ci représente une attitude de vigilance à l'égard des institutions étatiques et des acteurs qui y prennent part. De plus, les chercheurs évoquent le fait de se sentir concerné par une pluralité de biens communs relatifs aux conditions de vie de groupes sociaux divers, comme la défense des personnes migrantes ou les droits de groupes minoritaires auxquels on n'appartient pas. J'associe les activistes rencontrés à une telle conception de la citoyenneté, car ils présentent de multiples affiliations militantes qui débordent largement la question des changements climatiques, pour inclure des causes telles que la lutte contre l'austérité, les luttes LGBTQ+, les luttes autochtones, et participent à des groupes comme Solidarité sans frontières, Amnistie internationale, les YMCA ou les associations étudiantes.

Ce rapport pluriel à la lutte climatique s'inscrit dans leur conception conflictuelle de la politique, qui met l'accent avant tout sur la responsabilité de la société civile à se mobiliser de façon large pour créer du changement social. Par exemple, la campagne *Vire au Vert* de la CEVES, visant à influencer les élections municipales québécoises de 2021, affiche clairement l'objectif de se réapproprier la politique institutionnelle et de favoriser le développement de formes de démocratie participative, plutôt que seulement représentative :

Dès le mois de mars, la CEVES s'est mobilisée au sein de l'opération *Vire au Vert* afin de mettre l'environnement au cœur des élections municipales du 7 novembre 2021, partout au Québec. L'objectif de la CEVES était de mobiliser les jeunes dans la sphère politique municipale, afin que ceux-ci se *réapproprient ce palier crucial dans la transition écologique*. Le pouvoir d'action du municipal dans l'enjeu environnemental et social est évident lorsqu'on regarde ses champs de compétences, notamment le transport, la gestion des matières résiduelles, l'agriculture et l'aménagement du territoire. De surcroît, le municipal est un *palier local, sur lequel les citoyens peuvent avoir un grand impact* et qui permet des initiatives de *démocratie participative* telles que les budgets participatifs. C'est pour ces raisons que la CEVES a décidé de jouer un rôle actif dans la campagne *Vire au Vert*. (CEVES 2021b)

Comme l'expliquent Passy et Monsch (2020), une conception forte de la citoyenneté implique que les activistes voient la politique comme une sphère d'action qui doit être mise en pratique par les citoyens, au lieu d'être l'affaire des acteurs et des représentants étatiques. De façon similaire, c'est à travers la lutte et le conflit social que les activistes rencontrés voient les possibilités de changer, sur le plan politique, le chemin que prend la société :

J'ai l'impression que les changements sociaux c'est souvent, la plupart du temps, le résultat d'une lutte qui vient pas des dirigeants. Parce que c'est rare que les dirigeants qui ont du pouvoir et en retirent des privilèges vont descendre eux-mêmes de leur privilège. (E-9)

Je pense pas, que les changements qu'on a besoin peuvent venir de l'intérieur des institutions, parce que les institutions sont faites pour se reproduire. (E-2)

De plus, j'observe que les activistes priorisent l'échelle de la communauté, spécifiquement l'échelle locale, comme lieu d'exercice idéal de la politique (comme pratique citoyenne) et du militantisme :

Pour moi militer c'est un petit peu plus un processus communautaire, donc je travaille pas seulement dans le cadre de la CEVES pis c'est un truc un peu transversal. (E-3)

Je pense que présentement l'État est ouais, l'acteur politique qui a le pouvoir de changer ça [faire la transition écologique]. Idéalement, ce serait la communauté elle-même, qui se réorganise, genre à l'interne, je crois que la communauté se doit de faire ça. (E-5)

En résumé, sur le plan politique, j'observe que les activistes préfèrent délaissier la sphère étatique pour mettre sur pied des actions à l'extérieur des institutions et en promouvant du changement social dans un combat contre l'État. C'est cette conception de la politique qui marque leurs efforts militants pour produire une forme de travail relationnel, tel qu'analysé au chapitre précédent, qui transforme la société et l'économie. La cognition militante mise en lumière par les outils d'analyse de Passy et Monsch (2020) montre comment les activistes voient dans leur rôle, en tant que mouvement social, un même idéal de double mouvement que décrit Polanyi (1946) pour réencastrier l'économie à partir d'une mobilisation citoyenne. Je retire de cette analyse que chez les activistes climatiques, le travail relationnel, dès lors qu'il vise à transformer à grande échelle l'architecture sociale de l'économie vers un modèle plus solidaire et durable, doit se comprendre à travers leur rapport à la politique et la citoyenneté.

## **4.2. Les dilemmes stratégiques et les tactiques**

Pour préciser mon analyse du rapport à la politique des activistes climatiques, cette deuxième section se penche sur les tactiques et les défis d'ordre pratique de leur militantisme. L'objectif est de tenir compte d'une dimension plus concrète de l'activisme que la seule cognition militante, en analysant les actions et les choix des activistes dans l'organisation de leur lutte pour transformer la société. Mobilisant les apports théoriques de Jasper (2006) sur les stratégies, j'observe trois dilemmes stratégiques dans le mouvement climatique étudiant : un dilemme relié à l'engagement, la mobilisation et les finalités du mouvement social ; un dilemme sur les cibles du mouvement ; et un dilemme sur les logiques d'action militante. Les dilemmes stratégiques font référence aux problèmes et aux compromis que perçoivent les acteurs – ici les activistes climatiques – entre ce qu'ils cherchent à accomplir et l'environnement politique qui se compose de leurs adversaires, leurs alliés, les barrières institutionnelles et les spectateurs ou les témoins du conflit en place (Jasper 2006). Dans le cas présent, les dilemmes identifiés sont liés aux transformations de l'économie que revendiquent les activistes climatiques, comme l'échelle à cibler pour modifier le modèle économique dans le cas de la Banque Royale du Canada (RBC), ou

le vocabulaire à utiliser dans l'espace public pour diffuser de nouvelles idées économiques avec les termes de décroissance et d'anticapitalisme.

Avant de rentrer en détail dans les dilemmes stratégiques, il est nécessaire d'aborder rapidement les tactiques que mobilisent le mouvement climatique étudiant, sa boîte à outils ou son répertoire d'actions militantes (Tilly 1993). Pour ce faire, j'ai recensé les actions répertoriées dans les rapports annuels de la CEVES de 2019 à 2022 (51 actions), ce qui donne un aperçu (bien que non exhaustif) de ce que réalise concrètement la CEVES, groupe central dans ce mouvement.

Le mouvement climatique étudiant est connu depuis 2019 pour ses grandes manifestations\marches pour le climat (DeMoor et al. 2020) et la CEVES reste fidèle à ce mode d'action (23 occurrences). C'est la manifestation qui occupe la place centrale dans les tactiques militantes, et ce malgré les confinements et les mesures sanitaires qui contraignent les rassemblements (par exemple la distanciation sociale). Les cibles principales sont les gouvernements (provincial, fédéral et municipal), la société dans son ensemble, des projets pétroliers et gaziers et les acteurs qui y sont reliés (compagnies pétrolières, banques et fonds d'investissements), ainsi que des événements de grande échelle (COP26, COP15, Black Friday, Somme Climat Montréal). De plus, le groupe agit sous forme d'actions directes, avec l'occupation de bureaux gouvernementaux et d'espaces publics physiques, et sous formes de campagnes de communication sur les médias sociaux (notamment celle contre le projet GNL Québec). Un grand nombre d'actions (16) cible aussi le mouvement en lui-même, pour informer, former, mobiliser, ou construire la structure du mouvement. Ces actions prennent la forme de camps de formation, de congrès, de retraites, d'ateliers et de webinaires. Comme indiqué dans le troisième dilemme sur les logiques d'action, ce sont des actions de portée symbolique que je retrouve le plus souvent dans les tactiques de la CEVES.

#### **4.2.1. Se mobiliser pour agir**

Le poids somme toute important des actions orientées vers l'intérieur du mouvement renvoie à un dilemme de mobilisation et d'action, que je nomme *construire le mouvement versus changer le monde*. Pour élaborer ce dilemme, je combine ceux de « survival versus success » (les compromis entre les succès à court terme et investir pour bâtir une organisation durable) et

« today or tomorrow » (avoir des objectifs immédiats ou une approche de long terme), relié au caractère urgent des changements climatiques (Jasper 2006). Il s'agit de mettre l'accent sur les efforts que doivent consacrer les activistes à l'organisation du mouvement social alors que l'horizon temporel de l'objet de leur lutte (les changements climatiques) est de plus en plus restreint. Ce dilemme de mobilisation et d'action permet de faire sens d'un problème stratégique auquel sont confrontés les activistes climatiques depuis 2020 et d'expliquer le nombre d'actions internes au mouvement.

En 2019, le mouvement climatique étudiant commençait à prendre forme et possédait un « tremendous momentum » (Almeida 2019), mais la pandémie et les restrictions sanitaires ont freiné cet élan et conduit à une démobilisation et une fatigue militante chez les activistes toujours actifs. Les activistes doivent donc reconstruire les capacités organisationnelles du mouvement pour être en mesure de remobiliser et surtout soutenir dans le temps cette mobilisation. Cela alors que l'enjeu même de la mobilisation est un problème de plus en plus urgent (le réchauffement de la planète) et demande des actions pressantes pour en limiter l'ampleur et les conséquences (IPCC 2023). Encore, la pandémie a été un moment d'apprentissage pour les activistes climatiques, notamment en ce qui concerne l'intersectionnalité de leur lutte, l'antiracisme et les luttes autochtones, et ils mènent des efforts pour réorienter la mobilisation pour inclure ces dimensions de justice climatique (Levasseur et Massé, soumis). Précisément, trois éléments m'amènent à analyser un tel dilemme de *construire le mouvement versus changer le monde* : la démobilisation liée à la pandémie, les efforts pour repartir le mouvement, et les tensions reliées à la transformation de la lutte climatique.

En effet, comme mentionné au chapitre 2, au sein de la CEVES, le nombre de militants actifs est passé de 350 en 2019 et une présence sur 29 campus à l'échelle du Québec, à une trentaine de membres en 2022 dans 4 villes de la province (Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières) (CEVES 2019 ; 2022a). La présence de deux « ex » de la CEVES initialement très actifs dans mes répondants illustre cette démobilisation dans le mouvement climatique étudiant. D'autres, toujours membres du groupe, relatent une fatigue militante associée à la pandémie et aux deux dernières années :

Depuis le 23 septembre j'ai pris un petit peu de recul, je me repose. J'ai continué à aller à des rencontres pis toute, mais tsé la CEVES est dans une phase un peu de réorientation. En tout cas, on est un peu, on est dans un limbo depuis la pandémie et c'est un truc qui finit pu de finir et là on veut se brancher dans quelque chose de stable et juste go for it, mais ça prend de la job... c'est ça beaucoup de travail. (E-3)

Mais je pense qu'en effet la pandémie a vraiment baissé la motivation militante. Moi j'ai continué un peu, mais c'est sûr qu'il y a eu une perte de motivation qui s'est sentie au sein des groupes militants. (E-4)

Ce sont notamment les plans bousculés de la CEVES début 2020, en raison de la pandémie, qui causent cette baisse de mobilisation et de motivation. Le groupe avait préparé pendant plusieurs mois une semaine d'évènements de protestation, de mobilisation et de formation en mars 2020, la « Semaine de la transition », qui devait suivre le lancement officiel de la coalition (CEVES 2020b). Celle-ci s'est tenue de manière virtuelle, principalement à travers des ateliers et des webinaires, mais comme l'affirme cet activiste, ce format est moins porteur pour mobiliser: « Il y avait la pandémie, c'est sûr que ça a tué dans l'œuf ce qui allait se préparer pour 2020. Ce qu'on allait chercher dans la participation, on pouvait pas trouver sur zoom » (E-10). Les journées de grèves et de manifestations climatiques que continue d'organiser la CEVES depuis la pandémie connaissent aussi une démobilisation dans le nombre de manifestants, rejoignant environ 15 000 personnes aux évènements de Montréal en 2021 et 2022 (Dussault 2021 ; Blais 2022). C'est donc cette situation qui rend particulièrement prégnant le dilemme *construire le mouvement versus changer le monde*, alors que la crise climatique ne devient pas moins urgente.

Une grande partie des efforts des groupes militants, au premier plan la CEVES, vise donc à reconstruire une force de mobilisation dans les évènements protestataires et à regarnir les rangs des organisations militantes elles-mêmes. C'était d'ailleurs l'objectif affiché de la Manifestation pour la justice climatique du 24 septembre 2021 à Montréal :

Les principaux buts de cet évènement étaient de renforcer le narratif comme quoi la justice sociale doit être au cœur de la lutte pour la justice climatique et de remobiliser les étudiant.e.s qui étaient de retour à l'école en présentiel. (CEVES 2021b)

Lors de la manifestation, plusieurs militants de la CEVES portaient des pancartes invitant à leur poser des questions sur l'activisme, la lutte climatique et les possibilités d'engagement, dans l'objectif de recruter de nouveaux membres et d'encourager la mobilisation. Cependant, comme me l'ont expliqué les deux répondants les plus jeunes et ayant débuté leur engagement pendant

la pandémie, militer dans des groupes relativement démobilisés amène une difficulté supplémentaire :

À la fin de la pandémie j'ai essayé de m'impliquer, mais tous les groupes étaient à moitié morts à cause de la pandémie, pis c'est reparti vraiment lentement pis c'était compliqué. (E-2)

C'est sûr qu'avec la pandémie tous les groupes sont un peu à recommencer, donc là on crée des liens [avec d'autres groupes] petit à petit. (E-9)

Ce qui contraste avec l'expérience de cet activiste de la première heure au sein de la CEVES, qui témoigne de son « impression d'avoir joué avec l'histoire » durant la mobilisation massive de 2019 :

Il va falloir construire un rapport de force militant qu'on avait pré-covid qui était clairement quelque chose de fun, pour l'avoir vécu, t'avais l'impression qu'on pouvait jouer avec l'histoire pis ça c'est vraiment un sentiment de puissance pis c'est, c'est le fun. Pis ça la covid l'a un peu détruit, mais on est en train de le reconstruire pis. Moi je pense que c'est juste une question de temps avant le mouvement écolo [se] relance, parce qu'il a pas le choix de se relancer. C'est comme la crise écologique est tellement massive, t'as beau mettre 3 crises économiques, les gens vont encore stresser par ça, pis y'a tellement d'écoanxiété chez les jeunes, je peux même pas croire que même si beaucoup tombent dans le cynisme, une partie va être comme fuck that shit on a plus rien à perdre, on va se battre. (E-8)

Ce sentiment de puissance, qui transforme l'anxiété en colère, en engagement, et en action, fait probablement partie des causes qui ont porté la croissance rapide d'un groupe comme la CEVES en 2019 et la participation importante à la manifestation du 27 septembre. D'autant que leur travail militant était sous tous les projecteurs en septembre 2019, avec l'arrêt spontané de la société et l'économie québécoise le temps d'une journée (la fermeture de nombreuses grandes entreprises, institutions étatiques, et écoles, dont le Centre de services scolaire de Montréal) et la présence des principales forces politiques du pays (les partis, mais aussi la société civile avec les syndicats et les ONG). Reproduire de telles émotions positives, qui donnent de l'énergie émotionnelle et renforcent la confiance dans l'engagement militant, fait partie des défis associés à la remobilisation du mouvement (Jasper 2018) :

Quand tu crois en quelque chose et que tu perds, tu es motivé à recommencer pis plus fort. Il y a plus d'émotions qui rentrent en jeu. Il y a rien de pire pour un mouvement que la stagnation. Que ce soit une victoire ou une défaite, c'est du positif, parce que ça veut dire que tu as essayé, et tu essayes, tu essayes et tu continues d'agir. Mais en ce

moment dans le mouvement, étudiant surtout, c'est beaucoup de la stagnation et on a peur de perdre, pis on pense pas qu'on peut gagner, donc on essaie rien. (E-5)

C'est à partir de ces efforts de remobilisation que j'interprète le dilemme entre la construction du mouvement et des actions pour changer le monde. Étant moins nombreux et rejoignant moins de participants qu'auparavant, les activistes doivent décider comment investir leur temps pour arriver au changement social qu'ils souhaitent atteindre, tout en remobilisant suffisamment le mouvement pour assurer la longévité de l'action militante. D'autant que les activistes tentent d'inclure une dimension plus sociale et politique à la lutte climatique, ce qui pose la question des bases idéologiques sur lesquelles reconstruire le mouvement après leurs apprentissages durant la pandémie (Levasseur et Massé, soumis).

#### 4.2.1.1. Faire évoluer le mouvement climatique

En effet, il est possible d'observer une transformation au sein des groupes militants avec les thèmes de l'intersectionnalité et de la justice climatique qui occupent une place encore plus grande qu'avant la pandémie. Dans le rapport biennuel de la CEVES publié après la première vague de COVID-19, le groupe fait état d'un tel apprentissage :

Même si ces initiatives n'ont pas été mentionnées à l'intérieur de ce bilan, il reste important de mentionner que beaucoup de travail a également été fait à l'interne afin de rendre nos pratiques et notre milieu plus inclusif, plus intersectionnel et plus sécuritaire pour chacun-es d'entre nous. (CEVES 2020b)

Cela renvoie notamment à deux autres dilemmes de Jasper (2006), le dilemme du changement d'objectifs (*shifting goals*) sur la réinterprétation des finalités d'un mouvement social, avec l'accent mis sur la justice climatique au lieu de simplement le « climat », ainsi que le dilemme de radicalité. Ce dernier représente le fait d'avoir des idées ou de mener des actions qui s'éloignent de ce qui est considéré comme modéré dans une arène de lutte politique, pouvant provoquer un éloignement entre une frange plus « modérée » et une autre plus « radicale<sup>31</sup> » (Jasper 2006). Ces dilemmes sont un défi supplémentaire au problème qu'est la reconstruction du mouvement

---

<sup>31</sup> Dans le cas présent, les termes d'extrême, radical et modéré, peuvent renvoyer aux différentes idées écologistes et les degrés de transformations sociales qu'elles portent (della Porta et Parks 2013). Cela étant, ces termes sont aussi connotés (souvent négativement) dans l'espace public et servent ici seulement à représenter un dilemme stratégique. En parlant de radicalité, par exemple, je ne souhaite pas caractériser les groupes étudiés et les activistes rencontrés, mais plutôt montrer un défi spécifique auquel ils sont confrontés.



dans un contexte d'urgence climatique. Les activistes rencontrés sont par ailleurs conscients des compromis qu'implique une réorientation de la lutte climatique vers un discours qui porte sur l'interrelation des luttes sociales en même temps que sur la crise climatique :

Je pense que la CEVES essaie plus de se diriger vers une méthode de militantisme qui est plus radicale, mais sans non plus perdre de l'essence que c'est un groupe qui veut réunir pis pas juste un groupe qui a juste une cellule militante radicale. (E-4)

L'intersectionnalité c'est un fait, c'est un concept réel, mais c'est [aussi] un choix politique, c'est un choix d'utiliser cette lunette pour faire passer notre message. Et un des désavantages de l'intersectionnalité c'est qu'à la base ça peut créer de la division au début, de voir chaque lutte comme étant à la fois liées et séparées. (E-5)

Le dilemme *construire le mouvement ou changer le monde* vient justement du fait qu'il peut y avoir des contrecoups sur le plan de la mobilisation, le recrutement et la collaboration avec d'autres groupes lorsque la lutte porte sur le climat *et* la justice climatique et sociale, comme l'exprime cet activiste qui travaille plutôt sur l'union au sein du mouvement :

Tsé on a tendance à avoir des chicanes, mais j'essaie beaucoup d'axer mon énergie dans comme tisser des liens entre les groupes, même si on s'entend pas sur plein d'affaires, travailler ensemble c'est super important. Donc en tout cas, c'est un peu là-dedans que je mets mon espoir, je sais pas trop. (E-6)

Changer l'orientation de la lutte climatique en misant sur la justice sociale demande aussi des efforts et du temps supplémentaire consacrés à la construction du mouvement social, ajoutant au travail de mobilisation que doivent fournir les activistes. Ce travail est cependant mis en balance par les activistes avec les efforts pour changer l'interprétation de la lutte climatique dans l'espace public :

Il y a plein de luttes à mener à l'intérieur des mouvements tout le temps, mais faut pas que ça nous distraie des luttes qu'on a à mener en tant que mouvement dans la société. (E-3)

Donc ya des moments où j'avais l'impression qu'au lieu de changer le monde, on était vraiment dans une autre échelle où c'est plus des luttes internes, c'est le mouvement qui faut changer et on perd la focale sur l'objectif ultime. (E-10)

Ainsi, ce qui fait ce dilemme stratégique est la mise en commun des trois défis que sont la démobilisation, les tentatives de remobilisation et la réorientation du mouvement, dilemme qui se tient dans un contexte d'urgence et de contraction temporelle, tel qu'expliqué au chapitre précédent. Pour arriver aux transformations sociales que souhaitent les activistes, il leur faut

notamment résoudre ces défis de façon à créer un mouvement social fort<sup>32</sup> et de grande envergure pour revendiquer des changements culturels et des actions pour la justice climatique.

#### 4.2.2. L'échelle des actions

Au-delà de la mobilisation, l'action militante en elle-même est l'objet de deux dilemmes stratégiques chez les activistes rencontrés, un sur l'échelle des actions et un deuxième sur les logiques d'action, analysé dans la section suivante. Concernant l'échelle des actions, je fais référence à la différence entre une protestation qui se tient à l'échelle locale et individuelle, sociétale et structurelle, ou globale (Dufour 2021). Par exemple, mon guide d'entretien contenait des questions sur la consommation comme mode d'action politique. Je questionnais notamment les activistes sur leur évaluation de l'efficacité et la pertinence d'un tel mode d'action à l'échelle individuelle. Cependant, mon guide d'entretien ne comportait pas de questions sur des actions de nature pré-figurative ou des formes de participation politique informelle comme le jardinage urbain ou l'habitation collective, visant à transformer son environnement immédiat (Bherer, Dufour et Montambeault 2023). Par la suite, d'autres questions qui portaient sur le secteur industriel et énergétique (pétrolier et gazier dans ce cas, en référence à l'économie canadienne) visaient à comparer l'échelle individuelle de la consommation avec des actions de portée plus large. En règle générale, les discussions avec mes enquêtés portaient sur la participation politique à l'échelle sociétale, ce qui se reflète dans leur position dans le dilemme d'échelle analysé ici. Celui-ci se présente comme un problème stratégique auquel les activistes sont confrontés et qui se définit par la priorisation entre les différentes échelles possibles pour mener des actions militantes leur permettant d'atteindre leurs objectifs de changement social. Les questions que pose le dilemme sont notamment : Où agir ? Comment agir ? Qui ou quoi cibler ?

---

<sup>32</sup> Alors que je rédigeais ce mémoire, de nouvelles initiatives étaient mises en œuvre par la CEVES et d'autres groupes écologistes étudiants (et de campus) pour construire un tel mouvement social. Par exemple, le projet ÉcoloGGI menant à deux assemblées générales « populaires » à l'hiver 2023 cherche à rassembler des étudiants (et leurs associations) autour du principe d'une grève générale illimitée portant sur le climat et la justice climatique. Dans le même temps, la fondation d'une nouvelle fédération étudiante nationale (la CRUES, voir p. 68), dont la justice climatique et sociale est un des thèmes forts, participe aussi à ces efforts pour mobiliser largement les étudiants autour de l'écologie (bien que la première année de la CRUES soit consacrée à la précarité étudiante et la salarisation des stages). Ces initiatives font partie des réponses qu'apportent les associations étudiantes et les groupes écologistes étudiants aux défis de démobilité-remobilisation-transformation du mouvement étudiant et climatique dans une période de reconstruction des capacités d'action militante.

Ainsi, de manière générale les activistes adoptent un mode de consommation qui concorde avec leurs idées militantes et écologistes, avec des biens de seconde main, la récupération, une critique de la surconsommation et le refus d'acheter ce qui est produit ou vendu par des multinationales (comme Amazon ou les compagnies de *fast fashion*). Néanmoins, les actions individuelles comme la consommation sont évaluées négativement en tant que moyen d'arriver au changement social souhaité – ce n'est pas l'échelle de protestation privilégiée par les activistes. Cela s'explique notamment par les discours sur la responsabilité individuelle qui circulent dans l'espace public et qui sont source de critique chez les activistes :

Honnêtement avant de militer très activement, je faisais plus attention à ce que j'achetais et je pense qu'il y a une certaine *écoeurantite* de ce narratif de l'action individuelle, qui est culpabilisant, sert à rien [...] tsé à moment donné je vais pas me casser le bécycle pour acheter de la pâte à dent en vrac. (E-3)

Mais avec le temps c'est quasiment un *statement* de dire comme honnêtement c'est pas grave si moi je fume individuellement, on est d'accord que c'est pas les actions individuelles qui vont permettre de changer les choses, donc ça permet de passer par-dessus le principe de tu dois être une personne parfaite pour militer pour l'environnement parce que c'est quelque chose qui a été invité par l'industrie capitaliste pour décrédibiliser les activistes environnementaux. (E-5)

De plus, les activistes dénoncent l'utilisation de tels discours par des acteurs, surtout corporatifs, dans l'objectif d'avancer leurs propres intérêts et de se soustraire aux efforts nécessaires pour réduire leur empreinte écologiste. C'est pourquoi cet autre activiste évalue la consommation en la comparant avec l'impact écologique des grands projets pétroliers au Canada. « Pis même que je me dis plus, ma compréhension de comme, je me dis que, acheter des trucs emballés versus faire passer des pipelines sur des territoires non cédés... » (E-6). Devant l'échelle globale et systémique des changements climatiques, les actions protestataires à l'échelle individuelle sont perçues comme insuffisantes pour amener des changements concrets. Par ailleurs, le seul moment où les activistes voient dans la consommation un moteur de changement social, c'est lorsque son ampleur devient structurelle et que les modes de transformation se transforment en profondeur :

C'est pas juste un problème de consommation individuel. C'est un système qui se maintient en vie par lui-même. En fait je te dirais, genre, hypothétiquement oui, si tout le monde se met à devenir décroissant pis achète pu rien et travaille 15 heures de

moins, oui ça va changer les choses. Mais ça arrivera jamais, parce que les gens le feront juste pas. (E-2)

Ce dernier activiste demeure cependant sceptique qu'une telle transformation structurelle des modes de consommation se réalise, réduisant sa confiance en cette échelle d'action (individuelle).

Les activistes préfèrent donc prioriser des actions à l'échelle sociétale-structurelle. À cette échelle, toutefois, ils sont confrontés à un dilemme de « *players versus prize* », décrit par Jasper (2006, 149) comme les compromis entre cibler des acteurs dans une arène de lutte politique ou obtenir des gains en se souciant peu des acteurs qui octroient ces gains (*win against a particular player or win a particular game*). Il s'agit d'un dilemme dans la mesure où les activistes ne peuvent pas transformer eux-mêmes les structures économiques et politiques – en tant que jeunes qui se mobilisent, ils se trouvent dans une position subalterne dans l'espace politique (Bowman 2020). Les activistes doivent s'efforcer d'agir sur les structures à travers d'autres acteurs qui occupent des positions de pouvoir à l'intérieur des institutions étatiques ou corporatives, notamment en influençant les schémas interprétatifs de ces acteurs (voir Bosi et al. 2016). Ainsi, les activistes font face encore une fois à un problème de priorisation stratégique dans l'échelle où agir (ici l'échelle des cibles des actions protestataires) pour produire du changement au niveau sociétal.

Par exemple, Steven Guilbeault, qui fait la cible de plusieurs actions menées par le mouvement climatique étudiant, est un « joueur » auquel les activistes s'attaquent dans l'arène politique fédérale au Canada. Certaines personnes rencontrées ont milité activement lors des élections fédérales de 2021 pour une candidature concurrente dans sa circonscription, celle de Nimâ Machouf du NPD, pour s'attaquer à sa base électorale et de lui mettre une pression supplémentaire (E-10). Mais cette cible, bien que plus accessible (un député montréalais, ancien militant écologiste, ministre), présente aussi des limites dans l'obtention de gains concrets dans la lutte climatique et sociale, limites par rapport auxquelles les activistes font preuve de réflexivité :

Mais ouais pour revenir à Steven Guilbeault je le comprends pas trop. Pis quand je chiale sur lui j'ai l'impression de tomber dans le piège un peu. Parce que ça devient notre bouc émissaire pis juste pas se concentrer sur tout le reste du PLC qui est pire. (E-6)

En réfléchissant aux changements sociaux souhaités, les activistes naviguent ce dilemme stratégique des joueurs et des prix, ne se contentent pas d'agir seulement sur des joueurs importants sur le plan politique. Au contraire, en souhaitant s'attaquer au « système » capitaliste et à la société de marché en tant que telle, leurs cibles dépassent les institutions étatiques et ses joueurs individuels occupant des positions de pouvoir, pour inclure des logiques économiques structurelles, comme les banques et le financement des industries polluantes. En particulier, cet activiste explique pourquoi le mouvement tend à se positionner davantage du côté des « prix » que des « joueurs » individuels :

Toujours lutter contre de nouveaux projets gaziers pétroliers industriels destructeurs, au final on est toujours dans une dynamique où on est en réaction en quelque sorte et c'est des très grandes luttes qui dépassent ces projets-là eux-mêmes, mais reste que d'un point de vue matériel concret, c'est des luttes pour le statu quo parce qu'on veut pas que les choses empirent [...] Pis aussi c'est de constater que ces projets-là arrêtent pas de se multiplier à un rythme effarant pis on peut pas avoir une mobilisation suffisante pour s'attaquer à chacun d'entre eux individuellement, donc c'est aller un peu à la racine. (E-3)

La campagne contre la banque RBC illustre cette échelle structurelle. Bien que la cible soit individuelle (une banque), les affiches et messages diffusés sur les médias sociaux de la campagne font surtout référence à l'ensemble du secteur bancaire et à sa proximité avec le secteur des énergies fossiles au Canada. Comme l'avance cet activisme, l'objectif de la campagne est de s'attaquer à une structure économique, celle du financement de l'exploitation du pétrole au Canada :

C'est la 5<sup>e</sup> pire au monde et la pire au Canada en termes d'investissement pétrolier et il y a cette optique que si RBC change d'avis, si RBC fini par se désinvestir, l'effet domino, on espère pourrait permettre que les autres banques suivent le pas de ce géant canadien. (E-5)

Ce même activiste a d'ailleurs participé à une action lors de l'assemblée générale de RBC, en utilisant ce que Fligstein (2001) nomme le « shareholder value conception of firm », c'est-à-dire une conception des entreprises comme des organisations qui doivent avant tout maximiser la valeur produite pour les actionnaires (qui s'oppose à une conception manufacturière des entreprises). Les activistes de la campagne contre RBC ont mobilisé un mécanisme institutionnel (*proxy voting*) par lequel un actionnaire peut céder sa place lors d'une assemblée générale à une

personne qui agira en tant que représentant pour voter et poser des questions. Ainsi, les activistes ont tenté de recruter des investisseurs (avec succès) pour prendre leur place et participer à l'assemblée générale, mais la direction de la banque a modifié le format la journée même vers le virtuel, les empêchant de participer, car :

[...] du drama dans l'argent c'est quelque chose que les gens ne veulent pas et en tant qu'investisseur tu veux pas qu'il y a des problèmes et nous on représente un problème de plus en plus grand pour RBC. (E-5)

Pour résumer, les activistes naviguent entre différentes échelles d'action protestataire et de cibles pour orienter leur lutte politique, dont la priorisation se révèle être un problème stratégique important pour achever leurs objectifs de transformation sociale. Vouloir changer la société à une échelle structurelle (ce que j'ai décrit comme l'architecture sociale de l'économie dans le chapitre précédent) implique donc de réfléchir à ces dilemmes d'échelles dans l'organisation de leurs actions. Cette priorisation est stratégiquement conséquente, car les activistes cherchent à transformer la société dans son ensemble, les lignes directrices de la société de marché, les rapports affectifs et les modèles normatifs d'échange, malgré le fait qu'ils occupent une position subalterne dans l'espace politique qui encadre l'économie (Bowman 2020). C'est pourquoi ils priorisent l'échelle structurelle d'action (au lieu de la consommation au niveau individuel) et ciblent Steven Guilbeault, responsable politique dans le gouvernement fédéral au Canada. Mais c'est surtout pourquoi ils s'attaquent directement à des logiques structurelles, dont RBC est représentative en tant que première banque canadienne et que plusieurs de leurs discours ciblent « le capital ». Cela étant, par quels moyens les activistes s'efforcent-ils de protester à l'échelle sociétale ?

### **4.2.3. Les logiques d'action**

Le troisième dilemme stratégique (Jasper 2006) auquel sont confrontés les activistes climatiques porte sur la logique d'action de leur militantisme. Ici, les activistes doivent choisir quelles formes de contestation ils décident de poursuivre, par exemple entre une logique de dommage matériel ou des logiques de nature plus symbolique comme la diffusion d'idées dans l'espace public ou des attaques sur la réputation de leurs cibles et adversaires (Jasper et al. 2018 ; sur les logiques d'action voir della Porta et Diani 2020, pp. 168-181). La prépondérance de la manifestation

comme mode d'action dans le mouvement climatique étudiant témoigne d'un penchant des groupes qui s'y rattachent à une logique d'action plus symbolique et l'analyse qui suit confirme ce résultat<sup>33</sup>. J'ai indiqué au chapitre précédent que les activistes tentent de transformer *les liens qui nous unissent* à travers l'économie, les significations qui font tenir ensemble une communauté imaginée d'échange. Dans cette section, j'explore comment les activistes font sens de leurs actions en fonction de la forte teneur symbolique de ce qu'ils cherchent à accomplir.

Dans les rapports de la CEVES, le groupe mise principalement sur l'éducation populaire, la communication publique et des actions qui acquièrent de la saillance médiatique pour agir sur les manières de penser et d'agir. Ces modes d'action sont d'ailleurs inscrits dans les buts à long terme que le groupe a adoptés lors d'un congrès en 2021 :

Faire de l'éducation populaire, former des nouveaux membres, faire des événements de rassemblement, avoir une variété d'actions possibles; Changer le discours public sur la lutte pour la justice climatique et le rendre plus intersectionnel, plus radical<sup>34</sup>. (CEVES 2021b)

De plus, la médiatisation est un indicateur du succès des actions menées par les activistes dans les rapports annuels, notamment le nombre de publications journalistiques qui découlent d'un événement de protestation. Par ailleurs, à la formation du groupe, en 2019, la CEVES comptait une dizaine de porte-paroles et un comité de communication très bien organisé pour s'assurer une présence dans tous les médias lors des manifestations climatiques (E-7). On voit dans le premier rapport du groupe comment la communication s'articule à ses objectifs militants :

À force d'actions dynamiques et créatives, *grâce aux grandes habiletés communicationnelles des membres*, mais surtout de la motivation et de la détermination des jeunes, nous marchons sur les traces des luttes étudiantes, écologistes et sociales, faisant de la lutte aux changements climatiques une lutte politique pour que la dignité de la vie, que la collaboration avec les peuples autochtones et que *la réappropriation de nos sociétés* deviennent les racines et la sève des civilisations de demain. (CEVES 2019)

---

<sup>33</sup> Bien qu'une logique de dommage matériel s'observe aussi au sein du mouvement climatique à Montréal, avec l'occupation récemment d'un terminal pétrolier dans le port de Montréal à l'automne 2022 (Belzile 2022).

<sup>34</sup> Ces buts se superposent avec les suivants : « Faire de la perturbation économique par des actions directes de désobéissance civile » pour « affaiblir directement le pouvoir de l'État et des entreprises » (CEVES 2021b). Toutefois, dans l'ensemble, c'est la logique d'action symbolique et les actions de nature communicationnelle qui prédominent dans les rapports annuels.

Dès le début, le mouvement climatique étudiant tend donc à adopter une logique d'action symbolique qui mise sur la communication et l'« effet éducatif » des manifestations (CEVES 2020b) pour produire du changement culturel. En termes d'actions plus concrètes, la campagne contre le projet GNL Québec et le guide qu'a créé la CEVES pour le milieu militant illustre cette logique d'action :

Prenez des photos de vos affiches après les avoir posées. Variez les angles de prise de vue. Et tentez de prendre des photos où l'on voit que vous affichez sur et autour d'un bureau de député.e. Notre présence, nos photos souvenirs et nos publications sur les réseaux sociaux en taguant les député.es et le Premier ministre suffisent à déclencher la réaction que nous souhaitons et à faire passer notre message. [...] À noter que Twitter est le réseau social le plus efficace en matière de visibilité auprès des figures politiques! (CEVES 2020a)

Tout comme la manifestation climatique mondiale du 25 mars 2022, à laquelle les activistes innovent par rapport à des marches à travers Montréal et transforment la manifestation en :

une action éducative en solidarité avec les Premiers Peuples. Cette action visait à offrir aux participant.es une grande classe en plein air, au pied du Mont-Royal, près du monument à Georges Étienne-Cartier, sur les luttes autochtones locales, la décolonisation et les souverainetés autochtones. (CEVES 2022a)

Ces extraits montrent que la CEVES priorise l'organisation d'évènements et d'actions qui agissent symboliquement sur la société, en diffusant des cadres d'interprétation alternatifs, des savoirs, des idées, et en mettant de l'avant le témoignage des populations les plus vulnérables face aux changements climatiques (une logique de *bear witness*, della Porta et Diani 2020).

L'importance des actions symboliques et de la communication pour mener la lutte climatique s'observe aussi chez les activistes rencontrés, dont plusieurs ne militent pas dans la CEVES. Par exemple, ces deux activistes font référence aux médias comme critère d'évaluation du succès des actions militantes :

Des fois c'est démoralisant de mettre autant d'énergie dans des actions pis finalement ça a aucune visibilité dans les médias des fois y'a pas assez de monde, pas assez de poids, mais des fois on voit les mentalités qui changent à l'intérieur de nos milieux pis ça c'est quand même satisfaisant. (E-9)

Parler de banques et d'investissements c'est pas le truc qui fait vendre de la pub et des journaux, c'est super intéressant à analyser tout ça, des fois les médias publient des articles par conscience sociale je pense, conscience environnementale et tout ça, mais ça a pas l'écho de vandaliser un Van Gogh dans un musée. (E-8)



Dans ce premier extrait, l'effort de mobilisation et d'engagement est mis en relation avec la répercussion médiatique et le nombre de personnes touchées par les actions militantes, alors que dans le deuxième, l'activiste explique que les thèmes et les structures qu'ils voudraient mettre en lumière (comme le définancement) n'obtiennent pas autant de couverture médiatique que des actions s'attaquant à des œuvres pourvues d'un grand capital de visibilité (Heinich 2012). D'ailleurs, la campagne contre RBC s'inscrit dans cette logique d'action symbolique en utilisant des stratégies de « naming and shaming » et la réputation des entreprises comme ressources de mobilisation (King 2016) :

On sait la valeur qu'a une image de marque aujourd'hui, là c'est extrêmement important, il y a plein de gens qui travaillent en marketing sur l'image de la marque pour qu'elle soit plus belle et attire des clients. Donc en s'attaquant à ça, ce qui est quand même relativement fragile, on essaie de faire pression sur ces grandes banques pour qu'elles désinvestissent des énergies fossiles. (E-2)

Pour les activistes, ces stratégies sont particulièrement efficaces (et c'est aussi l'argument de King 2016 dans sa revue de l'activisme anti-corporatif), car elles transforment comment les acteurs corporatifs sont amenés à se comporter et à en rendre compte pour conserver une image positive :

Mettons le discours écologiste est rentré dans la bonne conscience, ça fait en sorte que maintenant pour une entreprise, tu peux pas dire que tu t'en caliss à fond, en tout cas pas publiquement. Donc faut au moins que tu dises que tu fais un effort, quitte à dire après que ça a pas fonctionné. Mais on dirait que ce qui a pu gagner par le mouvement écologiste c'est que tu peux vraiment dire que tu t'en caliss à fond [...] il faut au moins que tu aies une apparence, même si ça crée des oxymores comme croissance durable, ou je sais pas. (E-7)

Mais la logique d'action symbolique demeure un dilemme stratégique, dans la mesure où cela vient avec ses propres limites, comme le reconnaît cet activiste :

C'est un peu une règle de base du militantisme que tu peux pas t'attendre à une réponse concrète à une action symbolique comme, si tu fais un beau speech, tu peux pas attendre une réponse concrète. Si tu veux une réponse concrète, il faut une action concrète, ça a toujours été ça pis les manifs c'est une action symbolique, genre c'est pas un moyen de pression. (E-5)

Il n'empêche que les entretiens révèlent que les activistes sont généralement favorables à cette logique d'action symbolique, davantage que celle des dommages matériels qui porte le risque du dilemme du radicalisme décrit plus haut (Jasper 2006).

Toutefois, le fait de mettre l'accent sur le symbolisme, l'éducation populaire et la communication comporte aussi des dilemmes propres, comme le dilemme d'articulation, soit la manière de formuler ses objectifs pour rallier des participants et obtenir des gains et des concessions de la part des adversaires (Jasper 2006, 78). Il s'agit d'un problème stratégique sur la façon de nommer et représenter sa lutte sociale dans l'espace public. Le dilemme d'articulation pose comme problème aux activistes la manière de représenter le « travail relationnel » qu'ils cherchent à promouvoir, les transformations sociales qu'ils souhaitent voir se réaliser. Les activistes rencontrés font preuve de réflexivité concernant ce dilemme, comme l'explique ce répondant :

C'est plus comment servir des objectifs précis en choisissant certains mots, mais ça aussi ça fait partir de la lutte à mon avis, c'est pas censé être quelque chose de facile, quelque chose dont on se remet pas en cause, qu'on essaie pas d'être réflexif, comment qu'on se présente, c'est un exercice très inconfortable. (E-10)

Deux termes en particulier sur lesquels j'ai questionné les activistes illustrent comment ils naviguent à travers le dilemme d'articulation, l'anticapitalisme et la décroissance. Ces termes servent à représenter le changement social pour lequel ils se mobilisent, mais sont aussi fortement connotés dans l'espace public. Par exemple ces répondants font état des émotions rattachées au terme d'anticapitalisme et à ses conflits d'interprétation dans la sphère publique :

C'est ça le terme anticapitaliste c'est un terme qui fait peur à beaucoup de monde. Pour une raison que à la fois je comprends à la fois à la fois m'échappe. (E-5)

Même quand on le dit des fois on va se sentir, c'est comme si ça sortait mal de nos bouches, alors que c'est, y faut au contraire, clairement le montrer. Et aussi que l'anticapitalisme arrête d'être vu comme quelque chose, ah c'est juste les black blocs en noir qui vont aller revendiquer ça un premier mai là. Tsé c'est juste... il y a plein de gens qui travaillent contre le capitalisme, c'est juste que le mot est pas beaucoup répandu. Pis même les partisans de la décroissance vont dire décroissance pour pas dire anticapitalisme. (E-7)

La stratégie pour répondre au dilemme d'articulation sur ce terme spécifique est souvent l'évitement, en utilisant d'autres termes comme la décroissance dans l'extrait précédent, ou tout simplement en choisissant de ne pas l'intégrer aux messages portés par les groupes militants :

C'est un trigger warning. Dans nos formations de communication on essaie d'éviter de parler de ça. C'est ce que je disais, culturellement on est pas prêt à ce genre de constat là, parce que les gens sont pas assez éduqués sur ces questions. (E-2)

Ben on le dit non... on veut pas faire peur aux gens, tsé on veut pas écrire ça dans notre description dans l'agenda scolaire parce que si quelqu'un arrive du secondaire... On veut juste comme dialoguer, pis amener que genre ah ben c'est pas la meilleure chose le capitalisme, qu'est-ce que vous en pensez ? D'essayer de pousser, de donner, de prêter du contenu, ah ben tu peux lire ça. (E-9)

Bien que le choix d'utiliser ou non le terme d'anticapitalisme pour représenter la lutte que mène le mouvement climatique étudiant est source de conflit avec les groupes moins portés vers l'écologie sociale et politique dans le mouvement environnemental, ou même au sein d'un groupe plus proche du cadre radical-transformateur (della Porta et Parks 2013) comme Extinction Rebellion:

Ça devrait être la base de l'activisme écologique, juste dire que le capitalisme ça fonctionne pas, ça devrait être le discours dominant au sein des mouvements écologistes en tout cas, ce qui, j'ai l'impression monte depuis quelques années aussi, les groupes écologistes commencent à comprendre, même s'ils osent pas le dire encore publiquement, parce que ça va créer un scandale. (E-8)

Donc c'était des conflits même dans un groupe qui est vraiment plus radical [Extinction Rebellion] et qui fait vraiment pas l'unanimité dans ses moyens d'action, mais en même temps il y avait ce désir-là séduire le public. (E-6)

Mais malgré les désaccords qu'ils suscitent, les termes de décroissance et d'anticapitalisme sont généralement perçus comme pertinents par les activistes pour mener une lutte climatique qui s'inscrit dans une logique d'action symbolique, comme l'affirme cet activiste :

Mais je pense que c'est important de mettre sur la table justement des alternatives économiques au capitalisme. La décroissance en soi c'est peut-être pas la solution, mais si on peut mettre ça de l'avant, [...] ça a de la valeur et l'importance d'être une alternative crédible ou semi-crédible dépendant, à un système qui clairement ne l'est pas crédible. Donc tant qu'on est capable de mettre une alternative à ce système-là, je crois que c'est une victoire en termes de mentalité et de communauté. (E-5)

Le dilemme d'articulation est donc central à l'orientation que prend le mouvement climatique étudiant, et le résoudre demande de peser les risques que certains termes présentent pour la mobilisation et la diffusion des idées militantes.

De façon similaire, l'image publique des groupes et du mouvement se présente comme un défi pour la logique d'action symbolique adoptée. Il s'agit notamment de construire son apparence et sa réputation dans l'espace public en tant qu'acteur politique crédible et compétent, ce que Jasper nomme le dilemme de la sincérité (2006, 101). Spécifiquement dans le

cas de l'économie, l'école de la performativité de Michel Callon (1998) nous enseigne que la science économique – et tous les « professionnels du marché » (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000) – occupe une place décisive dans la construction de la société de marché. Les idées, modèles théoriques, outils d'analyse et technologies pour calculer et mesurer de la science économique et des sciences de l'administration produisent un arrière-plan symbolique qui fait figure d'autorité pour énoncer comment devrait fonctionner l'économie à grande échelle (Fourcade 2009 ; Fligstein et al. 2017 ; Muniesa et Callon 2013). Le dilemme de crédibilité et de compétence auquel font face les activistes se comprend face à cette performativité des disciplines économiques, notamment sur des thèmes qui font référence directement à la macroéconomie et à la production industrielle comme la transition (énergétique ou écologique). Les répondants sont d'ailleurs conscients d'un tel défi dans la sphère médiatique lorsqu'ils font la promotion de leur lutte et des transformations sociales qu'elle porte :

Il faut qu'on bâtit nos connaissances, surtout je le vois dans les médias par exemple l'argument d'autorité qu'est l'économie, bah on sait pas y répondre très bien, donc ça nous aiderait encore plus à être crédible aux yeux du public. (E-10)

Mais par rapport un peu à des technicalités comme ça [les tarifications du carbone ou les cibles 2030 et 2050 pour devenir carboneutre], moi pis beaucoup de monde dans la CEVES on se sent un peu perdus, pis en même temps on veut pas juste dire fuck toute pis comme on va toute brûler, pis genre, ça peut pas être ça, pis on peut pas tout simplifier comme ça. (E-6)

La position qu'adoptent les activistes pour gérer ce dilemme d'image publique est de miser sur les conséquences sociales de l'économie dans son état actuel, plutôt que de combattre les idées, modèles et outils des disciplines « performatives » :

Les solutions économiques et tout je sais pas, en tant que personne militante je sais pas si c'est mon rôle de les amener, déjà que je suis moins à l'aise avec ça. Mais comment les personnes sont affectées par ça, et les changements comme nos modes de décision démocratique et tout. Les perspectives plus marginales et comment les gens sont touchés et aussi l'aspect, ben genre même si c'est pas directement lié, si c'est un enjeu de l'itinérance, c'est pas directement lié à la crise climatique. (E-6)

Sur le plan politique exactement ce qu'il faudrait faire, je sais pas tsé, je pense pas avoir les compétences pour le dire, mais j'ai les compétences pour le dire et militer et dire qu'il faut faire de quoi, ça j'en suis sûr, mais après qu'est-ce qu'on fait, ça il faudrait des gens... (E-2)

Ainsi, il s'agit pour les activistes de proposer un imaginaire social alternatif et pas seulement des solutions pratiques crédibles ou un programme de politiques publiques, comme l'avance cet activiste :

Pis je pense qu'on a tellement un mépris pour l'utopie dans la culture occidentale, qu'aspirer à mieux c'est hyper stigmatisé c'est vu comme étant hyper fleur bleue et dans beaucoup de cas ce l'est. Mais de l'autre, si on se le permet pas ça va jamais être réaliste non plus. (E-2)

Cela étant, comme évoqué avec le dilemme *players versus prize* dans la section sur l'échelle des actions, avoir des gains considérés comme insatisfaisants peut amener les activistes à transformer leur lutte (par exemple un changement d'échelle) et les finalités à teneur symbolique du mouvement climatique étudiant n'échappent pas à cela, comme le suggère cet activiste à propos d'une action de désobéissance civile :

C'est efficace sur le plan matériel, mais on en a à peine parlé dans les médias pis on est vite passés à autre chose. Pis j'ai vraiment l'impression qu'on tape sur un gros bloc en métal avec des petits marteaux et qu'il va vraiment falloir déranger pour vrai pour que ça change [...] Je pense qu'il faut renouveler nos répertoires d'action et faire d'autres types d'actions qui sont, auxquelles le gouvernement ou les institutions sont pas prêts. (E-2)

Une évolution des tactiques, des stratégies et des modes d'action est ainsi envisagée pour contrer les limites inhérentes à la logique symbolique d'action qui marque le mouvement.

Pour résumé, les dilemmes construire le mouvement versus changer le monde, l'échelle des actions et des cibles, et celui lié aux actions symboliques-communicationnelles représentent des problèmes stratégiques auxquels doivent répondre les activistes pour organiser leur lutte politique. Ces dilemmes montrent comment se construit concrètement la contestation politique (à l'échelle d'un mouvement social) sur des enjeux profondément reliés aux conflits sur l'organisation politique de l'économie. En ce sens, les dilemmes apportent une précision supplémentaire à l'analyse de la cognition militante (Passy et Monsch 2020) et permettent de complexifier le rapport des activistes, à travers leur lutte climatique, à l'environnement politique et aux institutions qui encastrent l'économie (Polanyi 1946). Étudier ces dilemmes à partir d'entretiens ne me permet pas d'évaluer les résultats des positions stratégiques qu'adoptent les activistes – remobiliser tout en transformant le message central, cibler l'échelle structurelle et

utiliser une logique symbolique d'action – mais plutôt d'approfondir comment ils cherchent à transformer la société. D'autant qu'évaluer les « conséquences culturelles » des mouvements sociaux est une tâche particulièrement complexe, voire problématique d'un point de vue causal selon certains chercheurs (Amenta et Polletta 2019 ; Giugni 2008). Ainsi, pour exercer un travail relationnel et mettre de l'avant les transformations culturelles à l'échelle des communautés imaginées que j'ai analysées au chapitre précédent, nous avons vu dans ce chapitre que les activistes doivent résoudre et relever certains défis stratégiques pour être en mesure d'agir politiquement sur la société et l'économie.

## Conclusion

Comment l'étude de la cognition politique, avec le rapport conflictuel aux institutions et les dilemmes stratégiques des activistes, aide-t-elle à comprendre le travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées ? Les travaux sur l'encastrement institutionnel insistent sur les dynamiques de construction\contestation de l'économie à partir des conflits à l'intérieur des institutions étatiques et mon analyse montre comment un mouvement social participe à ces conflits avec sa posture combative à l'égard de l'État (Polanyi 1946 ; Bandelj 2008 ; della Porta 2017). Ainsi, regarder les transformations sociales souhaitées par les activistes à travers le spectre de leur rapport au pouvoir, aux institutions et à l'environnement politique de manière générale permet de préciser comment ils exercent un « travail politique » (Mérand 2021) par lequel ils revendiquent une communauté d'échange plus solidaire, interdépendante et durable. Cela me permet d'avancer que le travail relationnel, lorsque son échelle est sociétale et politique, plutôt qu'intime et interpersonnelle (Zelizer 2005), est une pratique sociale modifiant et construisant des *liens imaginés* (Polletta 2020) qui relèvent d'une appartenance à une communauté d'échange et à une communauté politique. En ce sens, pour amener l'approche culturelle et relationnelle de Zelizer à un niveau macro, il faut prendre en compte cette double appartenance dans une société de marché libérale à un environnement d'échange et à un environnement politique. Ce premier est régi entre autres par un arrière-plan symbolique composé de narratifs donnant les guides directrices de l'activité économique, d'émotions encadrant les interactions dans une communauté d'échange et de modèles normatifs d'échange, alors que ce deuxième donne lieu et encadre les conflits autour de l'encastrement institutionnel de l'économie. Le chapitre suivant

revient sur les conséquences théoriques de cette analyse empirique que j'ai menée dans le chapitre 3 sur les formes symboliques qui émergent de l'imagination d'une communauté d'échange et dans le chapitre 4 sur la cognition militante et les dilemmes stratégiques des activistes dans l'environnement politique au Québec et au Canada.

## **Chapitre 5 – « Scaling Up Relational Work » ? : Du travail relationnel intime au travail relationnel civil**

Dans la section « Scaling Up Relational Work » de son article pour le *Annual Review of Sociology*, Nina Bandelj (2020) avance plusieurs pistes de recherche pour enrichir le cadre conceptuel de Zelizer (2005). La sociologue entrevoit le travail relationnel des organisations (comme les relations interfirmes ou les alliances stratégiques) et les institutions (comme le système légal ou les politiques publiques qui entraînent un paiement\transfert monétaire) comme des objets de recherche potentiels pour rendre compte aux niveaux méso et macro du travail relationnel (Bandelj 2020, 262-263). De plus, elle évoque la nécessité de mieux comprendre le rôle du contexte culturel, politique et organisationnel qui forme l'arrière-plan dans lequel le travail relationnel s'exerce (Bandelj 2020, 264-265). Ces pistes visent à poursuivre l'étude d'un mécanisme social au cœur de la vie économique (production, consommation, échange), décrit par Viviana Zelizer comme la création, le maintien, la transformation, la confirmation et la négociation des relations sociales et du sens qu'on leur attribue, à travers les activités économiques (2005).

Mon mémoire poursuivait un même objectif d'étendre le concept de travail relationnel au niveau macro. J'ai ainsi mené une étude empirique sur un mouvement social cherchant à transformer la société et l'économie à grande échelle. Mes questions de départ étaient : « Comment se construit l'encastrement politique de l'économie par la culture et les relations sociales ? Comment le travail relationnel s'exerce sous une forme politique ? » (page 3). Cette étude me permet d'élaborer la notion de *travail relationnel civil*, qui apporte une contribution théorique aux propositions de changement de niveau du cadre conceptuel de Viviana Zelizer.

### **5.1. Le travail relationnel et les niveaux d'interprétation**

Les principales critiques adressées au cadre théorique de Zelizer et son concept de travail relationnel portent sur les liens entre le niveau micro des relations interpersonnelles et le niveau macro de l'encastrement politique (Bandelj 2012; Block 2013; Steiner 2009). Par exemple, dans



un texte récent, Reyes (2023) propose de relier le concept à l'économie politique en regardant le rôle des relations de pouvoir (principalement le genre, la racialisation, l'identité nationale et les institutions) à l'intérieur du travail relationnel. Son approche amène le « macro » (les inégalités sociétales et globales) dans le travail relationnel « micro » des individus, tout en concevant le résultat d'un tel mécanisme comme une manière par lequel l'économie politique et des structures sociales se construisent (notamment en reproduisant les relations de pouvoir).

La démarche que j'ai adoptée dans ce mémoire relève d'une logique différente. À travers mon analyse, j'ai cherché à tirer des enseignements sur l'exercice d'un travail relationnel qui vise à transformer, négocier, créer des relations sociales au niveau macro, ce que j'ai qualifié de travail relationnel sur les communautés imaginées. Par le fait même, ma recherche fait parler des individus exerçant un travail politique sur l'imaginaire social et les modèles normatifs d'échange (Spillman 1998; 2012b) pour comprendre comment se lie la culture, les relations sociales et la politique à l'échelle d'une société libérale de marché (Bandelj 2008; 2012). Contrairement à Reyes (2023), le macro n'est ici pas le produit d'une multitude d'activités micro (le travail relationnel à l'intérieur de l'économie), mais représente une autre dimension de la « relationalité » de la vie économique (Zelizer 2012). C'est un tel mécanisme que je propose de nommer un travail relationnel *civil*.

Cette proposition théorique s'explique notamment par les différents niveaux d'interprétation sociologiques mis en pratique dans les travaux sur le concept de travail relationnel. Bernard Lahire définit ces niveaux d'interprétation comme ceux auxquels on entend situer notre apport de connaissance (le monde social, le champ, le groupe, l'institution, l'individu), peu importe l'échelle d'observation (2013, 19). Le niveau privilégié dans la tradition de recherche à la Zelizer est celui des transactions économiques, c'est-à-dire le niveau micro ou méso où des acteurs sont en interaction pour réaliser une activité économique (Weber 2003). C'est le cas de Andersson Cederholm et Akestrom (2016) dans leur recherche sur les petites entreprises et l'industrie des loisirs, Chen et Roscoe (2017) sur les investisseurs non professionnels et le rôle de l'amitié et la famille, Rossman (2014) sur les échanges tabous, Bandelj et al. (2015b) et DePalma (2020) sur l'intimité, et Wherry (2012b) sur la dramaturgie des transactions économiques et les microfondations des activités de marché. Certains travaux qui tentent de « scale-up » le travail

relationnel (Bandelj 2020) restent dans ce niveau « transactionnel » en expliquant comment des organisations interagissent entre elles (Whitford 2012; Bandelj 2008) ou comment des structures sociales comme le droit ou les inégalités participent aux interactions interindividuelles et interorganisationnelles (Block 2013; Reyes 2023). Or, tous ces travaux ne contribuent pas totalement à éclairer le niveau macro d'interprétation, soit une société de marché dans son ensemble, ce qui va plus loin que des transactions où les institutions et les organisations jouent un rôle. Pour atteindre ce niveau macro, il faut retourner aux premières intuitions de Polanyi (1946 ; 1977) concernant les formes d'intégration sociale et l'encastrement de l'économie, et considérer l'arrière-plan sociétal et politique dans lequel le travail relationnel prend forme.

C'était aussi l'ambition de Charles Tilly dans son ouvrage *Why* (2006). Selon Tilly, le fait d'énoncer des raisons et des justifications (*reason giving*) conduit à un arrière-plan symbolique représenté par des conventions, des narratifs, des codes et des comptes-rendus techniques. Cet arrière-plan participe au travail relationnel par lequel des relations sociales sont négociées, réparées ou confirmées et des institutions prennent forme, comme le degré de redistribution dans un État-providence (voir aussi Zelizer et Tilly 2007). De manière similaire, Stoltz et Pitluck (2021) argumentent que le *capital social* (défini comme la capacité à obtenir des ressources par sa position sociale) est un produit du travail relationnel, mais qui s'explique par l'appartenance des individus à une communauté large (des réseaux et des structures sociales) et aux normes en vigueur dans cette communauté. C'est un tel arrière-plan symbolique que j'ai tenté de représenter en utilisant les notions de communauté imaginées (Anderson 1983) et de relations imaginées (Polletta 2020). Celles-ci renvoient à l'imaginaire social du marché ou la communauté d'échange (qui est compris comme un partenaire légitime et potentiel pour échanger) et la construction politique des normes d'échange (comment on juge et sanctionne les transactions) (Spillman 1999). Ces deux dimensions que j'ai aussi observées dans ma recherche (la communauté d'échange et les normes d'échange) forment un arrière-plan symbolique où se lient culture, relations sociales et politique (Bandelj 2012 ; 2015). Je propose ainsi d'amender le cadre théorique de Zelizer pour y intégrer cette notion d'arrière-plan symbolique et le travail politique qui le construit.

## 5.2. Résultats principaux de la recherche

Rappelons brièvement ce que j'ai observé dans les entrevues avec les activistes climatiques. Dans le chapitre 3, *Faire sens de l'économie*, j'ai mis en lumière, à l'aide des outils analytiques que sont les narratifs, les émotions et les codes binaires, comment les activistes pensent aux transformations sociales à mettre en place pour répondre adéquatement à la crise climatique. Il s'agit pour eux de modifier l'architecture sociale qui encadre les échanges économiques (notamment la redistribution, la production et la consommation) pour arriver à une société plus interdépendante, solidaire et durable. Le chapitre analyse comment les activistes repensent les finalités et les modèles normatifs qui guident l'activité économique ainsi que le rapport affectif aux autres dans une communauté d'échange. C'est ce que j'ai interprété comme une forme de travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées pour renégocier le cadre social dans lequel s'exercent les activités économiques, et encourager la mise en commun, le partage, l'entraide spontanée et la décroissance.

Dans le chapitre 4, *La politique et le travail relationnel*, j'ai mobilisé les outils d'analyse de Passy et Monsch (2020) et de Jasper (2006) pour explorer la cognition militante et le travail politique des activistes climatiques. Le chapitre montre en quoi les transformations sociales de l'économie pour lesquelles se mobilisent les activistes sont reliées à leur conception de la politique et de la citoyenneté. En tant que mouvement social, les activistes perçoivent leur rôle politique à l'image du mouvement de protection sociale de Polanyi (1946) pour réencaster l'économie. C'est la mobilisation citoyenne et le conflit avec les institutions étatiques et corporatives qui forment le socle de la cognition militante des activistes climatiques. Ainsi, chez les personnes rencontrées, le travail relationnel, lorsqu'il a pour objectif de transformer à grande échelle la société et l'économie vers un modèle plus solidaire et durable, s'inscrit dans les dynamiques de construction\contestation des logiques institutionnelles encastrant l'économie sous sa forme de marché. Ce chapitre permet donc de rattacher le travail relationnel sur les communautés imaginées à l'environnement politique dans lequel celui-ci s'exerce.

Le travail relationnel des activistes climatiques implique alors de réparer et modifier la société dans le contexte de crise climatique, c'est-à-dire une période où la communauté politique

est aux prises avec des risques de « rupture » et d'« effondrement » et doit effectuer une « transition » écologiste. Face à cela, les activistes cherchent à élaborer et diffuser dans l'espace public des cadres interprétatifs, des émotions et des modèles normatifs, qui viennent renégocier les significations des *liens qui nous unissent* (Polletta 2020) en tant que communauté imaginée qui participe à une même sphère économique. Ce travail relationnel vise à modifier notre manière d'être dans le monde social lorsqu'il est question d'activités économiques (la solidarité) ainsi que la manière d'organiser à l'échelle sociétale et politique ces activités (l'interdépendance). Les solutions à la crise climatique que proposent les activistes à travers leur participation politique sont de s'éloigner de la forme de « marché » et de son répertoire symbolique qui met l'accent sur l'individualisme, l'intérêt personnel, l'autonomie et la compétition (Evans et Sewell 2013). C'est en ce sens que le travail relationnel des activistes climatiques met en lumière un arrière-plan culturel et relationnel où s'entremêlent communauté d'échange et communauté politique.

### **5.3. Proposition conceptuelle : le travail relationnel civil**

Ma proposition théorique est la suivante : le travail relationnel compris au niveau macro porte sur l'environnement social et politique dans lequel les transactions économiques (le niveau micro-méso) se mettent en place, c'est-à-dire sur l'arrière-plan symbolique qui constitue une communauté d'échange (l'arrière-plan relationnel). Comme indiqué par Spillman (1999), c'est l'appartenance à une communauté d'échange (qui en fait partie et quels liens unissent ses participants) et les modèles normatifs d'échange (la solidarité et la stratégie) qui caractérisent l'univers culturel de l'économie, en l'occurrence marchande. Le travail relationnel sur les communautés imaginées est une pratique sociale qui vise précisément à modifier ces deux dimensions (l'appartenance et les modèles normatifs) à l'échelle de la société. Ce niveau d'interprétation diffère du travail relationnel tel que conceptualisé par Zelizer et qui porte sur des relations sociales se restreignant à des transactions économiques précises (que ce soit entre des individus ou des organisations). Les chercheurs dans ce courant tentent de comprendre comment une confiance se construit entre les participants à ces transactions et comment une correspondance appropriée entre une relation sociale, une activité économique et un médium d'échange émerge. Toutefois, l'environnement symbolique dans lequel ce mécanisme s'exerce est insuffisamment théorisé, bien que Zelizer rappelle que les individus utilisent des « widely

available cultural templates » (Zelizer 2012) pour mener leur travail relationnel – le répertoire culturel « that the parties draw on from outside the transaction » (Block 2012, 139).

En ce sens, parler d'un arrière-plan relationnel permet de combler ce trou théorique dans l'approche culturelle et relationnelle de Zelizer. Le travail relationnel portant sur un arrière-plan vient aussi « travailler » symboliquement les relations sociales, mais pour renégocier, créer, contester, repenser, renforcer, maintenir ou transformer un ensemble social plus large. Il s'agit ainsi d'un effort créatif (comme l'indique Zelizer pour le travail relationnel *small-scale*) où l'économie et le social se construisent de façon conjointe à l'échelle des communautés imaginées.

Les travaux qui mobilisent les notions d'arrière-plan culturel (Abend 2014 ; Campbell 2004) et de culture publique (Lizardo 2017 ; Spillman 2012a) peuvent être utiles pour préciser ce point. Par exemple chez Abend, l'arrière-plan moral est ce qui facilite, supporte et permet l'énonciation de jugements moraux, alors que dans le travail de Campbell sur les idées politiques, le niveau d'arrière-plan représente les « underlying and sometimes taken for granted assumptions residing in the background of policy debate », à l'image du paradigme (Hall 1993). De même, pour Lizardo, la culture publique est l'ensemble de formes symboliques externalisées dans des discours, des institutions et un répertoire relativement accessible à tous. Et concernant l'économie, Spillman avance que la culture économique constitue les « underlying discourses that orient cultural production and structure cultural repertoires ». Pour illustrer l'idée d'arrière-plan, on peut retourner à la recherche de Stoltz et Pitluck (2021) sur le travail relationnel et le capital social. Selon les deux chercheurs, l'environnement symbolique et social dans lequel le travail relationnel s'exerce permet d'expliquer comment et pourquoi il conduit à du capital social (ce qu'ils abordent avec certaines normes sociales en Azerbaïdjan). L'arrière-plan relationnel tel que je le conçois représente un tel environnement social et symbolique, et je me suis concentré sur les pratiques politiques qui tentent de modifier, contester ou maintenir celui-ci.

C'est ce que je qualifie de travail relationnel *civil*. Ce terme vise à représenter un travail relationnel, des efforts créatifs sur le plan politique, pour marquer l'arrière-plan relationnel d'une communauté d'échange. Comme chez Zelizer (2012) et la théorie du double mouvement de Polanyi (1946), c'est une pratique qui s'entrevoyait comme des efforts continus de maintien et de

contestation de l'arrière-plan symbolique qui participe à l'encastrement de l'économie. Le qualificatif « civil » reflète le changement de niveau (du *small-scale* et de l'intime vers la communauté imaginée) et renvoie à la citoyenneté comme catégorie conceptuelle. Le niveau des transactions économiques et des interactions a comme caractère relationnel premier la construction d'une confiance entre les participants aux échanges (Granovetter 2017 ; Chantelat 2002). Au contraire, le qualificatif de civil fait référence à un arrière-plan relationnel composé de l'*appartenance* à une communauté imaginée (ce qui est civil, la citoyenneté) et des *normes* de la civilité et des codes interpersonnels de la démocratie. Ces deux dimensions justifient pourquoi je mobilise ce terme pour amender le cadre théorique de Zelizer.

La définition de la citoyenneté comme un « régime » permet d'associer le terme de civil à l'appartenance à une communauté imaginée. Par exemple, la notion de régime de citoyenneté vient représenter les frontières symboliques d'une communauté politique, ses modes de représentation, la relation à l'État de la société civile et les possibilités de contestation qui s'ouvrent par le fait d'être inclus dans le régime (Dufour et Ancelocivi 2018). Jenson et Saint-Martin (2003) voient notamment le régime de citoyenneté comme l'ancrage de la communauté politique dans les États-providence modernes, c'est ce qui canalise l'appartenance et l'identité collective, ainsi que l'élaboration du *claim-making* (Jenson et Phillips 1996). Le qualificatif de civil aide à représenter conceptuellement le fait qu'un travail relationnel portant sur les communautés imaginées prend appui sur l'appartenance partagée des individus à une communauté d'échange. Par exemple, les activistes climatiques rencontrés cherchent à créer davantage d'interdépendance dans la société en modifiant notre manière d'appartenir à une communauté d'échange et ses frontières symboliques. Leur objectif est précisément de transformer le « feeling of connectedness to 'every member' of that community that transcends particular commitments [...] » (Alexander 1997, 4).

Le qualificatif « civil » représente aussi la dimension normative de la citoyenneté, que Jenson et Saint-Martin décrivent comme le mélange de responsabilités pour produire du bien commun et les droits et responsabilités des citoyens (2003). Dans un régime de citoyenneté, les institutions politiques et la société civile ont des attentes normatives concernant le degré de solidarité collective qui anime la communauté politique et qui forme l'arrière-plan sur lequel se

construit l'architecture de l'État-providence (Jenson et Saint-Martin 2003; Alexander 1997). Cette dimension normative reflète une structure discursive binaire entre la démocratie et la non-démocratie selon Alexander et Smith (1991), où s'oppose l'égalité, l'inclusion, l'ouverture, la confiance, l'honnêteté, et la hiérarchie, l'exclusion, la tromperie, et le calcul. Les attentes normatives sur le degré de solidarité pratiqué au sein d'une communauté politique sont donc liées à un répertoire culturel qui symbolise des manières d'être dans la sphère civile, ce que John Hall nomme la civilité (2013). C'est exactement ce que cherchent à transformer les activistes climatiques dans leurs efforts pour intégrer des sentiments et des modèles normatifs associés à la solidarité dans l'architecture sociale de l'économie. Le travail relationnel civil représente donc une pratique sociale par laquelle des efforts politiques visent à modifier l'arrière-plan relationnel des activités économiques, c'est-à-dire l'appartenance à une communauté d'échange et la dimension normative (le degré de solidarité et de stratégie) qui encadre les échanges à l'échelle sociétale.

#### **5.4. Contributions théoriques : l'encastrement politique et l'économie morale**

Ma problématique théorique avait pour point de départ un dialogue accru entre les travaux de Zelizer sur le travail relationnel et ceux dans la tradition de l'encastrement politique de Polanyi. La notion de travail relationnel civil contribue à ce dialogue en offrant un outil pour mieux comprendre comment la rationalité politique influence les activités économiques. Le sociologue Frank Dobbin, par exemple, a montré que les conceptions de la politique nationale, comme les constitutions, forment des cadres interprétatifs pour les acteurs influençant le type de politiques industrielles qu'ils mettent en place (1994). Le travail relationnel civil permet d'aller au-delà d'un regard centré sur l'État (Armstrong et Bernstein 2008) pour voir comment la culture, les relations sociales et l'économie se lient dans une communauté politique qui inclut société civile et institutions étatiques (Alexander 1997 ; Dufour et Ancelovici 2018). De fait, ma contribution théorique peut s'illustrer par un dialogue avec deux outils analytiques largement mobilisés en sociologie économique, en économie politique et dans le champ des mouvements sociaux : l'encastrement politique de Polanyi et le concept d'économie morale.

L'architecture conceptuelle de Polanyi se compose d'une théorie sociologique de l'économie, celle de l'encastrement politique, où la politique et l'économie se coconstruisent mutuellement par le biais des structures étatiques, et d'une théorie institutionnaliste du changement\de la stabilité avec la dynamique du double mouvement où s'opposent des forces sociales qui cherchent à libéraliser la société ou augmenter la protection sociale de l'État. Ce cadre d'analyse est notamment utilisé par les sociologues et politologues des mouvements sociaux depuis la crise de 2008 pour étudier les mobilisations qui émergent dans le sillage des dérégulations et réformes des programmes néolibéraux (della Porta 2017 ; Goodwin et Hetland 2013; Císař et Navrátil 2017). Le travail relationnel civil peut contribuer aux deux dimensions du cadre analytique de Polanyi, en précisant mieux le mécanisme par lequel l'encastrement se construit et comment la dynamique de maintien\contestation de l'encastrement se met en place (voir Block 2012). Les institutions et les structures sont souvent l'explication privilégiée pour rendre compte de l'encastrement, alors que le travail relationnel civil met l'accent sur l'arrière-plan symbolique (cognitif, affectif, normatif) qui permet à des formes d'encastrement de se déployer (Blyth 2002). L'État et la société civile partagent cet arrière-plan symbolique (par exemple, Campbell parle de « sentiments publics », 2004) qui guide la manière dont l'architecture institutionnelle qui encadre l'économie et oriente la société est élaborée.

L'arrière-plan relationnel (l'appartenance et les modèles normatifs dans une communauté d'échange) représente ainsi un répertoire culturel (Swidler 2001) constitué de multiples façons de comprendre les liens entre les activités économiques et les relations sociales à l'échelle sociétale. Comprendre ce répertoire culturel et comment il est mobilisé par les acteurs qui exercent un travail politique pour modeler et bricoler la société (Campbell 2004) permet de mieux faire sens des conflits politiques entourant l'encastrement de l'économie. Par exemple, j'ai lié la théorie des mouvements sociaux et celle du travail relationnel pour observer le travail politique de groupes militants revendiquant des transformations profondes de la société. Aujourd'hui, l'imaginaire social néolibéral est particulièrement prégnant (Lamont 2019) avec une conception individualiste de l'appartenance à une communauté d'échange et les modèles normatifs de la compétition, l'investissement stratégique et la quête de soi (voir Bandelj et Spiegel 2022). C'est pourquoi le travail relationnel des activistes climatiques vise à construire davantage



d'interdépendance et de solidarité dans la communauté imaginée à l'arrière-plan de l'architecture institutionnelle qui encadre l'économie de marché au Canada et au Québec.

Les conflits politiques qui portent sur l'économie sont aussi étudiés à partir du concept d'économie morale. C'est avec cet outil d'analyse que mon projet de recherche a initialement débuté. Toutefois, j'ai été confronté à deux problèmes théoriques qui s'observent dans la littérature quant à l'élaboration du concept : que représente la dimension morale\normative dans l'économie *morale* et quel est l'ancrage sociologique de ces formes symboliques ? Avec son origine dans la sociologie économique et culturelle récente, la notion de travail relationnel civil peut aider à moderniser le concept d'économie morale et résoudre ces deux problèmes.

Les premières formulations du concept d'économie morale dans les travaux d'E. P. Thompson (1971) et de James Scott (1976) mettent en lumière les représentations d'individus ou de groupes sur le fonctionnement idéal des activités économiques, représentations partagées et encadrées à l'échelle de communautés sociales. Ces représentations sont liées aux conditions morales de subsistance comme le « juste prix » chez Thompson et les normes de réciprocité (l'éthique de subsistance) chez Scott. De plus, leurs travaux montrent comment un dysfonctionnement de l'économie « réelle » par rapport à ces représentations morales favorise l'émergence d'une contestation sociale cherchant à rétablir les conditions « normales » de vie économique. Pour Swader et Ross (2020), il s'agit là de l'outil analytique par excellence pour étudier les tensions morales et politiques qui se manifestent lors de changement dans l'encastrement de l'économie, comme la transition du socialisme au capitalisme de marché (et pour les auteurs, le cadre théorique de Zelizer doit demeurer au niveau micro). Cependant, le concept d'économie morale a connu un étirement conceptuel (Sartori 1970) conséquent depuis sa formulation initiale, avec des chercheurs qui souhaitent y intégrer l'ensemble des questions morales qui touchent à l'économie (Sayer 2000 ; Carrier 2018) et d'autres qui le sortent de son cadre traditionnel d'une communauté d'échange et lui font perdre sa spécificité économique (Götz 2015). La formulation récente de Fassin illustre bien cet étirement conceptuel : « la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des sentiments moraux, des émotions et des valeurs, des normes et des obligations dans l'espace social » (2009, 1256).

Le travail relationnel civil permet de spécifier comment un arrière-plan symbolique composé d'une manière d'appartenir à une communauté d'échange et de modèles normatifs d'échange fait l'objet de conflits ou tensions politiques sur l'organisation et l'élaboration de l'architecture institutionnelle de l'économie. Les outils conceptuels de la sociologie culturelle que j'ai mobilisés dans la recherche empirique pour arriver au travail relationnel civil offrent un ancrage analytique plus robuste que le concept d'économie morale pour comprendre l'interrelation de la culture, les relations sociales et la politique dans les activités économiques. Au centre du concept d'économie morale se trouve l'idée que des obligations normatives (par exemple de réciprocité ou de solidarité) provenant des relations sociales guident la réalisation de l'activité économique (Carrier 2018 ; Elliot 2021), ce qui implique *de facto* du travail relationnel pour constituer et maintenir ces obligations (comme l'ont montré Stoltz et Pitluck 2021 avec le capital social). Utiliser le vocabulaire théorique de Zelizer et les outils que sont la grammaire normative (Spillman 2012b), l'imagination du futur et les narratifs (Beckert 2016) ou encore le travail émotionnel menant à du *feeling-with* (Skotnicki 2021) apporte une plus grande précision analytique pour étudier le rôle de ces obligations dans les activités économiques. De plus, faire référence à un « arrière-plan symbolique » et au concept de « répertoire culturel » renvoie à des théories de la culture éprouvées en sociologie sur le lien entre la culture publique et les représentations mobilisées par les individus dans leurs pratiques sociales (DiMaggio 1997 ; Swidler 2001 ; Lizardo et Strand 2010 ; Lizardo 2017 ; Lamont et al. 2014 ; Spillman 2020 ; Brekhus 2015 ; Mohr et al. 2020 ; Norton 2019). En ce sens, ma contribution théorique vise à préciser quelles formes symboliques participent aux conflits politiques sur l'encastrement et comment ces formes symboliques s'assemblent dans un répertoire culturel partagé dans une communauté d'échange.

En terminant, je suis d'accord sur le fond avec les travaux sur l'encastrement politique\institutionnel en sociologie économique et ceux sur le concept d'économie morale que l'analyse de l'économie politique doit prendre en compte la culture, les représentations, les cadres interprétatifs, la normativité et la diffusion de ces formes symboliques dans un ensemble social. Pour les raisons qui viennent d'être évoquées, je considère que sur le plan analytique le cadre théorique de Viviana Zelizer et les outils de la sociologie culturelle sont plus adaptés et

éprouvés empiriquement pour représenter comment les individus construisent et contestent des relations sociales à travers les activités économiques. Dans l'approche relationnelle et culturelle de Zelizer, cela prend la forme d'un travail sur les liens interindividuels et interorganisationnels au niveau micro et méso, alors qu'au niveau macro il s'agit d'un travail sur les communautés imaginées et l'arrière-plan relationnel. Le travail relationnel civil se veut une contribution à ces travaux et vient illustrer une pratique sociale par laquelle des efforts politiques sont mis en œuvre pour modeler et bricoler l'arrière-plan relationnel des communautés d'échange.

## **Conclusion**

Une telle proposition conceptuelle ne peut être que préliminaire. Mon objectif est plutôt d'ouvrir des pistes de recherche pour mieux étudier comment la culture (les formes symboliques) et les relations sociales participent au travail politique qui « modèle » la sphère économique. C'est pourquoi j'ai étudié un mouvement social avec des finalités de transformations profondes de la société. Cela étant, j'observe seulement un côté du conflit politique de l'encastrement, c'est-à-dire la contestation sociale. On pourrait aussi retrouver du travail relationnel à l'échelle des communautés imaginées chez leurs adversaires, principalement les entreprises et les institutions étatiques. De plus, comme indiqué au chapitre 4, je ne rends pas compte du résultat du travail relationnel des activistes climatiques. Un travail plus approfondi est demandé pour étudier avec précision comment des dynamiques de changement\stabilité institutionnel se combinent avec un travail politique par une multiplicité d'acteurs pour transformer ou maintenir l'arrière-plan relationnel de l'économie politique. Ainsi, comment la citoyenneté, l'appartenance à une communauté d'échange et les modèles normatifs participent à la construction de l'économie politique ? Les travaux sur les idées et les politiques économiques, le répertoire culturel et la rationalité politique, ou encore les régimes de citoyenneté apportent tous des pistes pour explorer cette question, et la notion de travail relationnel civil et les formes symboliques qu'elle met en exergue cherchent à y contribuer. Un objet de recherche potentiellement fécond pour soulever de telles pistes est le mécanisme de « projection » (Mische 2009 ; 2014) et l'imagination du futur (Beckert 2016), dans lesquels les acteurs politiques élaborent leur vision de ce que peut et doit devenir la société. Je souhaite étudier cet objet dans une thèse de doctorat et comprendre

comment l'élaboration des politiques économiques se nourrit d'une telle projection où les formes symboliques, les communautés imaginées et les institutions politiques s'entremêlent.

## Conclusion

Comment étudier l'économie dès lors qu'on la conçoit comme un fait social et politique ? Une telle question était au centre de la recherche que j'ai menée pour ce mémoire. En dialoguant avec les champs de la sociologie, la science politique et l'anthropologie qui étudient l'économie, j'ai voulu prendre le contrepied d'une éducation en science économique et en économie politique classique qui présente des insatisfactions. Notamment, l'abstraction et la formalisation mathématique des modèles économicistes voulant rendre compte de ce qui est *social* dans l'économie tendent plutôt à obscurcir comment se construit un monde social et politique dans lequel s'intègre (ou s'encastre) l'activité économique. J'ai fait le pari qu'en considérant les mouvements sociaux comme partie prenante de l'économie politique et du *social* de l'économie, il était possible de voir cette construction à l'œuvre, celle par laquelle le social et le politique deviennent économique, et vice-versa. C'est dans cette mesure que le cadre théorique de Viviana Zelizer a éclairé, sur le plan analytique, la recherche que j'ai menée. Si l'économie se construit par un « travail relationnel » où les transactions, la culture et les relations sociales s'entremêlent pour donner corps à une « vie économique » dans le monde social, comment une telle logique peut-elle aider à comprendre le façonnement de l'économie au niveau institutionnel et sociétal, c'est-à-dire celui de l'encastrement politique ?

Sur ce point, choisir le mouvement climatique comme cas empirique (sous sa forme étudiante\jeunesse au Québec) a été particulièrement heuristique pour comprendre la manière dont une forme de travail relationnel s'exerce sur les « communautés imaginées », une dimension relationnelle et culturelle plus proche de l'encastrement. En étudiant les discours et les actions des activistes climatiques pour transformer la société québécoise et canadienne dans un contexte d'urgence et de crise climatique, j'ai dégagé plusieurs formes symboliques qui constituent un arrière-plan culturel dans lequel les conflits politiques sur l'encastrement et l'organisation de l'économie à grande échelle s'inscrivent. Celles-ci sont les narratifs et la mise en récit, les émotions, et les structures binaires dans la grammaire normative des justifications économiques. Ces formes symboliques illustrent l'interrelation entre la culture, les relations sociales, les transactions et la politique dans la construction de l'architecture sociale de l'économie, c'est-à-

dire les institutions et les significations d'une communauté d'échange à laquelle appartiennent les individus participant, dans une société donnée, à la vie économique.

Travailler cette architecture sociale, l'appartenance à une communauté d'échange (qui en fait partie, quels liens sociaux sont compris comme significatifs, leur étendue, la connexion qui lie les membres d'une société économique) et les modèles normatifs d'échange (le répertoire culturel des manières d'être dans la communauté d'échange, le niveau de solidarité ou de stratégie), exprime une pratique sociale que j'associe au travail relationnel tel qu'élaboré par Viviana Zelizer. Pour marquer une séparation conceptuelle entre le travail relationnel de Zelizer et le niveau institutionnel que je retrouve dans le travail relationnel sur les communautés imaginées, j'ai proposé dans le chapitre précédent d'y adjoindre le qualitatif civil. Celui-ci renvoie autant à la citoyenneté (l'appartenance à une communauté politique) qu'aux normes politiques dans une société démocratique et civile, dont celles reliées à la solidarité collective. En ce sens, le travail relationnel *civil* représente une pratique sociale et politique par lequel se construit, se transforme, se négocie et se conteste l'arrière-plan culturel de l'architecture sociale de l'économie. Dans le cas étudié, le travail relationnel civil des activistes climatiques vise à construire une architecture sociale plus interdépendante (l'appartenance) et solidaire (le modèle normatif d'échange) s'opposant à l'imaginaire social des sociétés de marché capitaliste plus axé sur l'individualisme, l'intérêt personnel, l'autonomie et la compétition.

Comme indiqué dans la conclusion du chapitre précédent, ma proposition conceptuelle est préliminaire et participe à une riche littérature en sociologie, science politique et anthropologie sur le rôle de la culture, des formes symboliques et des idées dans la vie économique. La principale contribution que je souhaite y apporter avec la notion de travail relationnel civil est de mettre l'accent sur l'interrelation entre les dynamiques de conflit politique et ses acteurs, les mécanismes de changement et de stabilité institutionnels, la culture publique et les répertoires culturels, et l'organisation de l'économie à l'échelle sociétale. La notion de travail relationnel civil met en exergue les efforts créatifs par lesquels ces différentes dimensions s'entremêlent dans une pratique sociale qui construit et modifie l'économie. Étudier l'économie dans une telle approche ou dans un tel horizon de recherche permet, selon moi, de rendre

compte adéquatement, au niveau analytique, du caractère social et politique des activités économiques.

Un agenda de recherche foisonnant s'ouvre à la suite des constats théoriques et conceptuels que ce mémoire a permis de mettre en lumière sur l'étude de l'économie. Spécifiquement, il s'agit d'atteindre une plus grande systématité pour développer l'idée d'arrière-plan relationnel et celle de travail relationnel civil. Par exemple, Spillman (2012b) dans son étude sur la grammaire normative de l'intérêt économique étudie des milliers d'organisations à travers de multiples secteurs d'activités économiques. Pour véritablement parler d'une « culture économique » (Spillman 2012a), de structures discursives diffusées et généralisées qui influencent les répertoires culturels et les pratiques sociales (comme les conflits d'encastrement de l'économie), il est nécessaire d'étendre la portée empirique et théorique de ces notions. D'une part, pour observer comment la politique, l'arrière-plan relationnel et l'organisation de l'économie s'entremêlent, les groupes, acteurs et institutions politiques qui font l'objet d'une étude doivent prendre de l'expansion et inclure les mouvements sociaux, les multiples institutions étatiques régulant et encadrant l'économie, les partis politiques, les acteurs du monde corporatifs, et plus globalement l'ensemble des « engines of imagination » (Beckert 2021) qui participent à la construction symbolique de l'architecture sociale de l'économie. Un tel travail de recherche vise à explorer, de façon systématique, les formes symboliques et le répertoire culturel que mobilisent les acteurs politiques pour imaginer le « social » de l'économie, principalement l'appartenance à une communauté d'échange et les modèles normatifs d'échange. D'autre part, un travail théorique doit être mené pour mieux lier la notion de travail relationnel civil, compris comme une pratique sociale et politique, et les mécanismes de construction, changement, et stabilité institutionnelle. Les acteurs qui cherchent à « modeler » la société font face à des contraintes, données par leur environnement politique, son histoire, ses logiques d'interaction et de luttes, et ses équilibres actuels, comme illustrés dans les concepts de dépendance au sentier et de jonctions critiques. Poursuivre ces efforts de recherche ouvre la porte à une meilleure compréhension du lien entre les logiques sociologiques du travail relationnel de Viviana Zelizer et de l'encastrement politique de Karl Polanyi.

## Bibliographie

- Abend, Gabriel. 2014. *The Moral Background: An Inquiry into the History of Business Ethics*. Princeton: Princeton University Press.
- Abolafia, Mitchel. 2010. « Narrative Construction as Sensemaking: How a Central Bank Thinks ». *Organization Studies* 31 (3): 349-67.
- Abraham, Yves-Marie. 2019. *Guérir du mal de l'infini: produire moins, partager plus, décider ensemble*. Montréal: Écosociété.
- Alexander, Jeffrey C. 1997. « The Paradoxes of Civil Society ». *International Sociology* 12 (2): 115-33.
- Alexander, Jeffrey C. 2011. « Market as narrative and character ». *Journal of Cultural Economy* 4 (4): 477-88.
- Alexander, Jeffrey C., et Philip Smith. 1993. « The Discourse of American Civil Society: A New Proposal for Cultural Studies ». *Theory and Society* 22 (2): 151-207.
- Alexander, Jeffrey C., et Philip Smith. 2003. « The Strong Program in Cultural Sociology ». Dans *The Meanings of Social Life: A Cultural Sociology*. Sous la direction de Jeffrey C. Alexander, 11-26. Oxford, New-York: Oxford University Press.
- Almeida, Paul. 2019. « Climate justice and sustained transnational mobilization ». *Globalizations* 16 (7) : 973-79.
- Amenta, Edwin et Francesca Polletta. 2019. « The Cultural Impacts of Social Movements ». *Annual Review of Sociology* 45 (1): 279-299.
- Ancelovici, Marcos et Stéphanie Rousseau. 2009. « Présentation: Les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle ». *Sociologie et Sociétés* 41 (2): 5-14.
- Anderson, Benedict. 1983 [2016]. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. New-York: Verso.
- Andersson Cederholm, Erika, et Malin Akerstrom. 2016. « With a little help from my friends: relational work in leisure-related enterprising ». *The Sociological Review* 64: 748-65.
- Armstrong, Elizabeth et Mary Bernstein. 2008. « Culture, Power, and Institutions: A Multi-Institutional Politics Approach to Social Movements ». *Sociological Theory* 26 (1): 74-99.
- Audet, René. 2017. « Le discours et l'action publique en environnement ». Dans *L'action publique environnementale au Québec*. Sous la direction d'Annie Chaloux, 19-36. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Bandelj, Nina, Lyn Spillman, et Frederick F. Wherry. 2015a. « Economic Culture in the Public Sphere: Introduction ». *European Journal of Sociology* 56 (1): 1-10.



- Bandelj, Nina, Paul James Morgan, et Elizabeth Sowers. 2015b. « Hostile Worlds or Connected Lives? Research on the Interplay Between Intimacy and Economy ». *Sociology Compass* 9 (2): 115-27.
- Bandelj, Nina. 2008. *From Communists to Foreign Capitalists: The Social Foundations of Foreign Direct Investment in Postsocialist Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Bandelj, Nina. 2009. « Emotions in economic action and interaction ». *Theory and Society* 38: 347-66.
- Bandelj, Nina. 2012. « Relational Work and Economic Sociology ». *Politics & Society* 40 (2): 175-201.
- Bandelj, Nina. 2015. « Thinking about Social Relations in Economy as Relational Work ». Dans *Re-Imagining Economic Sociology*. Sous la direction de Patrik Aspers et Nigel Dodd, 227-51. Oxford: Oxford University Press.
- Bandelj, Nina. 2020. « Relational Work in the Economy ». *Annual Review of Sociology* 46: 251-71.
- Bandelj, Nina. et Michelle Spiegel. 2022. « Pricing the priceless child 2.0: children as human capital investment ». *Theory and Society*.
- Barber, Bernard. 1995. « All Economies Are “Embedded”: The Career of a Concept, and Beyond ». *Social Research* 62 (2): 387-413.
- Barr, Jane E. 1995. « The origins and emergence of Quebec’s environmental movement: 1970-1985 ». Mémoire de maîtrise en géographie, McGill University.
- Becker, Gary. 1993. « Nobel Lecture: The Economic Way of Looking at Behavior ». *Journal of Political Economy* 101 (3): 385-409.
- Beckert, Jens. 2016. *Imagined Futures: Fictional Expectations and Capitalist Dynamics*. Cambridge: Harvard University Press.
- Beckert, Jens. 2021. « The Firm as an Engine of Imagination: Organizational prospection and the making of economic futures ». *Organization Theory* 2: 1-21.
- Béland, Daniel. 2019. *How Ideas and Institutions Shape the Politics of Public Policy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bélangier, Éric, Jean-François Daoust, Valérie-Anne Mahéo et Richard Nadeau. 2022. *Le nouvel électeur québécois*. Montréal: Presses de l’Université de Montréal.
- Belzile, Delphine. 2022. « Des manifestants occupent le quai de chargement pétrolier de Valero ». *La Presse*, 19 octobre 2022.
- Benford, Robert D. et David A. Snow. 2000. « Framing Processes: An Overview and Assessment ». *Annual Review of Sociology* 26 : 611-639.

- Bereni, Laure, et Sophie Dubuisson-Quellier. 2020. « Au-delà de la confrontation : saisir la diversité des interactions entre mondes militants et mondes économiques ». *Revue française de sociologie* 61 (4): 505-29.
- Berger, Peter et Thomas Luckmann. 1966 [2018]. *La Construction sociale de la réalité*. Paris: Armand Colin.
- Bherer, Laurence, Pascale Dufour et Françoise Montambeault. 2023. « What Is Informal Participation? ». *International Journal of Politics, culture, and Society* 36 : 1-16.
- Blais, Stéphane. 2022. « Point de presse chaotique du ministre Benoit Charrette au sujet du climat ». *Le Soleil*, 23 septembre 2022.
- Block, Fred. 2001. « Introduction ». Dans *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Par Karl Polanyi, xviii-xxxviii. Boston: Beacon Press.
- Block, Fred. 2012. « Relational Work in Market Economies: Introduction ». *Politics & Society* 40 (2): 134-44.
- Block, Fred. 2013. « Relational Work and the Law: Recapturing the Legal Realist Critique of Market Fundamentalism ». *Journal of Law and Society* 40 (1): 27-48.
- Blyth, Mark. 2002. *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bosi, Lorenzo, Marco Giugni et Katrin Uba. 2016. *The Consequences of Social Movements*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bouchard, Gérard. 2014. *Raison et déraison du mythe : au cœur des imaginaires collectifs*. Montréal: Boréal.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu, Pierre. 1980. *Le sens pratique*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu, Pierre. 1997. « Le champ économique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 119 : 48-66.
- Bourdieu, Pierre. 2000. *Les structures sociales de l'économie*. Paris: Éditions du Seuil.
- Bourdieu, Pierre. 2003. « La fabrique de l'habitus économique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 150 (5) : 79-90.
- Boutyline, Andrei, et Laura K Soter. 2021. « Cultural Schemas: What They Are, How to Find Them, and What to Do Once You've Caught One ». *American Sociological Review* 86 (4): 728-58.
- Bowman, Benjamin. 2020. « "They Don't Quite Understand the Importance of What We're Doing Today": The Young People's Climate Strikes as Subaltern Activism ». *Sustainable Earth* 16 (3).
- Brekhus, Wayne H. 2015. *Culture and Cognition: Patterns in the Social Construction of Reality*. Cambridge, Malden: Polity Press.

- Callon, Michel. 1998. « Introduction: the embeddedness of economic markets in economics ». *The Sociological Review* 46 (1): 1-57.
- Callon, Michel. 2021. *Markets in the making: Rethinking Competition, Goods, and Innovation*. New-York: Zone Books.
- Campbell, John L. 1998. « Institutional Analysis and the Role of Ideas in Political Economy ». *Theory and Society* 27 (3): 377-409.
- Campbell, John L. 2004. *Institutional Change and Globalization*. Princeton: Princeton University Press.
- Carrier, James G. 2018. « Moral economy: What's in a name ». *Anthropological Theory* 18 (1): 18-35.
- Carstensen, Martin B. 2011. « Paradigm man vs. the bricoleur: bricolage as an alternative vision of agency in ideational change ». *European Political Science Review* 3 (1): 147-67.
- Cefaï, Daniel. 2017. *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Paris: La Découverte.
- Cerulo, Karen A. 2010. « Mining the Intersections of Cognitive Sociology and Neuroscience ». *Poetics* 38: 115-32.
- Cerulo, Karen A. et Janet M. Ruane. 2022. *Dreams of a Lifetime: How Who We Are Shapes How We Imagine Our Future*. Princeton: Princeton University Press.
- CEVES. 2019. *Bilan bi-annuel*. 30 novembre 2019.
- CEVES. 2020a. *Bilan bi-annuel*. 30 novembre 2020.
- CEVES. 2020b. *Bilan bi-annuel*. 31 novembre 2020.
- CEVES. 2021a. *Bilan annuel*. 31 mars 2021.
- CEVES. 2021b. *Bilan bi-annuel*. 30 octobre 2021.
- CEVES. 2022a. *Bilan annuel*. 31 mars 2022.
- CEVES. 2022b. *Bilan bi-annuel*. 31 octobre 2022.
- Chantelat, Pascal. 2002. « La Nouvelle Sociologie Économique et le lien marchand: des relations personnelles à l'impersonnalité des relations ». *Revue française de sociologie* 43 (3): 521-56.
- Chen, Yu-Hsiang, et Philip Roscoe. 2017. « Practices and meanings of non-professional stock-trading in Taiwan: a case of relational work ». *Economy and Society* 46 (3-4): 576-600.
- Chiapello, Ève. 2005. « Les normes comptables comme institution du capitalisme. Une analyse du passage aux normes IFRS en Europe à partir de 2005 ». *Sociologie du travail* 47 (3).

- Císař, Ondřej et Jiří Navrátil. 2017. « Polanyi, political-economic opportunity structure and protest: capitalism and contention in the post-communist Czech Republic ». *Social Movement Studies* 16 (1) : 82-100.
- Cochoy, Franck, et Sophie Dubuisson-Quellier. 2000. « Introduction. Les professionnels du marché : vers une sociologie du travail marchand ». *Sociologie du Travail* 42 (3): 359-68.
- Cochoy, Franck. 1998. « Another discipline for the market economy: marketing as a performative knowledge and know-how for capitalism ». *The Sociological Review* 46 (1): 194-221.
- De Moor, Joost, Katrin Uba, Mattias Wahlström, Magnus Wennerhag et Michiel De Vydt (dir). 2020. *Protest for a Future II: Composition, Mobilization and Motives of the Participants in Fridays For Future Climate Protests on 20-21 September 2019, in 19 Cities Around the World*. <https://doi.org/10.17605/OSF.IO/ASRUW>.
- della Porta, Donatella et Mario Diani. 2020. *Social Movements : An Introduction*, troisième édition. Oxford: Wiley-Blackwell.
- della Porta, Donatella et Louisa Parks. 2013. « Framing Processes in the Climate Movement: From Climate Change to Climate Justice ». Dans *Routledge Handbook of the Climate Change Movement*. Sous la direction de Matthias Dietz et Heiko Garrelts, 19-30. Abingdon, New York: Routledge.
- della Porta, Donatella. 2017. « Political economy and social movement studies: The class basis of anti-austerity protests ». *Anthropological Theory* 17 (4): 453-473.
- Deneault, Alain. 2019. *L'économie de la nature*. Montréal: Lux.
- DePalma, Lindsay J. 2020. « The separation of economy and sentiment: a comparison of how individuals perceive hostile worlds ». *Journal of Cultural Economy* 13 (4): 428-43.
- DiMaggio, Paul. 1997. « Culture and Cognition ». *Annual Review of Sociology* 23: 263-287.
- Dobbin, Frank. 1994. *Forging Industrial Policy: The United States, Britain, and France in the Railway Age*. New-York: Cambridge University Press.
- Doherty, Brian. 2002. *Ideas and Actions in the Green Movement*. New-York: Routledge.
- Dufour, Pascale, et Ancelovici Marcos. 2018. « From Citizenship Regimes to Protest Regimes? » Dans *Citizenship as a Regime: Canadian and International Perspectives*. Sous la direction de Mirelle Paquet, Nora Nagels, et Aude-Claire Fourot, 165-86. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Dufour, Pascale. 2009. « From Protest to Partisan Politics: When and How Collective Actors Cross the Line? Sociological Perspective on Québec Solidaire ». *Canadian Journal of Sociology* 34 (1): 55-81.
- Dufour, Pascale. 2013. *Trois espaces de protestation: France, Canada, Québec*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

- Dufour, Pascale. 2019. « Manif monstre pour le climat : des intérêts trop divergents nuisent à la lutte ». *The Conversation*, 8 octobre 2019.
- Dufour, Pascale. 2021. « Comparing collective actions beyond national contexts: 'local spaces of protest' and the added value of critical geography ». *Social Movement Studies* 20 (2): 224-242.
- Dujarier, Marie-Anne. 2006. *L'idéal au travail*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Dupuis-Déri, Francis. 2021. « Youth Strike for Climate: Resistance of School Administrations, Conflicts Among Students, and Legitimacy of Autonomous Civil Disobedience—The Case of Québec ». *Frontiers in Political Science* 3 (1).
- Dussault, Lila. 2021. « Des milliers de personnes à la marche pour le climat à Montréal ». *La Presse*, 24 septembre 2021.
- Eliasoph, Nina. et Paul Lichterman. 2003. « Culture in Interaction ». *American Journal of Sociology* 108 (4): 735-794.
- Elliot, Rebecca. 2021. *Underwater: Loss, Flood Insurance, and the Moral Economy of Climate Change in the United States*. New-York: Columbia University Press.
- Emirbayer, Mustafa et Ann Mische. 1998. « What is Agency? ». *American Journal of Sociology* 103 (4): 962-1023.
- Evans, Peter B., et William H. Sewell Jr. 2013. « Neoliberalism: Policy Regimes, International Regimes, and Social Effects ». Dans *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Sous la direction de Peter A. Hall et Michèle Lamont, 35-68. Cambridge: Cambridge University Press.
- Fassin, Didier. 2009. « Les économies morales revisitées ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 64 (6) : 1237-1266.
- Fillieule, Olivier. 2001. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique* 51 (1): 199-215.
- Fine, Gary Alan. 2012. *Tiny Publics: A Theory of Group Action and Culture*. New York: Russel Sage Foundation.
- Flesher Fominaya, Cristina. 2010. « Collective Identity in Social Movements: Central Concepts and Debates ». *Sociology Compass* 4 (6): 393-404.
- Fligstein, Neil, et Doug McAdam. 2019. « States, social movements and markets ». *Socio-Economic Review* 17 (1): 1-6.
- Fligstein, Neil, et Luke Dauter. 2007. « The Sociology of Markets ». *Annual Review of Sociology* 33: 6.1-6.24.
- Fligstein, Neil, Jonah Stuart Brundage, et Michael Schultz. 2017. « Seeing Like the Fed: Culture, Cognition, and Framing in the Failure to Anticipate the Financial Crisis of 2008 ». *American Sociological Review* 82 (5): 879-909.

- Fligstein, Neil. 2001. *The Architecture of Markets: An Economic Sociology of Twenty-First-Century Capitalists Societies*. Princeton: Princeton University Press.
- Fourcade-Gourinchas, Marion, et Sarah L. Babb. 2002. « The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries ». *American Journal of Sociology* 108 (3): 533-79.
- Fourcade, Marion, et Kieran Healy. 2007. « Moral Views of Market Society ». *Annual Review of Sociology* 33: 285-311.
- Fourcade, Marion, et Kieran Healy. 2017. « Seeing like a market ». *Socio-Economic Review* 15 (1): 9-29.
- Fourcade, Marion. 2007. « Theories of Markets and Theories of Society ». *American Behavioral Scientist* 50 (8): 1015-34.
- Fourcade, Marion. 2009. *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, & France, 1890s to 1990s*. Princeton: Princeton University Press.
- Garcia, Alfredo. 2014. « Relational Work in Economic Sociology: A Review and Extension ». *Sociology Compass* 8 (6): 639-47.
- Geertz, Clifford. 1998. « La description dense: Vers une théorie interprétative de la culture ». *Enquête* 6: 73-105.
- Giugni, Marco et Maria T. Grasso. 2015. « Environmental Movements in Advanced Industrial Democracies: Heterogeneity, Transformation, and Institutionalization ». *Annual Review of Environment and Resources* 40 (1): 337-61.
- Giugni, Marco. 2008. « Political, Biographical, and Cultural Consequences of Social Movements ». *Sociology Compass* 2 (5): 1582-1600.
- Goffman, Erving. 1974. *Les rites d'interaction*. Paris: Éditions de Minuit.
- Goodwin, Jeff et Gabriel Hetland. 2013. « The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies » Dans *Marxism and Social Movements*. Sous la direction de Colin Barker, Laurence Cox, John Krinsky et Alf Gunvald Nilsen, 82-102. Leyde : Brill.
- Götz, Norbert. 2015. « 'Moral economy': Its conceptual history and analytical prospects ». *Journal of Global Ethics* 11 (2): 147-162.
- Granovetter, Mark. 1974 [1995]. *Getting a Job: A Study of Contrats and Careers*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Granovetter, Mark. 1985. « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness ». *American Journal of Sociology* 91 (3): 481-510.
- Granovetter, Mark. 1992. « Economic Institutions as Social Constructions: A Framework for Analysis ». *Acta Sociologica* 35: 3-11.
- Granovetter, Mark. 2017. *Society and Economy: Framework and Principles*. Cambridge (MA): The Belknap Press of Harvard University Press.

- Hall, Peter A. 1993. « Policy Paradigms, Social Learning, and the State: The Case of Economic Policymaking in Britain ». *Comparative Politics* 25 (3): 275-96.
- Hall, Peter A. et Rosemary C. R. Taylor. 1996. « Political Science and the Three New Institutionalisms ». *Political Studies* 44 (5): 936-957.
- Hall, Peter A. et David Soskice. 2001. *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundation of Comparative Advantage*. New York: Oxford University Press.
- Hartog, François. 2003. *Régimes d'historicité : Présentisme et expériences du temps*. Paris: Seuil.
- Healy, Kieran. 2006. *Last Best Gifts: Altruism and The Market for Human Blood and Organs*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Heinich, Nathalie. 2012. *De la visibilité : Excellence et singularité en régime médiatique*. Paris: Gallimard.
- Hochschild, Arlie Russell. 1979. « Emotion Work, Feeling Rules, and Social Structure ». *American Journal of Sociology* 85 (3): 551-575.
- Illouz, Eva. 2007. *Cold Intimacies: The Making of Emotional Capitalism*. Cambridge: Polity Press.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2023. *Synthesis Report of the IPCC Sixth Assessment Report*. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>.
- Jasper, James M. 1997. *The Art of Moral Protest: Culture, Biography and Creativity in Social Movements*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Jasper, James M. 2006. *Getting Your Way. Strategic Dilemmas in the Real World*. Chicago: University of Chicago Press.
- Jasper, James M. 2014. *Protest: A Cultural Introduction to Social Movements*. Cambridge, Malden (MA): Polity Press.
- Jasper, James M. 2018. *The Emotions of Protest*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Jasper, James M., Michael Young et Elke Zuern. 2018. « Character work in social movements ». *Theory and Society* 47: 113-131.
- Jenson, Jane, et Denis Saint-Martin. 2003. « New Routes to Social Cohesion? Citizenship and the Social Investment State ». *The Canadian Journal of Sociology* 28 (1): 77-99.
- Jenson, Jane, et Susan D. Phillips. 1996. « Regime Shift: New Citizenship Practices in Canada ». *International Journal of Canadian Studies* 14: 111-35.
- Jerolmack, Colin, et Shamus Khan. 2014. « Talk Is Cheap: Ethnography and the Attitudinal Fallacy ». *Sociological Methods & Research* 43 (2): 178-209.
- Khan, Shamus Rahman. 2011. *Privilege. The Making of an Adolescent Elite at St. Paul's School*. Princeton: Princeton University Press.

- King, Brayden G. 2016. « Reputation, risk, and anti-corporate activism: how social movements influence corporate outcomes ». Dans *The Consequences of Social Movements*. Sous la direction de Lorenzo Bosi, Marco Giugni et Katrin Uba, 215-236. Cambridge: Cambridge University Press.
- Krippner, Greta R., et Anthony S. Alvarez. 2007. « Embeddedness and the Intellectual Projects of Economic Sociology ». *Annual Review of Sociology* 33: 219-40.
- Krippner, Greta R., Mark Granovetter, Fred Block, Nicole Biggart, Tom Beamish, Youtien Hsing, Gillian Hart, et al. 2004. « Polanyi Symposium: a conversation on embeddedness ». *Socio-Economic Review* 2: 109-35.
- Lamont, Michèle, et Ann Swidler. 2014. « Methodological Pluralism and the Possibilities and Limits of Interviewing ». *Qualitative Sociology* 37: 153-71.
- Lamont, Michèle, et Mario Luis Small. 2008. « How Culture Matters: Enriching Our Understanding of Poverty ». Dans *The Colors of Poverty: Why Racial and Ethnic Disparities Persist*. Sous la direction de Ann Chin Lin et David R. Harris, 76-102. New-York: Russell Sage Foundation.
- Lamont, Michèle, Stefan Beljean et Matthew Clair. 2014. « What is missing? Cultural processes and causal pathways to inequality ». *Socio-Economic Review* 12 (3): 573–608.
- Lamont, Michèle. 1992. *Money, Morals, and Manners: The Culture of the French and American Upper-Middle Class*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Lamont, Michèle. 2018. « Addressing Recognition Gaps: Destigmatization and the Reduction of Inequality ». *American Sociological Review* 83 (3): 419-444.
- Lamont, Michèle. 2019. « From 'having' to 'being': self-worth and the current crisis of American society ». *British Journal of Sociology* 70 (3): 660-707.
- Lareau, Annette. 2021. *Listening to People: A Practical Guide to Interviewing, Participant Observation, Data Analysis, And Writing It All Up*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Lazarus, Jeanne. 2012. *L'épreuve de l'argent: Banques, banquiers, clients*. Paris: Calmann Levy.
- Lazarus, Jeanne. 2020. « Viviana Zelizer receives honorary doctorate from Sciences Po ». *European Economic Sociology Newsletter* 21 (3): 23-30.
- Levasseur, Julie et Louis Massé. Soumis. « Des changements climatiques au changement social: la Manifestation pour la justice climatique à Montréal ». *Politique et Sociétés*.
- Levin, Peter. 2008. « Culture and Markets: How Economic Sociology Conceptualizes Culture ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 619: 114-29.
- Lie, John. 1997. « Sociology of Markets ». *Annual Review of Sociology* 23: 341-60.
- Lizardo, Omar, et Michael Strand. 2010. « Skills, toolkits, contexts and institutions: Clarifying the relationship between different approaches to cognition in cultural sociology ». *Poetics* 38: 204-27.



- Lizardo, Omar. 2017. « Improving Cultural Analysis: Considering Personal Culture in its Declarative and Nondeclarative Modes ». *American Sociological Review* 82 (1): 88-115.
- MacKenzie, Donald, et Yuval Millo. 2003. « Constructing a Market, Performing Theory: The Historical Sociology of a Financial Derivatives Exchange ». *American Journal of Sociology* 109 (1): 107-45.
- Mackenzie, Donald. 2021. *Trading at the Speed of Light: How Ultrafast Algorithms Are Transforming Financial Markets*. Princeton: Princeton University Press.
- Martin, John Levi. 2010. « Life's a beach but you're an ant, and other unwelcome news for the sociology of culture ». *Poetics* 38 (2): 228-43.
- Martínez García, Ana Belén. 2020. « Constructing an activist self: Greta Thunberg's climate activism as life writing ». *Prose Studies* 41 (3).
- Mathieu, Lilian. 1998. « L'espace des mouvements sociaux ». *Politix* 77 (1): 131-151.
- McAdam, Doug. 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency*. Chicago: University of Chicago Press.
- McAdam, Doug. 2017. « Social Movement Theory and the Prospects for Climate Change Activism in the United States ». *Annual Review of Political Science* 20 (1) : 189-208.
- McDonnell, Terence E. 2014. « Drawing out culture: productive methods to measure cognition and resonance ». *Theory and Society* 43: 247-74.
- McLean, Paul. 2017. *Culture in Networks*. Cambridge: Polity Press.
- Melucci, Alberto. 1996. *Challenging Codes: Collective action in the information age*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mérand, Frédéric et Amélie Forget. 2012. « Strategy: Strategizing about strategy ». Dans *Bourdieu in International Relations*. Sous la direction de Rebecca Adler-Nissen, 93-113. Londres : Routledge.
- Mérand, Frédéric. 2021. *Un sociologue à la Commission européenne*. Paris: SciencePo Les Presses.
- Mische, Ann. 2009. « Projects and Possibilities: Researching Futures in Action ». *Sociological Forum* 24 (3): 694-704.
- Mische, Ann. 2014. « Measuring futures in action: projective grammars in the Rio+20 debates ». *Theory and Society* 43: 437-64.
- Mohr, John W. et al. 2020. *Measuring Culture*. New York: Columbia University Press.
- Muniesa, Fabian, et Michel Callon. 2013. « La performativité des sciences économiques ». Dans *Traité de sociologie économique*. Sous la direction de Philippe Steiner et François Vatin, 281-315. Paris: Presses Universitaires de France.
- Mützel, Sophie. 2022. *Making Sense: Markets from Stories in New Breast Cancer Therapeutics*. Stanford: Stanford University Press.

- Norton, Matthew. 2019. « Meaning on the move: synthesizing cognitive and systems concepts of culture ». *American Journal of Cultural Sociology* 7: 1-29.
- Passy, Florence et Gian-Andrea Monsch. 2020. *Contentious Minds: How Talk and Ties Sustain Activism*. New-York: Oxford University Press.
- Passy, Florence. 2003. « Social Networks Matter: But How? » Dans *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*. Sous la direction de Mario Diani et Doug McAdam, 21-48. New-York: Oxford University Press.
- Péchu, Cécile. 2007. « “Laissez parler les objets!” ». De l’objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets ». Dans *L’atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Sous la direction de Pierre Favre, 59-78. Paris : La Découverte.
- Pickard, Sarah, Benjamin Bowman et Dena Arya. 2022. « Youth and Environmental Activism. » Dans *The Routledge Handbook of Environmental Movements*. Sous la direction de Maria Grasso et Marco Giugni, 521-537. Abingdon/New York: Routledge.
- Polanyi, Karl. 1946 [2001]. *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston: Beacon Press.
- Polanyi, Karl. 1977. *La subsistance de l’homme. La place de l’économie dans l’histoire et la société*. Paris: Flammarion.
- Polletta, Francesca et James Jasper. 2001. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology* 27: 283-305.
- Polletta, Francesca, Pang Ching Bobby Chen, Beth Gharrity Gardner et Alice Motes. 2011. « The Sociology of Storytelling ». *Annual Review of Sociology* 37 (1): 109-130.
- Polletta, Francesca. 2006. *It was like a fever: Storytelling in protest and politics*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Polletta, Francesca. 2020. *Inventing the Ties That Bind: Imagined Relationships in Moral and Political Life*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Pruvost, Geneviève. 2013. « L’alternative Écologique: Vivre et travailler autrement ». *Terrain* 60 : 36-55.
- Pugh, Allison J. 2013. « What good are interviews for thinking about culture? Demystifying interpretive analysis ». *American Journal of Cultural Sociology* 1 (1): 42-68.
- Reyes, Victoria. 2023. « What Relational Work Brings to the Study of the Political Economy ». Dans *Living Better Together: Social Relations and Economic Governance in the Work of Ostrom and Zelizer*. Sous la direction de Stefanie Haeffele et Virgil Henry Storr, 29-50. Gewerbestrasse (Suisse): Palgrave Macmillan.
- Rinaldo, Rachel, et Jeffrey Guhin. 2022. « How and Why Interviews Work: Ethnographic Interviews and Meso-level Public Culture ». *Sociological Methods & Research* 51 (1): 34-67.

- Rivera, Lauren A. 2015. *Pedigree: How Elite Students Get Elite Jobs*. Princeton: Princeton University Press.
- Rootes, Christopher. 2004. « Environmental Movements ». Dans *The Blackwell Companion to Social Movements*. Sous la direction de David Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi, 608-640. Oxford: Blackwell Publishing
- Rossmann, Gabriel. 2014. « Obfuscatory Relational Work and Disreputable Exchange ». *Sociological Theory* 32 (1): 43-63.
- Rubin, Ashley T. 2021. *Rocking Qualitative Social Science: An Irreverent Guide to Rigorous Research*. Stanford: Stanford University Press.
- Salman, Scarlett. 2021. *Aux bons soins du capitalisme: Le coaching en entreprise*. Paris: SciencePo Les Presses.
- Sartori, Giovanni. 1970. « Concept Misformation in Comparative Politics ». *The American Political Science Review* 64 (4): 1033-1053.
- Sayer, Andrew. 2000. « Moral Economy and Political Economy ». *Studies in Political Economy* 61 (1): 79-103.
- Scott, James C. 1976. *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Heaven, London: Yale University Press.
- Simmons, Erica. 2014. « Grievance Do Matter in Mobilization ». *Theory and Society* 43 (5): 513-46.
- Skotnicki, Tad. 2021. *The Sympathetic Consumer: Moral Critique in Capitalist Culture*. Stanford: Stanford University Press.
- Smelser, Neil J., et Richard Swedberg. 2005. « Introducing Economic Sociology ». Dans *The Handbook of Economic Sociology*. 3-25. Princeton: Princeton University Press.
- Smith, Philip et Nicolas Howe. 2015. *Climate Change as Social Drama: Global Warming in the Public Sphere*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Spillman, Lyn. 1999. « Enriching Exchange: Cultural Dimensions of Markets ». *American Journal of Economics and Sociology* 58 (4): 1047-71.
- Spillman, Lyn. 2012a. « Culture and Economic Life ». Dans *The Oxford Handbook of Cultural Sociology*. Sous la direction de Jeffrey C. Alexander, Ronald N. Jacobs, et Philip Smith, 157-90. Oxford: Oxford University Press.
- Spillman, Lyn. 2012b. *Solidarity in Strategy: Making Business Meaningful in American Trade Associations*. Chicago: Chicago University Press.
- Spillman, Lyn. 2020. *What is Cultural Sociology?*. Cambridge: Polity Press.
- Steiner, Philippe. 2009. « Who is right about the modern economy: Polanyi, Zelizer, or both? ». *Theory and Society* 38 (1): 97-110.
- Steiner, Philippe. 2011. *La sociologie économique*. Paris: La Découverte.

- Stoltz, Dustin S., et Aaron Z. Pitluck. 2021. « Resources in Relational Packages: Social Capital as a Byproduct of Relational Work ». *Social Currents* 8 (6): 549-65.
- Swader, Christopher S., et Sandy Ross. 2020. « Post-socialist moral economies of consumption as socially embedded sites of moral tension ». *Journal of Consumer Culture* 20 (2): 143-55.
- Swedberg, Richard. 1991. « Major Traditions of Economic Sociology ». *Annual Review of Sociology* 17: 251-76.
- Swidler, Ann. 1986. « Culture in Action: Symbols and Strategies ». *American Sociological Review* 51 (2): 273-86.
- Swidler, Ann. 2001. *Talk of Love. How Culture Matters*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Tavory, Iddo. 2020. « Interviews and Inference: Making Sense of Interview Data in Qualitative Research ». *Qualitative Sociology* 43: 449-65.
- This Saint-Jean, Isabelle. 2005. « Peut-on définir la sociologie économique ? ». *L'Année sociologique* 55 (2): 307-26.
- Thompson, Edward P. 1971. « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century ». *Past & Present* 50 (1): 76-136.
- Tilly, Charles et Sidney Tarrow. 2015. *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*, seconde édition. Paris: SciencePo Les Presses.
- Tilly, Charles. 1993. « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 ». *Social Science History* 17 (2): 253-180.
- Tilly, Charles. 2006. *Why? What Happens When People Give Reasons... and Why*. Princeton: Princeton University Press.
- Tilly, Charles. 2020. « Part I: A Theory and History of Social Movements » Dans *Social Movements, 1768-2018*. Sous la direction de Charles Tilly, Ernesto Castañeda et Lesley J. Wood, 1-163. New-York: Routledge.
- Tognato, Carlo. 2012. « Culture and the Economy ». Dans *The Oxford Handbook of Cultural Sociology*. Sous la direction de Jeffrey C. Alexander, Philip Smith, et Ronald N. Jacobs, 117-56. Oxford: Oxford University Press.
- Vaillancourt, Jean-Guy. 2015. « Le mouvement vert au Québec : une perspective historique et sociologique ». *Bulletin d'histoire politique* 23 (2): 113-32.
- Vaisey, Stephen. 2009. « Motivation and Justification: A Dual-Process Model of Culture in Action ». *American Journal of Sociology* 114 (6): 1675-1715.
- Vaisey, Stephen. 2014. « Is interviewing compatible with the dual-process model of culture? ». *American Journal of Cultural Sociology* 2 (1): 150-58.
- Van de Velde, Cécile. 2022. « The Power of Slogans: Using Protest Writings in Social Movement Research ». *Social Movement Studies*.

- Velthuis, Olav. 2005. *Talking Prices: Symbolic Meanings of Prices on the Market for Contemporary Art*. Princeton: Princeton University Press.
- Weber, Florence. 2000. « Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand partage ». *Genèses* 41 (4): 85-107.
- Weber, Florence. 2013. « Le calcul économique ordinaire ». Dans *Traité de sociologie économique*. Sous la direction de Philippe Steiner et François Vatin, 399-437. Paris: Presses Universitaires de France.
- Wherry, Frederick F. 2012a. « Performance Circuits in the Marketplace ». *Politics & Society* 40 (2): 203-21.
- Wherry, Frederick F. 2012b. *The Culture of Markets*. Cambridge, Malden: Polity Press.
- Whitford, Josh. 2012. « Waltzing, Relational Work, and the Construction (or Not) of Collaboration in Manufacturing Industries ». *Politics & Society* 40 (2): 249-72.
- Zelizer, Viviana A. 1979. *Morals and Markets: The Development of Life Insurance in the United States*. New York: Columbia University Press.
- Zelizer, Viviana A. 1994. *The Social Meaning of Money: Pin Money, Paychecks, Poor Relief, & Other Currencies*. Princeton: Princeton University Press.
- Zelizer, Viviana A. 2005. *The Purchase of Intimacy*. Princeton: Princeton University Press.
- Zelizer, Viviana A. 2011. *Economic Lives: How Culture Shapes the Economy*. Princeton: Princeton University Press.
- Zelizer, Viviana A. 2012. « How I Became a Relational Economic Sociologist and What Does That Mean? ». *Politics & Society* 40 (2): 145-74.
- Zelizer, Viviana A., et Charles Tilly. 2007. « Relations and Categories ». Dans *Psychology of Learning and Motivation*. Sous la direction de Arthur B. Markman et Brian H. Ross, 1-31. Amsterdam: Elsevier.
- Zubrzycki, Geneviève. 2022. *Resurrecting the Jew: Nationalism, Philosemitism and Poland's Jewish Revival*. Princeton: Princeton University Press.

# Annexe I – Guide d’entretien

## Guide d’entretien, version du 31 octobre 2022

### Thème parcours militant

- Dans quel(s) groupes militants êtes-vous impliqué aujourd’hui ?
  - Depuis combien de temps êtes-vous impliqué ?
- Pouvez-vous me parler de comment vous avez été amené à militer pour l’environnement et le climat ?
  - Est-ce qu’il y a des militant-e-s ou des personnes engagées qui vous inspirent/vous ont inspirés ?
  - Comment vous informez vous sur ces sujets ?
- J’ai quelques questions d’ordre démographique. Pronom, âge, où avez-vous grandi, études, travail ? Comment qualifieriez-vous votre milieu d’origine ?

### Thème comportement économique

- Si je vous dis le mot économie, quels sont les mots ou les images qui vous viennent spontanément en tête ?
- Avez-vous déjà eu des cours d’économie ou d’administration ?
  - Qu’est-ce que vous en retirez ?
  - Que pensez-vous de ces domaines d’étude et de travail ? Avez-vous des stéréotypes envers ces personnes-là, pensez-vous que c’est (quand même) essentiel ?
- C’est quoi ton travail de rêve ?
  - Quel est le genre de travail que vous feriez le moins ? Pourquoi ?
  - Feriez-vous des sacrifices personnels pour gagner plus d’argent ? Que pensez-vous de la recherche du gain matériel à tout prix ?

On va parler un peu de consommation maintenant.

- Est-ce que la manière dont vous achetez des choses a changé depuis que vous militez ?
  - Quels sont les critères qui sont importants pour vous dans vos choix d’achat ?
  - Est-ce que vous essayiez de faire changer la manière dont consomme de votre entourage, ami-e-s, famille ? Par rapport à quoi ? Que dites-vous pour les convaincre ?
- Est-ce que vous boycottez certains produits ou marques ?
  - Pourquoi ? Qu’est-ce qui cloche avec ces produits/marques ?

- Est-ce que vous croyiez que par la consommation on peut changer les choses ?  
Que nos choix individuels de consommation ont un impact ?

### **Thème finance et banques**

J'ai remarqué que les banques sont souvent une de vos cibles dans les manifestations et actions que vous organisez, par exemple la campagne contre RBC. J'aimerais y revenir un peu avec vous.

- Selon vous, pourquoi les banques sont prises pour cibles ? Comment voyiez-vous leur rôle dans la crise climatique ?
- Lors de la manifestation pour la justice climatique du 24 septembre 2021, j'avais entendu le slogan « le capital nous fait la guerre, on fait la guerre au capital », qu'est-ce que ça évoque pour vous ?
  - Est-ce que vous êtes d'accord avec le slogan ?
  - C'est qui les différents camps dans cette « guerre » ? C'est qui vos alliés, et les alliés de vos adversaires ?
- Est-ce que vous croyiez que le changement peut venir de l'intérieur des institutions, comme les banques – par exemple concernant le désinvestissement des industries fossiles ?
  - Le changement peut venir d'où selon vous ?
- Est-ce que vous vous sentez bien représenté au niveau politique ?
  - À qui faites-vous confiance au niveau politique ?
    - Que pensez-vous du gouvernement de la CAQ ?
  - Le ministre de l'Environnement du Canada est un ancien militant de Greenpeace, est-ce que ça vous inspire confiance ?

### **Thème industrie fossile**

Le secteur économique que vous ciblez le plus est l'industrie des hydrocarbures et des énergies fossiles.

- Quel rôle devrait jouer les entreprises qui œuvrent dans ce secteur par rapport aux solutions climatiques ? Est-ce que ça peut être des partenaires ?
  - Est-ce que les incitatifs de marché comme le prix sur le carbone sont des voies possibles ? Pourquoi ? Faut-il forcer les entreprises à changer à la place ?
- Comment on devrait encadrer l'exploitation de la nature/environnement ?
  - Qui devrait avoir son mot à dire sur ce que font les entreprises ?
- Comment faire si des emplois peuvent être perdus dans la transition énergétique ?
  - Comment aider les travailleurs des industries les plus polluantes ?

### **Thème anticapitalisme – décroissance**

Il y a deux thèmes qui reviennent dans le mouvement écologiste, c'est l'anticapitalisme et la décroissance.

- Quel est le problème principal du capitalisme selon vous ?
  - Qu'est-ce qui vous a amené à voir le capitalisme de cette façon-là (lectures, rencontre, événements)
  - Est-ce que vous croyiez que le terme d'anticapitalisme est bien vu dans la société québécoise ? Pourquoi ?
- Le slogan de la manifestation du 25 mars 2022 c'était « les gens avant les profits », qu'est-ce que ça implique de faire passer les gens avant les profits ?
  - Est-ce que vous croyiez qu'il y a encore une lutte des classes aujourd'hui ? Comment est-ce que vous identifieriez ces classes ?
- La décroissance, est-ce que ça te parle ? Ça consiste en quoi selon vous ? Où est-ce que vous en avez entendu parler ?
  - Comment est-ce qu'on peut satisfaire les besoins de tout le monde sans surexploiter les ressources ?
  - Comment mieux partager ? Avec qui est-ce qu'il faut mieux partager ?

### **Thème alternatives – transitions**

Un dernier slogan a retenu mon attention : « pas de retour à l'anormal ».

- Après la première vague de covid-19, on a beaucoup entendu parler de relance économique, et chez le mouvement environnemental, de relance juste et verte, c'est quoi la différence entre ces deux types de relance selon vous ?
  - Est-ce que vous êtes d'accord avec le principe de relance juste et verte, est-ce que c'est souhaitable ? Pourquoi ?
    - Est-ce que tout le monde partage cette opinion dans le mouvement environnemental ? Qui est d'accord, pas d'accord ?
  - L'innovation et la technologie, est-ce que vous voyez ça d'un bon œil ? Est-ce que ça fait partie de la solution ?
- Quels défis est-ce que la crise climatique pose à la société/à la communauté selon vous ?
  - Quelles sont les injustices principales qu'elle produit ?
- Votre monde idéal ressemble à quoi ?
  - Dans quel genre de communauté voudriez-vous vivre ? Qu'est-ce qui est important pour vous dans une bonne communauté (p. ex. les valeurs) ?
  - Quel chemin politique il faudrait suivre pour y arriver ?
- Comment vous sentez-vous par rapport au futur ? Aux prochaines décennies ?
  - Est-ce que votre entourage se sent comme ça aussi ? Est-ce qu'il comprend pourquoi vous vous sentez comme ça ?
  - Est-ce que vous sentez que vos actions sont efficaces ?
  - Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir ?

Voudriez-vous ajouter quelque chose que vous trouvez important dans le cadre de la discussion, mais que nous n'avons pas encore touché ?